

L'INDICATEUR 2006

Fédération des chambres
de commerce du Québec



fccq

Pour un Québec gagnant

Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 164 chambres de commerce, la FCCQ représente 57 000 membres exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau d'affaires au Québec, la FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

Mission

Promouvoir la liberté d'entreprendre qui s'inspire de l'initiative et de la créativité afin de contribuer à la richesse collective en coordonnant l'apport du travail de tous.

Table des matières

Introduction	1
Regard statistique autour des huit axes prioritaires d'intervention de la vision économique de la FCCQ <i>Pour un Québec gagnant</i>	3
L'approche régionale - Regard statistique autour des 17 régions administratives du Québec	20
Conclusion	107

Note - En février 2007, la FCCQ publiera le chapitre sectoriel de l'Indicateur, conformément aux dix secteurs d'activité stratégiques retenus dans la vision économique *Pour un Québec gagnant*.

INTRODUCTION

Pour un Québec gagnant

La vision économique de la FCCQ *Pour un Québec gagnant*, lancée en février 2006, a permis de mettre sur table les différents moteurs et véhicules jouant sur la compétitivité et le potentiel de croissance de notre économie.

Ce plan d'action économique —collé aux forces et aux faiblesses de l'économie québécoise— doit également rester en accord avec son évolution et celui de son environnement. Ainsi, *L'indicateur* de la FCCQ viendra chaque année faire un bilan de l'avancement du Québec quant aux huit axes d'interventions jugés prioritaires par la communauté d'affaires. Il convient de préciser que ces axes d'intervention relèvent des facteurs structurels influençant la performance économique du Québec. Par facteurs structurels, on entend entre autres les éléments d'ordres institutionnels, réglementaires ou encore fiscaux jouant sur le développement économique de la province. Bien sûr, l'économie québécoise évolue également au gré des conditions présentes et de risques conjoncturels, dont l'observation se fait sur le court terme, mais qui participent également à l'identification des gestes à poser pour que, dans une perspective de long terme, on fasse, ensemble, du Québec un Québec gagnant.

Les 8 axes prioritaires d'intervention, selon les gens d'affaires

- Cultiver l'entrepreneuriat
- Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse
- Agir sur les facteurs directs de productivité
- Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus qualifiée, plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises
- Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique
- Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur
- Dynamiser notre potentiel d'innovation
- Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques

Vision économique *Pour un Québec Gagnant*, FCCQ, 2006

Le résultat de cette première édition marque **l'année zéro d'une lecture statistique attachée à la vision économique de la FCCQ.**

▪ **Le dynamisme économique manque de souffle**

Le Québec ne bénéficie plus aujourd'hui de l'élan que lui avait fourni les accords de libre-échange avec les États-Unis au début des années 1990, du dynamisme économique qu'avait porté l'essor des technologies de l'information à partir de 1995 ou encore de la force du secteur de l'immobilier sur le maintien de la demande interne à partir de 2002. Ces différentes vagues auront été jusqu'ici très favorables à l'économie québécoise, permettant notamment de compenser la faiblesse de sa productivité.

À l'avenir, il semble que l'économie québécoise devra «ramer» un peu plus fort : la perte de son avantage sur les prix avec l'appréciation du dollar canadien et la concurrence des pays en émergence, la question démographique, l'impasse des finances publiques, la tendance au déplacement de la richesse vers l'ouest, l'intensification de la globalisation, la mondialisation de l'information et du savoir, l'impératif de la compétitivité fiscale, l'accélération de la course à l'innovation... sont autant de facteurs concluant sur l'urgence de jouer toutes les cartes favorables au développement économique.

▪ **L'analyse des 8 axes d'intervention**

Les 8 axes d'intervention définis dans la Vision économique *Pour un Québec gagnant* ont été ici successivement étudiés afin de mettre en évidence pour chacun d'entre eux certaines tendances lourdes

constatées à l'échelle du Québec. Une série de statistiques économiques, orientées autour de ces même 8 axes d'intervention, est ensuite proposée pour chacune des 17 régions administratives de la province.

▪ **Conditions présentes et risques conjoncturels**

Le ralentissement de l'économie américaine...

Le Québec est exposé à un ensemble de risques conjoncturels, principalement en provenance des États-Unis dont l'économie est actuellement l'objet de vives inquiétudes. Les dernières statistiques laissent place à un potentiel ramollissement de l'économie américaine au cours des trimestres à venir. Notamment, la croissance annuelle du PIB réel a diminué de 5,6 % à 2,9 % entre le premier et le second trimestre et les gains au chapitre de l'emploi semblent faire une pause selon les dernières données. Cela a un impact direct sur la confiance des consommateurs et donc sur les dépenses de consommation. Rappelons que la croissance économique des États-Unis est très sensible au comportement des consommateurs, les dépenses de ces derniers représentant près des deux tiers du PIB américain.

... n'est pas une surprise

Quoique les premiers signaux de ce ralentissement puissent être un peu plus marqués que ce que nous avons envisagé il y a quelques mois, la perte de vitalité de l'économie américaine, signalée avec la publication des dernières statistiques, est loin d'être une surprise : la chute inévitable du secteur immobilier après une croissance d'une longueur exceptionnelle, le resserrement de la politique monétaire avec 17 augmentations consécutives des taux d'intérêt, ainsi que la hausse tendancielle et l'instabilité du prix du pétrole jouent sans détour sur le pouvoir d'achat et la richesse des américains.

La réorganisation mondiale de l'industrie en cours crée un climat d'incertitude...

Le contexte actuel de l'économie mondiale, caractérisé par une réorganisation globale de l'activité industrielle et certains déséquilibres macroéconomiques d'ordre monétaire, particulièrement au niveau des devises et des prix de l'énergie, créent un climat de forte incertitude. Après la remontée que l'économie américaine vient de connaître, il est évident que la croissance économique ne peut pas maintenir le même rythme pour encore de nombreux trimestres. Ceci dit, le ramollissement économique ne signifie par son dérapage. De plus, à 5,25 %, le taux d'intérêt directeur des États-Unis est encore relativement bas.

... qui s'ajoute aux risques pesant sur l'économie québécoise

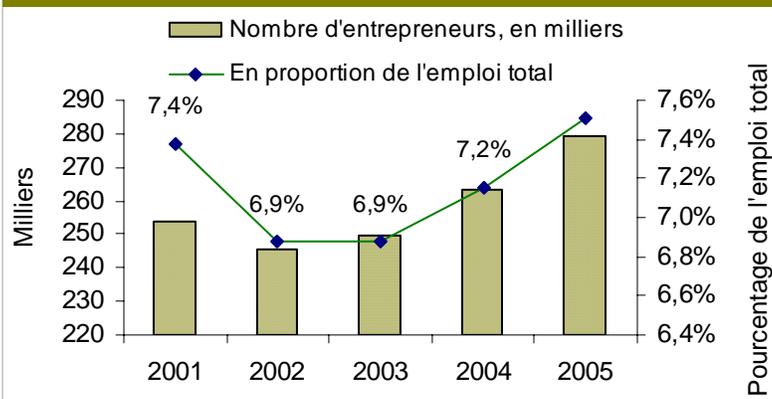
Du côté canadien, le taux d'intérêt cible à 4,25 % est également bas. La faiblesse du taux d'intérêt prend en compte les inégalités de croissance économique entre l'Est et l'Ouest du Canada. Ainsi, la politique monétaire est encore très accommodante pour l'économie. Les principaux risques sur l'économie canadienne et québécoise concernent toujours l'appréciation de notre devise qui pourrait suivre l'augmentation prévue du déficit américain avec entre autres la baisse des taxes promise par le président Bush ou encore la tendance à la hausse des prix de l'énergie. De plus, la valeur des exportations québécoises pourrait baisser avec le ramollissement probable de la demande interne aux États-Unis. On comprend cependant que ces risques ne sont pas nouveaux et que, malgré l'incertitude actuelle, ils ne devraient pas s'intensifier de manière brutale.

Analyse statistique autour des 8 axes prioritaires d'intervention

- Axe 1 . Cultiver l'entrepreneuriat **4**
- Axe 2 . Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse **6**
- Axe 3 . Agir sur les facteurs directs de productivité **8**
- Axe 4 . Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus qualifiée, plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises **10**
- Axe 5 . Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique **12**
- Axe 6 . Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur **14**
- Axe 7 . Dynamiser notre potentiel d'innovation **16**
- Axe 8 . Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques **18**

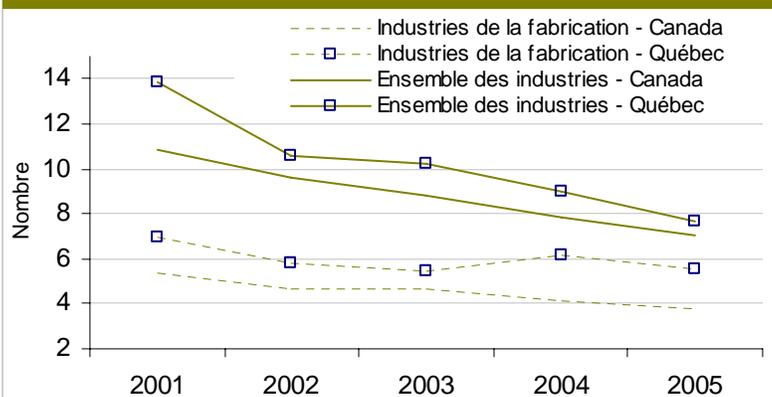
Axe 1 . Cultiver l'entrepreneuriat

Nombre d'entrepreneurs et pourcentage par rapport à l'emploi total, Québec, 2001-2005



Source : Statcan, Calcul FCCQ

Nombre de faillites commerciales par G\$ de PIB, Québec et Canada (Dollars enchaînés de 1997)



Source : Statcan

croissance.

- D'ailleurs, les dernières données disponibles du Registre des entreprises mettent clairement en évidence une proportion plus importante de micro-entreprises (1-4 employés) au Québec que dans le reste du Canada. Quelque soit la taille des établissements de 5 employés et plus les données pour le Québec sont ainsi systématiquement inférieures aux moyennes ontarienne et canadienne.

Établissements employeurs, selon la taille de l'établissement (nombre d'employés) dans les provinces et territoires, juin 2005

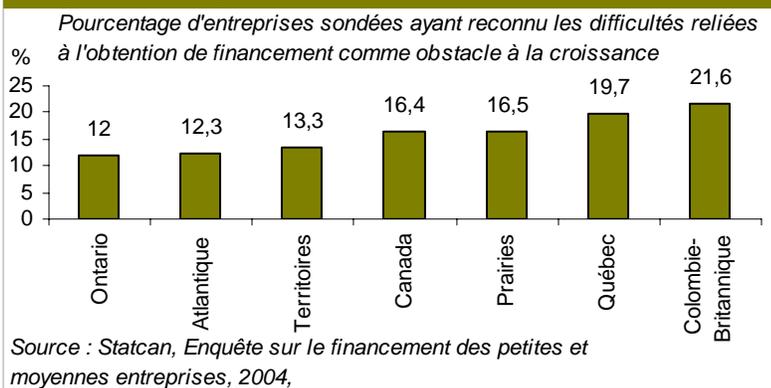
						Petites	Moyenne	Grand
	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Inf. 100	100-499	Sup. 500
Québec	62,3	16	10	7,1	2,5	98	1,8	0,3
Ontario	52,9	17,3	13,2	10,1	3,7	96,9	2,7	0,3
Canada	56,5	17,1	12,1	8,8	3,1	97,6	2,2	0,3

- Depuis le creux affiché en 2002, le nombre d'entrepreneurs et son pourcentage par rapport à l'emploi total ont augmenté de manière tout à fait encourageante. Après le ralentissement économique de 2001, le nombre d'entrepreneurs est passé de 245 000 en 2002 à 279 000 en 2005, ce qui correspond à une augmentation de près de 14 % et qui permet de dépasser le résultat de l'année exceptionnelle qu'aura été l'année 2000 (261 000 entrepreneurs).
- Le pourcentage d'entrepreneurs par rapport à l'emploi total est quant à lui passé de 6,9 % en 2002 à 7,5 % en 2005, ce qui appuie l'idée d'un certain regain du dynamisme entrepreneurial. Cette progression est parallèle à une croissance économique relativement robuste pendant la même période, ce qui apparaît également dans les données sur les faillites commerciales au Québec. Ces dernières, se sont maintenues sur une tendance à la baisse depuis 2001 : le nombre de faillites commerciales par milliard de dollars de PIB réel est passé de 13,8 en 2001 à 7,6 en 2005.
- Alors que les faillites sont historiquement plus importantes au Québec comparativement au reste du Canada, cette performance s'accompagne d'un certain rattrapage de la province qui s'est rapprochée au cours des dernières années de la moyenne canadienne. Il est possible que ce rattrapage ne soit que conjoncturel, les PME québécoises faisant face à un certain nombre d'obstacles d'ordres structurel et institutionnel défavorables à leur

- Outre un fardeau fiscal et administratif nettement plus lourd que dans les autres provinces, l'obtention de financement est, selon l'Enquête sur le financement des PME¹, retenu comme un obstacle important à la croissance de l'entreprise. L'obtention de financement a été mentionnée comme obstacle à la croissance par 19,7 % des entreprises québécoises interrogées contre 12 % en Ontario, ce qui correspond à un écart plutôt significatif.

Les difficultés liées à l'obtention de financement comme obstacle à la croissance des entreprises

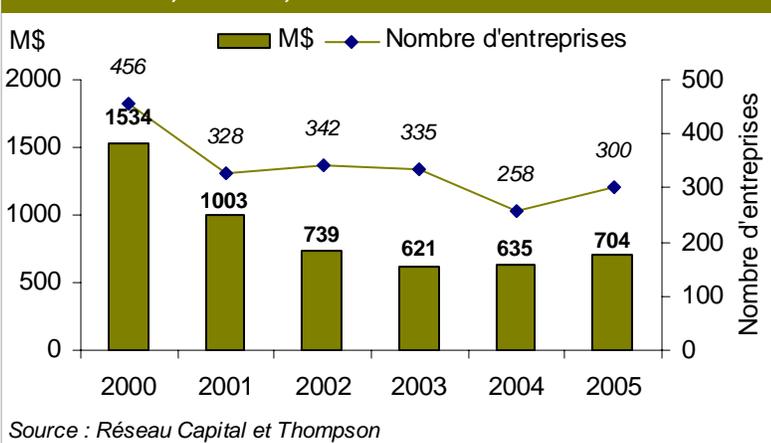
Comparaison interprovinciale



- Or, l'accélération de la mondialisation et l'intégration de plus en plus poussée des marchés rendent les petites entreprises de plus en plus vulnérables. La robustesse de leur compétitivité passe soit par leur croissance soit par un positionnement sur une niche particulièrement innovante. Dans les deux cas, l'offre de financement, dans sa quantité comme dans sa structure, doit répondre à la nécessité d'investir en continue dans la modernisation des processus de production et d'axer clairement les plans stratégiques sur toutes les formes d'innovation.

- Depuis le pic de l'année 2000, on constate un affaiblissement des investissements en capital de risque au Québec ainsi qu'une relative stagnation du nombre d'entreprises qui en sont bénéficiaires. Les dernières données fournies par Réseau Capital montraient que le Québec conserve la part du lion des activités du capital de risque au Canada. En effet, la province canalise 40 % (soit 704 millions de dollars, au premier trimestre 2006), du capital de risque investi à l'échelle canadienne. Il semble que la concentration des industries des sciences de la vie ainsi que des industries manufacturières contribuent au dynamisme du capital de risque québécois. Étant donné la nature des stratégies de ce type d'investissement, caractérisé par des exigences élevées en termes de rentabilité, il s'agit d'un segment du financement des entreprises favorables à un type d'entrepreneuriat particulièrement porteur pour le potentiel de croissance du Québec.

Investissements en capital de risque et nombre d'entreprises bénéficiaires, Québec, 2000-2005



Commentaire

À priori, le Québec manifeste un certain dynamisme au chapitre de l'entrepreneuriat. L'encouragement de grappes industrielles particulières justifie également la présence de capital de risque, dont la vitalité des activités est généralement de bon augure dans l'objectif d'augmenter la compétitivité de l'économie québécoise. Par contre, la croissance des entreprises, gage d'une compétitivité solide, semble faire défaut dans la province. Le contexte actuel de restructuration industrielle à l'échelle mondiale laisse encore beaucoup d'incertitude quant au positionnement et aux stratégies d'investissement à adopter. Cela dit, il y a moyen de réduire les effets de cette incertitude en diminuant le poids et en améliorant la structure de la fiscalité (en particulier en faveur d'une annulation de la taxe sur le capital), en développant des relations interrégionales et en profitant des possibilités offertes par les divers modes d'intégration des PME au tissu industriel. Il s'agit des avenues à considérer pour permettre aux PME du Québec à pleinement contribuer à la croissance économique de la province.

¹ Enquête sur le financement des PME, 2004, Statistique Canada

Axe 2 . Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse



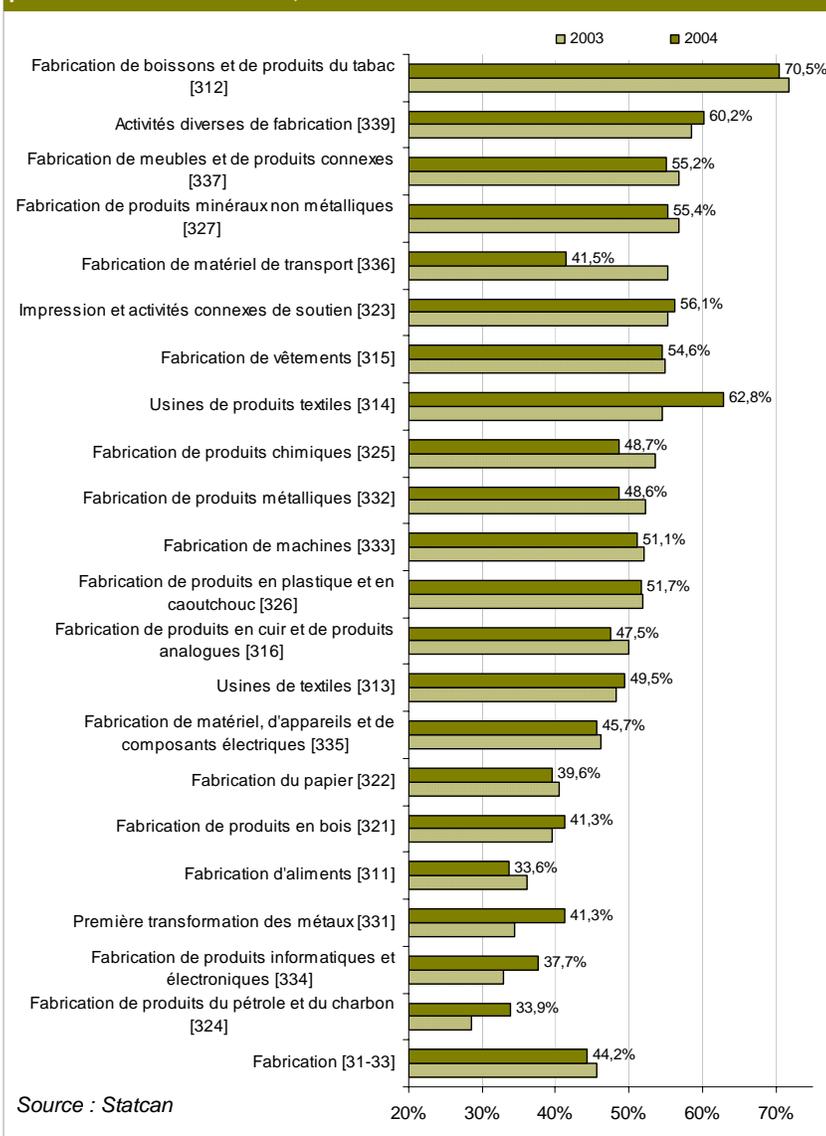
- La performance des livraisons manufacturières au Québec apparaît structurellement inférieure à celle affichée dans le reste du Canada. En effet, entre 2001 et 2005, la croissance annuelle des livraisons manufacturières du Québec est globalement nulle, alors qu'elle a atteint 1,3 % en moyenne dans les autres provinces.
- Ceci dit, **le ratio de la valeur ajoutée manufacturière aux ventes** est, selon les dernières données disponibles, supérieur au Québec par rapport à la moyenne canadienne et à l'Ontario. Cela signifie que, malgré la croissance anémique des livraisons manufacturières au cours des dernières années, **les manufacturiers québécois assurent globalement une performance relativement bonne dans leur capacité à créer de la valeur pour un montant de dollars vendus.**

Ratio de la valeur ajoutée aux ventes – Secteur de la fabrication

	Québec	Ontario	Canada
2003	45,8 %	41,8 %	41,9 %
2004	44,2 %	40,2 %	40,9 %

Source : Statcan

Rapport entre la valeur ajoutée et les ventes totales, par industrie de fabrication, 2003-2004



- En 2004, Le rapport de la valeur ajoutée aux ventes du secteur manufacturier a diminué au Québec de 1,5 point de pourcentage. **Globalement, cette chute provient d'une augmentation des revenus plus faible que l'augmentation des coûts** (énergie, eau et intrants).
- Naturellement, cette performance varie d'un type d'activité manufacturière à l'autre. De la ventilation sectorielle du ratio de la valeur ajoutée aux ventes, on retiendra les observations suivantes :
 - Les secteurs ayant affiché les performances les plus faibles en 2004 en termes de création de valeur ajoutée sont aussi les secteurs figurant parmi les plus importants dans les exportations québécoises. Il s'agit de la fabrication de matériel de transport, la première transformation de métaux, la fabrication de papier, de produits en bois, de produits informatique et électronique, de produits du pétrole et d'aliments.
 - La forte chute du ratio dans la fabrication de matériel de transport (-13,9 points de pourcentage en 2004) explique une grande partie de la chute de la moyenne manufacturière (-1,6 point de pourcentage). Celle-ci aura néanmoins été compensée par l'augmentation observée dans la fabrication de produits du pétrole et de charbon (+ 5,5 points de pourcentage)

et la Première transformation de métaux (+ 6,6 points de pourcentage).

3. Les secteurs manufacturiers les plus proches des activités du secteur primaire affichent un ratio structurellement inférieur à la moyenne manufacturière. Ces secteurs sont pourtant importants dans le total manufacturier. Il s'agit notamment des industries du papier (6,8 % de la valeur ajoutée manufacturière), de l'alimentation (8,4 %), la fabrication de produits du pétrole et de charbon (6,6 %) ainsi la première transformation des métaux (9,7 %). **Cela révèle une structure des coûts des intrants relativement lourde par rapport aux recettes des ventes.**
4. Étant donnée la concentration des exportations et de la création de valeur ajoutée autour de quelques grands secteurs clé (50 % de la valeur ajoutée est concentrée dans six secteurs manufacturiers), **la performance de l'activité manufacturière et sa contribution au PIB du Québec sont soumises à une certaine instabilité d'année en année. Cela justifie l'importance de diversifier les exportations dans la production de biens comme dans la production de services.**

Commentaire

- Le secteur manufacturier conserve une place prépondérante dans l'économie du Québec, occupant ainsi 21 % du PIB québécois. Ce taux est largement supérieur à la moyenne canadienne (16,7 %), ce qui implique pour la province une attention particulière sur les implications économiques de la réorganisation industrielle en cours.

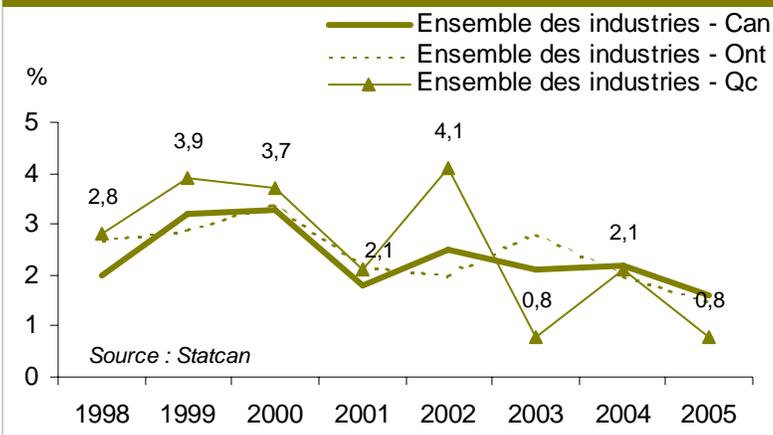
- Malgré un PIB occupé à hauteur de 70 % par la production de services, malgré la place grandissante des services dans les exportations, l'économie québécoise ne peut se passer d'industries productrices de biens qui soient performantes. Celles-ci assurent 85 % des exportations internationales et 60 % des exportations vers les autres provinces. À court comme à long terme et étant donné le contexte international, la capacité du Québec à financer ses importations dépend très nettement de sa capacité à augmenter la valeur ajoutée de sa production manufacturière.

- Cela passe par une réduction de la pression des coûts des intrants par rapport aux ventes totales, et donc par un accroissement de la compétitivité hors-coûts.

- Par ailleurs, les données révèlent une concentration de la plus grande partie de la valeur ajoutée manufacturière autour de quelques secteurs clé dont dépend alors la performance globale, ce qui pénalise la robustesse de la création de richesse année après année. Bien que l'encouragement des créneaux d'excellence soit important, la chaîne de valeur de toutes les activités de fabrication doit être bonifiée. À cet effet, la relance des grappes industrielles est à privilégier.

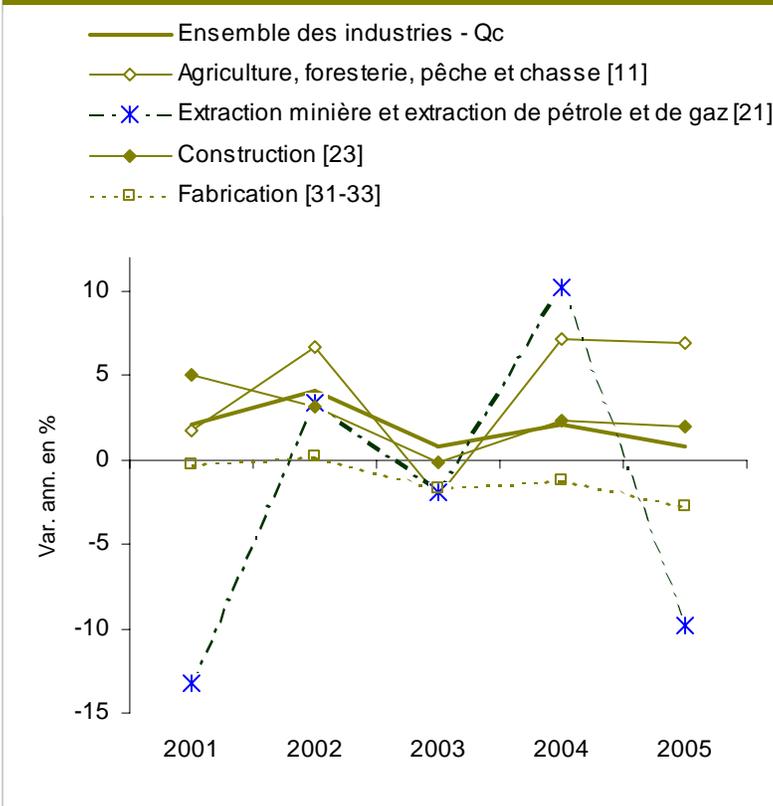
Axe 3 . Agir sur les facteurs directs de productivité

Taux de croissance annuelle de la productivité, 1998-2005
Ensemble des industries, Québec, Ontario, Canada



augmenter l'efficacité de sa production. Cette tendance est particulièrement marquée depuis 2003. Parallèlement aux répercussions sur l'amélioration du niveau de vie des québécois, cela contribue à accentuer la baisse tendancielle de la part du Québec dans le PIB canadien.

Variation annuelle de la productivité (en %) pour certains secteurs industriels Québec, 2001-2005
Production de biens



- Au cours des 4 dernières années, la devise canadienne s'est significativement appréciée réduisant d'autant plus la compétitivité des exportateurs que le niveau de la productivité du Québec est structurellement faible par rapport à la moyenne nord-américaine. À part un bon résultat en 2002, sous l'impulsion d'une conjoncture favorable, la croissance de la productivité est restée au Québec au cours des dernières années inférieure à la moyenne ontarienne et canadienne. Le bilan est également marqué d'une tendance vraisemblablement à la baisse des gains de productivité année après année. Cela signifie que, non seulement le Québec performe moins en termes de productivité que dans les autres provinces mais aussi que le Québec présente de plus en plus de difficultés à

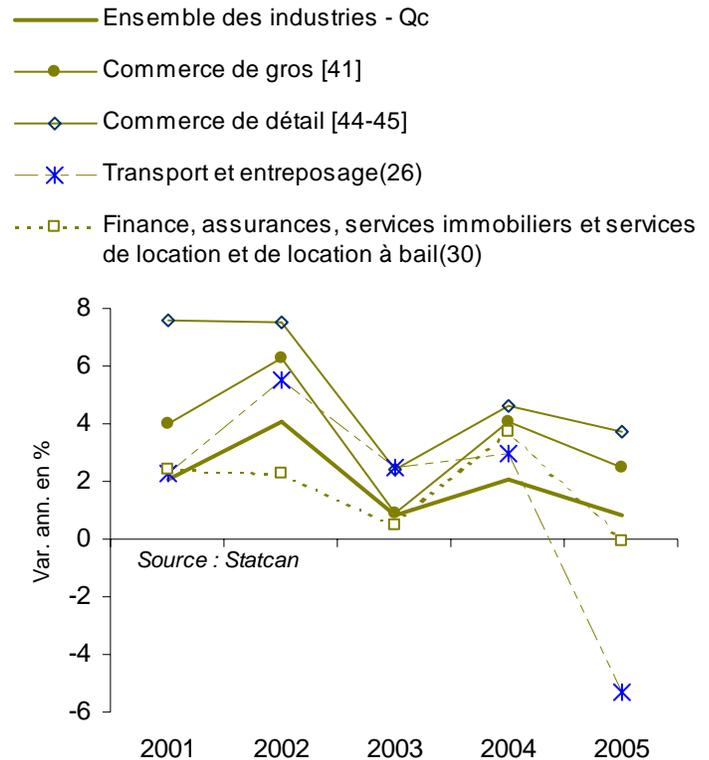
- La capacité du Québec à augmenter sa productivité constitue un enjeu prioritaire. Il s'agit du principal déterminant du potentiel de croissance économique de la province. La globalisation des économies, l'évolution accélérée des normes technologiques, les difficultés liées aux finances publiques ainsi que le contexte démographique rend de plus en plus important l'organisation et la mise en place de systèmes de production et d'innovation véritablement gagnants en termes de productivité, donc en termes de niveau de vie et potentiellement en termes de compétitivité.

- Plusieurs facteurs concourent au retard de la productivité québécoise, parmi lesquels on retiendra la relative faiblesse des investissements en machineries et équipements, des entreprises globalement de plus petite taille réduisant l'effet des économies d'échelle, un niveau d'éducation post-secondaire plus faible que dans les autres provinces, ainsi qu'une structure industrielle pour laquelle il y a largement place à amélioration au niveau de la création de valeur ajoutée. Cela est particulièrement confirmé au niveau des activités manufacturières.

- En effet, la croissance de la productivité manufacturière est restée globalement négative depuis 2001. Remarquons également la forte instabilité des gains de productivité dans les industries minières et d'extraction de pétrole et de gaz. Les industries des services tirent par contre la productivité globale vers le haut. Cependant, les gains les plus nets des deux dernières années sont observés dans le commerce de détail et de gros, deux secteurs dont les effets structurant sur le tissu industriel sont relativement limités. Notons par ailleurs la relative robustesse au cours des dernières années des gains de productivité dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse.

Variation annuelle de la productivité (en %) pour certains secteurs industriels Québec, 2001-2005

Production de services



Commentaire

Étant donnée leur caractère déterminant sur la performance économique et le niveau de vie du Québec, une vigie serrée doit être exercée sur les facteurs directs des gains de productivité. Il s'agit d'abord de l'intensité capitalistique et la modernisation continue des processus de production. La qualité de la main-d'œuvre ou son adaptation aux besoins de la croissance industrielle est également au cœur de la problématique. Enfin, les économies d'échelle à puiser dans l'augmentation de la taille des entreprises permettra, avec l'accroissement de la productivité, d'assurer à l'économie québécoise une certaine résistance face à l'instabilité inhérente de la mondialisation.

Axe 4 . Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises



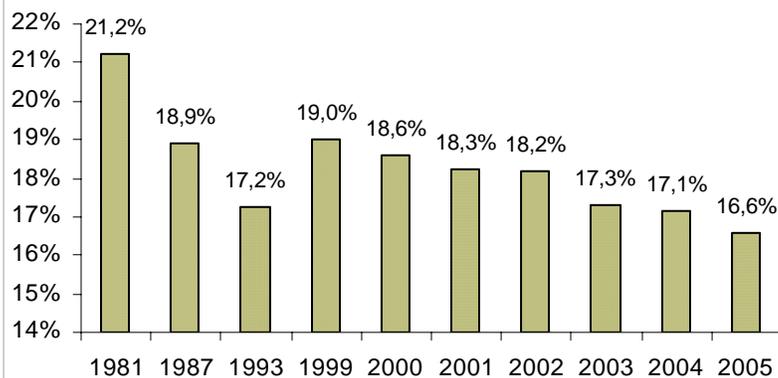
Variation annuelle du niveau de l'emploi, Québec (en milliers)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2001-2005
Industries productrices de biens	-13,9	46,4	-17,2	-3,9	12,6	24
Agriculture	-4,6	5,1	-4,6	-6,9	10,7	-0,3
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	-3,5	3,8	-1,4	-2,7	2,1	-1,7
Services publics	1,7	0,6	0,5	1,8	-0,4	4,2
Construction	-2,6	15,8	9,5	1,6	14,7	39
Fabrication	-4,9	21,1	-21,1	2,2	-14,5	-17,2
Industries productrices de services	51,2	83,4	76,1	55,5	24,3	290,5
Commerce	8,2	26,3	27,6	15	8,3	85,4
Transport et entreposage	4,5	-17,1	12,6	7,9	-13,3	-5,4
Finance, assurances, immobilier et location	2,9	8,7	-3,3	12,8	1,9	23
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,4	2,2	3,7	11,3	0,9	28,5
Services aux entreprises, services relatifs aux	0,9	15,1	-7,6	-0,1	13,7	22
Services d'enseignement	4,6	10,7	8,5	-7,6	7,4	23,6
Soins de santé et assistance sociale	14,4	22,6	17,2	14,7	3,4	72,3
Information, culture et loisirs	10,8	4,6	3,4	4,6	1,8	25,2
Hébergement et services de restauration	0,5	2,1	10,7	-7,5	7,1	12,9
Autres services	-15,1	10,5	4,5	0,9	-6,9	-6,1
Administrations publiques	9	-2,3	-1,2	3,4	0	8,9
Toutes les industries	37,4	130	58,9	51,7	36,8	314,5

Source : Statcan

Emplois manufacturiers par rapport au total de l'emploi en %, Québec

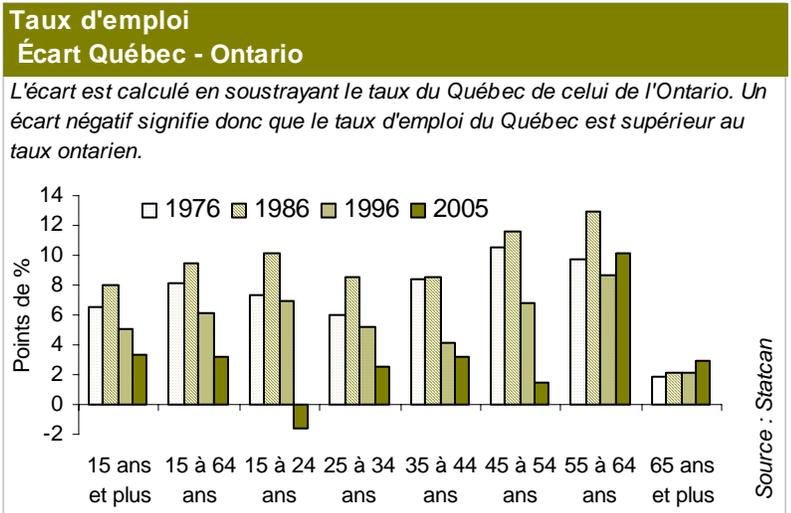
Source : Statcan



Malgré une création nette d'emplois importante sous l'impulsion d'une économie interne en santé, la performance du marché du travail aura été marquée au cours des dernières années par des disparités très nettes selon les secteurs. Le secteur manufacturier en particulier a perdu 17 500 emplois entre 2001 et 2005 et les dernières données semblent révéler que cette tendance n'est pas terminée. Alors que le pourcentage d'emplois manufacturiers diminue d'année en année, l'importance de la restructuration en cours lève la question de la qualité de la main-d'œuvre, c'est à dire de sa bonne adéquation à l'évolution des marchés et aux besoins reliés à la croissance des industries manufacturières. Par ailleurs, 55 % des emplois créés pendant cette période se rapportent au commerce et aux services de santé et sociaux, secteur ne faisant pas partie des activités de services dits *moteurs*. C'est un fait d'autant plus à considérer que la production de biens constitue le "socle" de la structure industrielle, la production de services en étant largement induite.

L'enjeu de l'emploi manufacturier est de taille : il concerne d'abord l'employabilité de nombreux travailleurs parfois très spécialisés, leur reconversion vers une production à plus forte valeur ajoutée, le dynamisme des activités économiques associées, la compétitivité des exportateurs québécois et donc, enfin, la capacité de la province à financer ses importations et à renouveler son sentier de croissance.

- À l'image du taux de chômage, qui reste largement au-dessus de la moyenne canadienne malgré un certain rattrapage au cours des dernières années, le taux d'emploi du Québec —indicateur de la capacité d'une économie à utiliser au mieux ses ressources en main-d'œuvre— reste logée bien au-dessous de la moyenne canadienne et ontarienne. Bien que l'écart ait diminué au cours des 30 dernières années, le taux d'emploi au Québec reste inférieur au taux ontarien, et ce quelque soit la tranche d'âge, sauf pour les 15-24 ans².
- La faiblesse persistante du taux d'emploi au Québec s'explique en tout premier lieu par un attachement particulier de son tissu industriel à des secteurs d'activité ayant connu d'importantes difficultés au cours des dernières années (entre autre dans la foresterie, le textile et les meubles). Les données révèlent par ailleurs des obstacles particuliers à l'emploi pour les 55 à 64 ans, tranche d'âge pour laquelle le taux d'emploi est inférieur à celui de l'Ontario de 10 points de pourcentage. Les conditions démographiques invitent pourtant à retenir le plus longtemps possible sur le marché la main-d'œuvre expérimentée.

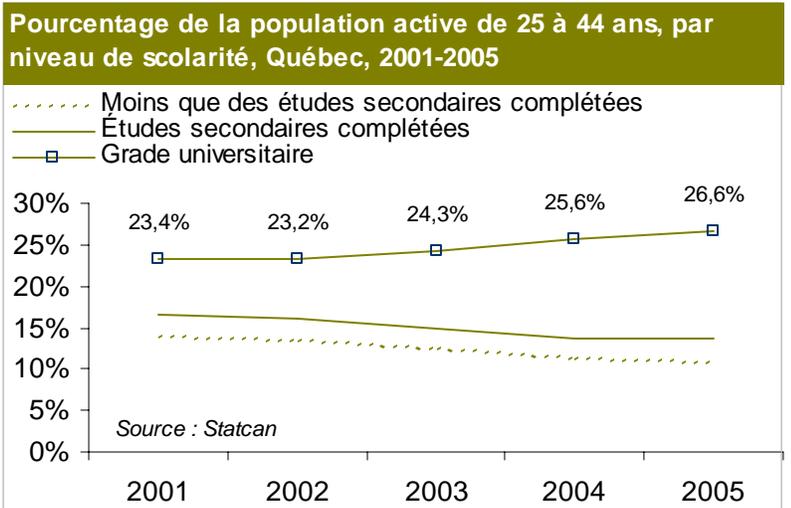


Commentaire

Alors que le Québec doit aujourd'hui placer l'ensemble de ses cartes sur une production à haut niveau technologique et de savoir, l'ajustement de sa main-d'œuvre aux nouveaux impératifs du développement économique constitue l'enjeu le plus délicat : il est mêlé aux tendances démographiques, présente des implications sociales importantes, nécessite une forte augmentation des investissements en éducation et dont la rentabilité ne se mesure que sur le long terme. Ces différentes influencent participent à la relative rigidité de la main-d'œuvre face à l'évolution du marché du travail. Or, le contexte actuel invite à renouveler de manière continue l'employabilité des travailleurs.

- Si les taux de scolarisation et les grades universitaires suivent une tendance favorable, le contexte économique actuel, caractérisé par des exigences concurrentielles de plus en plus élevées et changeant de plus en plus rapidement, place la formation professionnelle, y compris la formation professionnelle continue, au cœur de l'adéquation de la main-d'œuvre aux besoins de l'industrie. L'adéquation de la main d'œuvre doit aussi s'arrimer à une logique d'innovation.

- À côté des efforts devant être déployés pour le développement d'une main d'œuvre à haut savoir et à fortes qualifications, l'économie du Québec ne pourra gagner en élan qu'à condition d'un agencement proactif de la main d'œuvre, ce qui implique de reconsidérer la contribution du système de formation professionnelle et de la formation en entreprise au sein même du système de production.

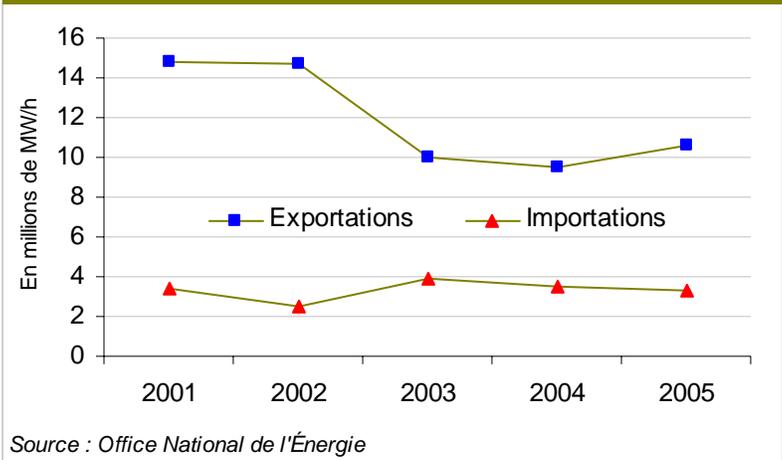


² L'importance du décrochage scolaire au Québec peut être un facteur explicatif

Axe 5 . Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique



Exportations nettes d'électricité, Québec, 2001-2005

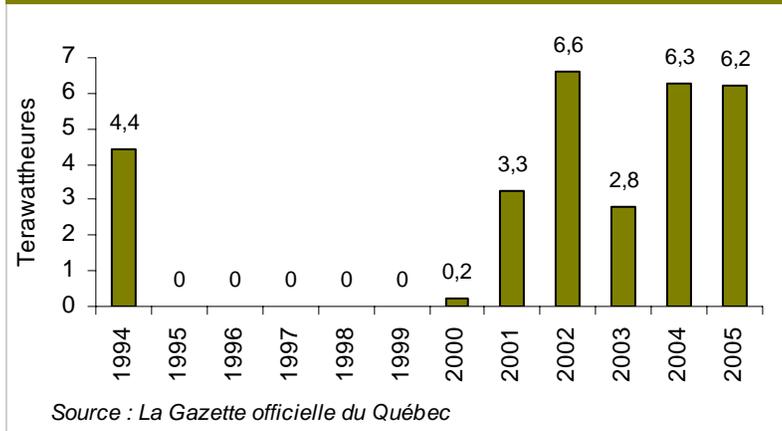


- La force hydraulique est la source d'énergie dont le Québec est le plus richement doté. L'exploitation de cette richesse naturelle passe par l'augmentation des exportations nettes d'électricité. Alors que les exportations d'électricité du Québec dépassaient en 2001 et 2002 les 14 millions de MW/h, elles ont affiché une baisse brutale de 32 % en 2003 tandis que les importations d'électricité augmentaient de 54 % la même année. Depuis les exportations nettes restent stables autour de 6,5 MW/h (chute de 45 % pour la période 2003-2005 par rapport à la période 2001-2002)³.

occupé une place particulière dans l'économie québécoise. Si dans le passé, l'abondance des ressources hydrauliques a justifié de nombreux investissements manufacturiers, c'est sur ces mêmes ressources que repose aujourd'hui en grande partie le financement de la dette québécoise. Cela dit, les années à venir centreront de plus en plus la gestion des ressources hydrauliques sur la problématique de la sécurité énergétique. Une série d'évènements récents ont effectivement révélé la fragilité de l'équilibre énergétique mondiale : les pannes d'électricités aux États-Unis et à Toronto, les ouragans Katrina et Rita, la chute de la production du pétrole du Nigéria, les tensions autour de la production nucléaire de l'Iran, l'interruption de la livraison de gaz en Ukraine... Les flambées successives du prix du pétrole qui accompagnèrent ces évènements resteront de moins en moins indépendantes des pressions à la hausse sur la demande et sur les prix d'électricité (on pourrait également ajouter les pannes d'électricités aux États-Unis et à Toronto) .

- La production hydroélectrique a toujours
- Dans un objectif de développement durable, trois éléments clés participent à l'équilibre et à la sécurité énergétique du Québec :

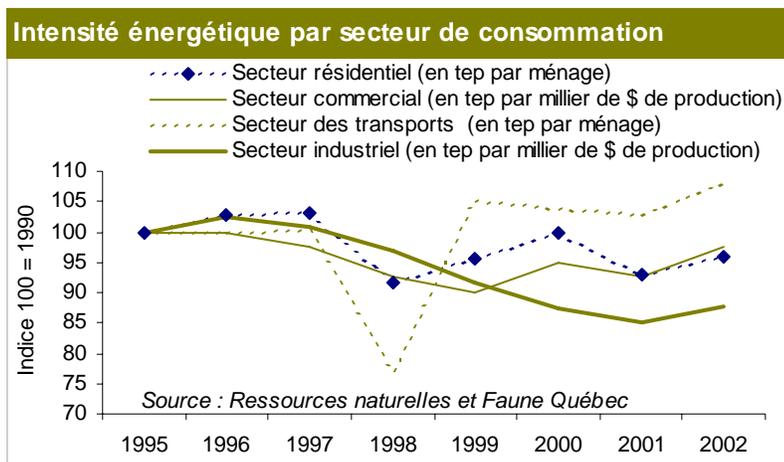
Autorisations de construire des projets de production d'électricité accordées par le Gouvernement du Québec



- La reprise du développement hydroélectrique du Québec
 - L'efficacité énergétique
 - La diversification des sources d'énergie
- Entre 1995 et 1999, l'absence totale d'autorisations de construire des projets de production d'électricité accordés par le gouvernement du Québec explique la chute des investissements énergétiques pendant la même période de 3,7 milliards de dollars en 1994 à 2,1 milliards en 2000. Le contexte

énergétique actuel va davantage se complexifier avec l'augmentation généralisée du niveau de vie dans les pays émergents d'Asie dans les années à venir. Les pressions attendues sur les prix de l'énergie rendent le développement d'une marge énergétique primordiale. À côté d'une coopération entre l'industrie et le gouvernement, la nature des investissements énergétiques implique un environnement d'affaires stable et prévisible du point de vue des investisseurs.

- L'intensité énergétique —un indicateur inversé de l'efficacité énergétique— a nettement diminué au cours des dernières années avec une baisse de 13 % entre 1995 et 2002. Dans le secteur résidentiel et commercial, la chute de l'intensité énergétique ne dépasse pas 5 %, tandis que la consommation d'énergie par ménage a augmenté pour le transport.
- Environ 43 % de l'énergie consommée au Québec est constituée d'énergie électrique. Le Québec affiche le plus bas taux d'émission à effet de serre à l'échelle nord-américaine. Ceci dit, le faible approvisionnement en gaz naturel contraste avec les autres provinces (14,4 % en 2002 du total de l'énergie consommée contre 32 % en moyenne au Canada). Le Québec doit diversifier son portefeuille énergétique, en faisant notamment davantage usage du gaz naturel,



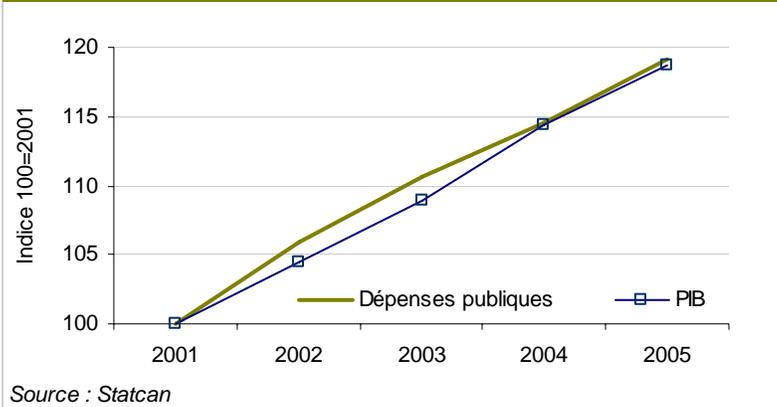
Commentaire

- Une meilleure exploitation du potentiel énergétique du Québec ne permet pas seulement de bénéficier d'un atout certain pour le développement économique de la province ; il permet aussi de se prémunir des perturbations attendues au niveau de l'équilibre énergétique mondial.
- En effet, à moyen-long terme, la gestion des risques pesant sur la sécurité énergétique du Québec apparaît d'une importance des plus stratégiques : les pressions potentielles entre l'offre et la demande mondiales d'énergie sont sources d'instabilité des prix, cela créant de l'incertitude sur les marchés et pénalisant la robustesse des économies. La globalisation accentue l'impératif économique de la sécurité énergétique.
- Par ailleurs, la structure des prix de l'électricité doit être cohérente avec les efforts consentis en matière d'efficacité énergétique.

Axe 6 . Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur



Dépenses publiques (fédérales et provinciales) et Produit intérieur brut (PIB), Québec Évolution comparée



- Les finances publiques du Québec se trouvent dans une impasse budgétaire caractérisée par une dette particulièrement lourde (43 % du PIB en 2005-06, ce qui ne prend pas en compte la part québécoise de la dette fédérale), des besoins croissants en termes de services de santé et d'éducation et une imposition des particuliers et des entreprises plaçant la compétitivité fiscale de la province en zone rouge. Les conditions économiques et démographiques posant des risques sur la robustesse de la croissance économique dans les années à venir, le gouvernement ne peut compter sur cette dernière pour soutenir les fortes pressions à la hausse sur les dépenses.

- Malgré que l'économie québécoise ait relativement bien performé entre 2001 et 2005, sa croissance est restée globalement inférieure à la croissance des dépenses budgétaires. La réduction du poids de la dette passe nécessairement par des dépenses contenues à l'intérieur de la croissance du PIB. La résolution souhaitée de l'équilibre fiscal au sein de la fédération canadienne ne permettra pas par elle-même de régler la situation des finances publiques du Québec. Il faut redonner aux politiques fiscale et budgétaire du Québec la capacité d'alimenter la croissance à la hauteur des nouveaux impératifs au développement économique. Un consensus doit être établi sur un renouvellement de la place et du rôle du gouvernement, celui-ci étant tout aussi confronté que les entreprises à la force de la concurrence mondiale.

- Malgré la création du Fonds des générations⁴, le maintien du déficit zéro n'est pas une option suffisante. D'abord, le Québec ne peut se passer d'une réforme drastique de l'appareil gouvernemental ; ensuite, la structure proposée par le Fonds des générations n'aura pas d'effet positif à court-moyen terme sur la réduction de la dette, alors que cette réduction doit être engagée de manière urgente. Parallèlement à la réforme de l'État, les politiques budgétaire et fiscal doivent impérativement être recentrées sur l'accroissement du potentiel de croissance de la province

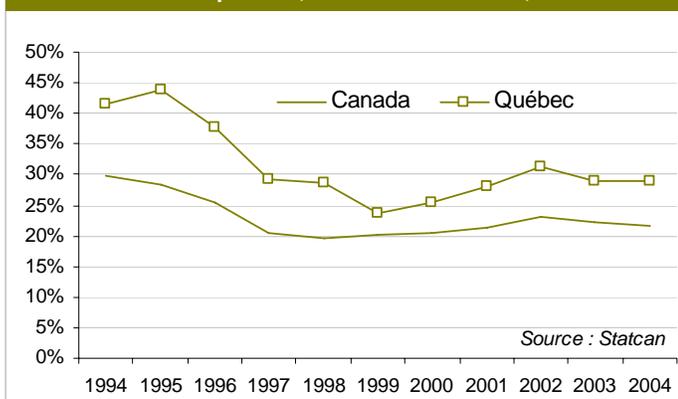
Réforme de l'État : le modèle suédois de l'entreprise gouvernementale

- Des ministères de très petite taille et jouant le rôle exclusif d'interface entre la politique et les Agences, qui embauchent 99 % des employés de la fonction publique
- Les fonctions des Agences sont définies selon des objectifs clairs (logique de mission) et sont soumises à des indicateurs de performances
- Les Agences sont financées par des fonds publics et des fonds propres. Tout dépassement budgétaire est financé par un emprunt avec intérêt, porté par l'Agence qui s'adresse au Swedish National Debt Office, ce dernier jouant le rôle de banquier.
- La gestion des ressources humaines est totalement décentralisée, la négociation salariale est effectuée au niveau de chaque Agence et s'assoit sur une approche individuelle des contrats de travail.

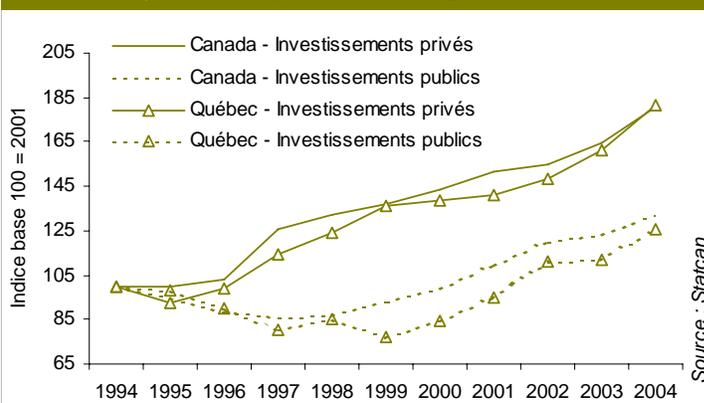
⁴ Fond dédié à la réduction de la dette lors du budget 2006-07 et principalement alimenté par les revenus de Hydro-Québec.

- Que ce soit au niveau de la dette, des dépenses per capita, du pourcentage de l'emploi public ou encore de la ponction fiscale, la plupart des données reliées à l'économie publique révèle un poids prépondérant du gouvernement provincial dans l'économie québécoise. Cela ressort également avec la comparaison des investissements publics et privés. Le rapport des immobilisations publiques en pourcentage des dépenses d'immobilisations privées est structurellement plus élevé au Québec que dans la moyenne canadienne. Cela pourrait être perçu comme une bonne nouvelle, étant donné les besoins massifs d'investissements en infrastructures publiques. Cependant, l'importance relative de ce ratio au Québec s'explique en bonne partie par une évolution des investissements moyens privés au Canada plus rapide qu'au Québec. Par contre, les données depuis 2001 révèlent un rattrapage marqué du Québec, aussi bien au niveau des investissements publics que privés.

Dépenses d'immobilisations publiques en % des dépenses d'immobilisations privées, Québec et Canada, 1994-2005



Évolution comparée des investissements publics et privés Canada et Québec - Indice base 100 = 2001



Commentaire

Une réforme de l'État est indispensable et devrait passer par :

- Une reconsidération de l'organisation et du financement des services de santé et sociaux, ainsi qu'une refonte du mode de financement de l'enseignement post-secondaire. En particulier, le gouvernement doit opter pour une introduction plus franche des services de santé par l'intermédiaire de partenariats public-privé. En ce qui a trait au secteur de l'éducation, le gouvernement doit permettre un dégel des frais de scolarité.
- L'établissement clair d'objectifs en termes de productivité de l'appareil gouvernemental : la modernisation de l'État entamé à l'arrivée du gouvernement actuel s'est limitée jusqu'à aujourd'hui à couper quelques dépenses jugées injustifiées ou à réorganiser de rares services. Les économies générées par cette démarche, quoique saluées, restent marginales.
- L'accélération de la mise en œuvre des projets de PPP : depuis l'instauration de l'Agence des PPP en 2004, plusieurs projets sont en période d'études (montage du dossier d'affaires, l'appel d'intérêt ou l'appel de qualification). Parmi ces projets, on compte les autoroutes 25 et 30, les projets de modernisation des CHUs, le réseau des parcs routiers ou encore le CHSLs à Saint-Lambert. Cependant aucun des projets n'a encore donné lieu à une dépense d'immobilisation.
- L'augmentation claire de la compétitivité fiscale du Québec : elle doit être menée en faveur d'une baisse de l'imposition des sociétés et de celle exercée sur l'épargne. Au minimum, la fiscalité des entreprises doit être restructurée de manière à ce que, pour un même montant de ponction fiscale identique, la croissance des entreprises et les incitatifs à l'investissement soient redynamisés⁵.

⁵ Voir la Chronique économique de la FCCQ, Volume 1, Juin 2006, Réflexion sur la situation fiscale des entreprises.

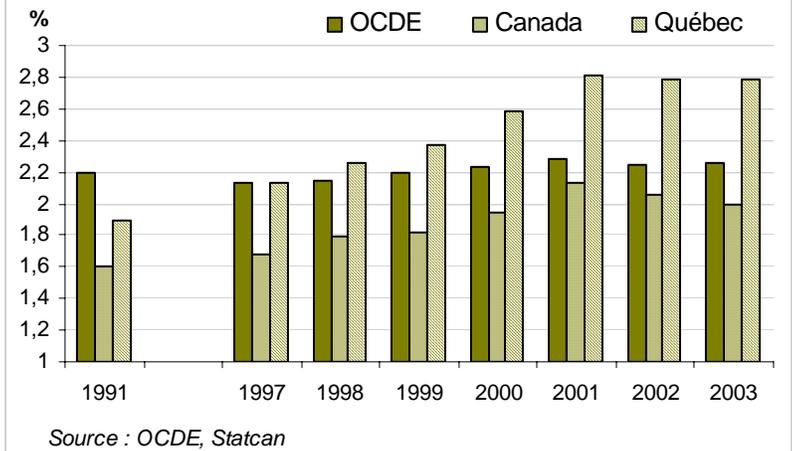
Axe 7 . Dynamiser notre potentiel d'innovation

- Le ratio des dépenses en R-D au PIB est plus élevé au Québec qu'en Ontario. Il a atteint 2,78 % en 2003 ce qui est supérieur à celui de la moyenne canadienne (2,00 %) et des pays de l'OCDE (2,26 %).
- Cependant, un ensemble de faits mettent en évidence d'éventuelles faiblesses :

- Au Québec, la R-D est davantage financée par les entreprises qu'en Ontario. Les données révèlent cependant que la R-D exécutée dans les entreprises l'est davantage en Ontario qu'au Québec. Le pourcentage des dépenses de DIRD exécutées par le secteur des entreprises est de

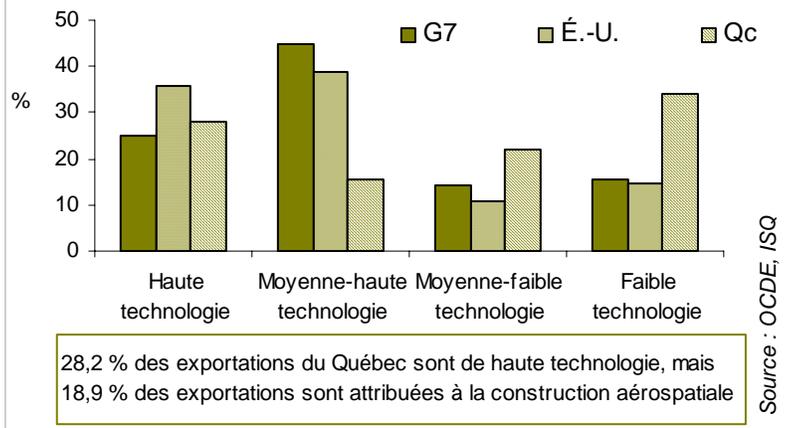
- 59,6 % au Québec, 60,7 % en Ontario et 67,7 % pour la moyenne des pays de l'OCDE. Il s'agit d'un écart plutôt significatif, notamment parce que c'est dans le transfert technologique de la recherche publique et universitaire que se trouvent d'importants obstacles à la valorisation des résultats de la recherche.
- Par ailleurs, la proportion des établissements exécutants de la R-D industrielle à des niveaux des dépenses en R-D inférieurs à 100 000 dollars est bien plus élevée au Québec (60 %), qu'en Ontario (41 %). Cette même proportion pour les investissements supérieurs à 1 million de dollars est plus faible au Québec qu'en Ontario (7,6 % et 14 % respectivement). Or, par nature la rentabilité de la R-D a d'autant plus de chance d'être forte qu'elle est rattachée à une masse critique en termes de dépenses.
- Les données révèlent également que la proportion de professionnels dans le personnel total affectés à la recherche est plus faible au Québec (54,6 %) qu'en Ontario (65,3 %), ce qui est d'ailleurs concordant avec un taux de diplomation universitaire plus faible au Québec. Cela se rattache à toute la problématique de l'adéquation de la main-d'œuvre aux besoins de l'industrie.

Dépenses de R-D intra-muros (DIRD) en % du PIB



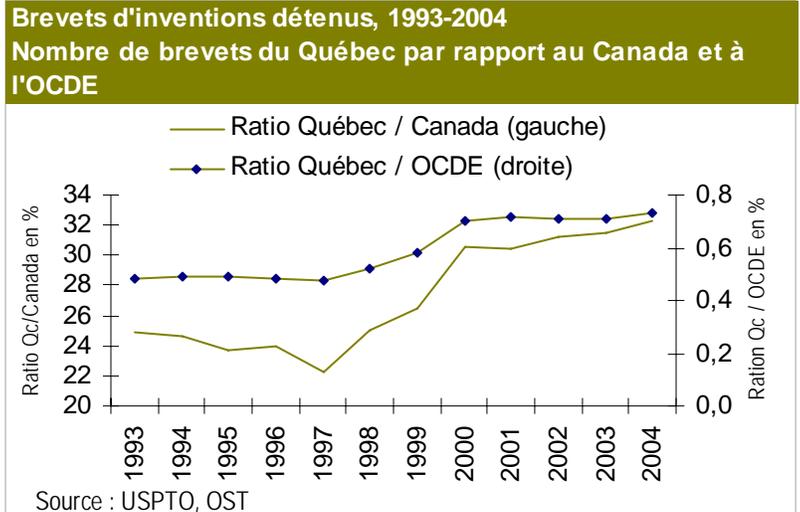
- La performance en termes de dépenses de R-D n'implique pas cependant que les fruits de cette R-D aboutie à des produits commercialisés. À côté d'une productivité relativement faible au Québec, la structure des exportations révèle également l'importance d'accompagner le processus d'innovation jusqu'à l'étape de commercialisation : il appert que 53 % des exportations québécoises sont concentrées dans le secteur de la construction aéronautique et spatiale (18,9 %) et dans les secteurs à faible niveau technologique (34,1 %). La capacité du Québec à augmenter ses exportations dépend d'une meilleure distribution des exportations dans les divers niveaux technologiques.

Structure des exportations par niveau technologique, 2003
% des exportations totales



Commentaire

- La relative faiblesse de la commercialisation de produits à haut niveau technologique contraste avec une certaine performance au niveau des brevets d'invention. Depuis 1997, la part du Québec dans les brevets d'invention détenus au Canada est croissante (la même tendance s'observe à l'échelle des pays de l'OCDE). Cette tendance est d'autant plus prometteuse que la part des brevets détenus par des titulaires institutionnels a progressé au Québec de 68,2 % à 86,5 % entre 1993 et 2004 (pour le Canada, la part moyenne détenus par les institutionnels est de 78,2 % en 2004), ce qui augmente les chances de faire recettes sur la propriété intellectuelle.

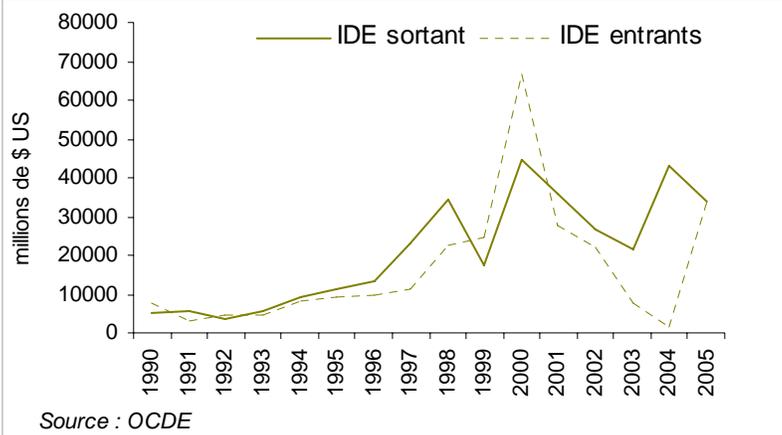


- Globalement, le Québec dispose d'un dynamisme certain au niveau des activités de R-D. Avec le soutien de conditions fiscales favorables à la R-D, le défi restant à relever se trouve dans d'une coordination judicieuse des acteurs gravitant autour de la chaîne d'innovation. Cela est primordial afin que les investissements consentis dans le savoir se traduisent en bout de ligne en la commercialisation de produits innovants.

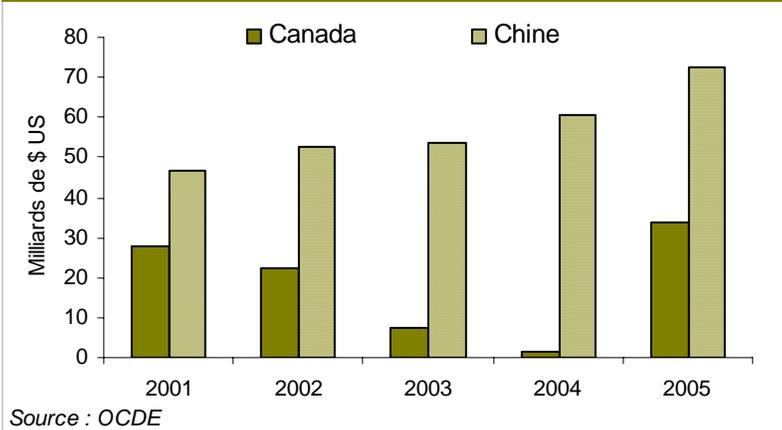
Axe 8 . Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques



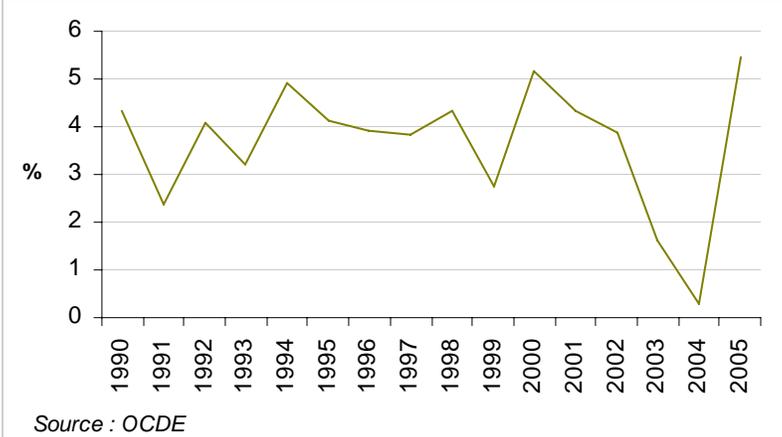
Investissements directs étrangers (IDE), entrées et sorties, Canada, 1990-2005



Investissements directs étrangers entrants, Canada et Chine, 2001-2005



Part des IDE entrants au Canada en % du total des IDE entrants des pays de l'OCDE, 1990-2005

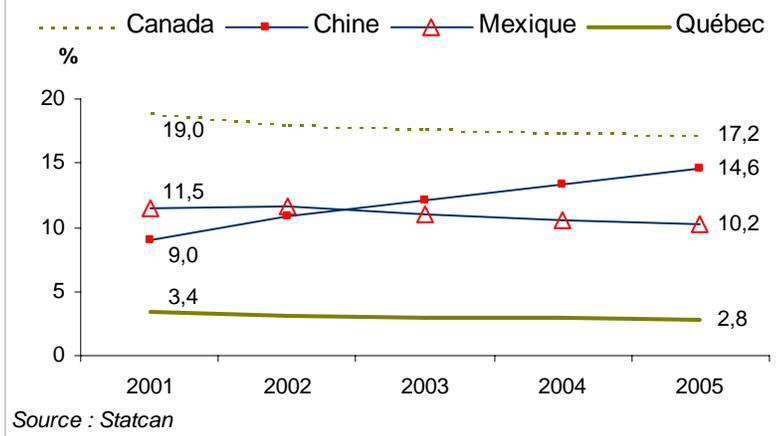


- Économie traditionnellement ouverte sur l'extérieur, le Québec s'inscrit dans un contexte mondial en profonde mutation : des pays comme la Chine et le Vietnam sont en voie de devenir les centres de fabrication « à rabais » pour le reste du globe ; l'Inde se positionne en leader pour le secteur des services professionnels à bas coûts et intègre de plus en plus sa structure industrielle dans les secteurs à haut niveau technologique. Par ailleurs, peu importe l'industrie, la diversité des produits augmente, les cycles de vie des produits diminuent et la chaîne logistique devient plus courte. Avec l'évolution de la devise canadienne au cours des dernières années, ces nouvelles réalités ont énormément accentué la concurrence internationale du point de vue du Québec et le besoin conséquent de favoriser l'internationalisation de la province. L'intégration des économies est aujourd'hui tellement poussée qu'elle force le Québec à toujours renouveler sa compétitivité et sa capacité à créer de la richesse.
- Favoriser l'internationalisation du Québec, au niveau des exportations du Québec comme au niveau de l'attraction des investisseurs étrangers constitue un objectif se trouvant au cœur du développement économique de la province.
- Depuis 2001, les flux des investissements directs à l'étranger (IDE) semblent graviter autour des pays émergents d'Asie, en particulier la Chine et l'Inde, réduisant potentiellement les flux d'IDE dans les pays les plus industrialisés. Selon les données de l'OCDE, les IDE nets sont négatifs au Canada depuis le début des années 1990 (sauf pour les années exceptionnelles de 1999 et 2000), tandis que la part du Canada dans les IDE entrants de l'OCDE est clairement décroissante depuis le pic de 2000. Il n'existe pas de données sur la situation québécoise qui permettraient d'établir une tendance claire quant à l'évolution des IDE. L'année 2005 aura cependant enregistré un ralentissement de la croissance des dépenses en

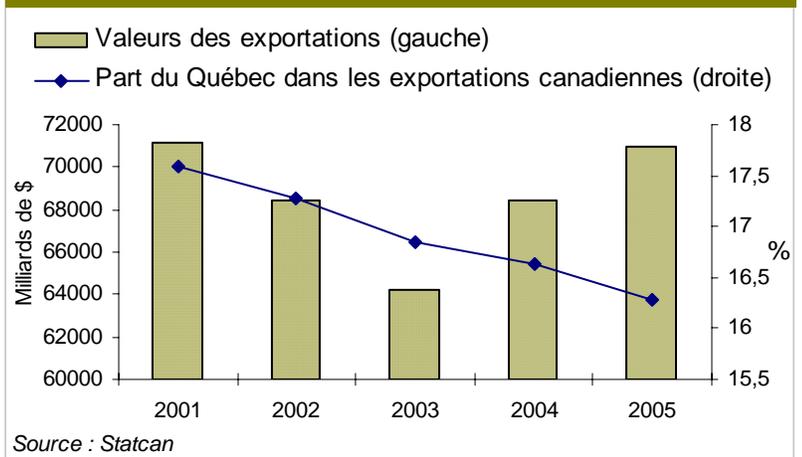
immobilisation au Québec des entreprises sous contrôle canadien (de 5 % en 2004 à 4 % en 2005) et des entreprises sous contrôle étrangers (de 18 % en 2004 à 6 % en 2005), ce qui semble être conforme au léger ramollissement de la croissance économique affiché l'année dernière.

- Au niveau des exportations, le Québec semble prendre du recul par rapport aux exportateurs canadiens. Cette tendance est également vérifiée dans le total des importations américaines (la part des exportateurs québécois est passée de 3,4 % en 2001 à 2,8 % en 2005 sur le marché américain). Cela se fait en faveur de la Chine et du Mexique, parmi les trois plus importantes sources d'importations des États-Unis. Si le Canada est encore le premier partenaire commercial des États-Unis, les données semblent signaler que la Chine pourra très prochainement placer le Canada en seconde position : entre 2003 et 2005, le ratio des expéditions chinoises aux expéditions canadiennes à destination des États-Unis est passé de 68,8 % à 84,6 %.

Part des principales sources d'importation des États-Unis et part du Québec (en % du total des importations)



Exportations, Québec 2001-2005



Commentaire

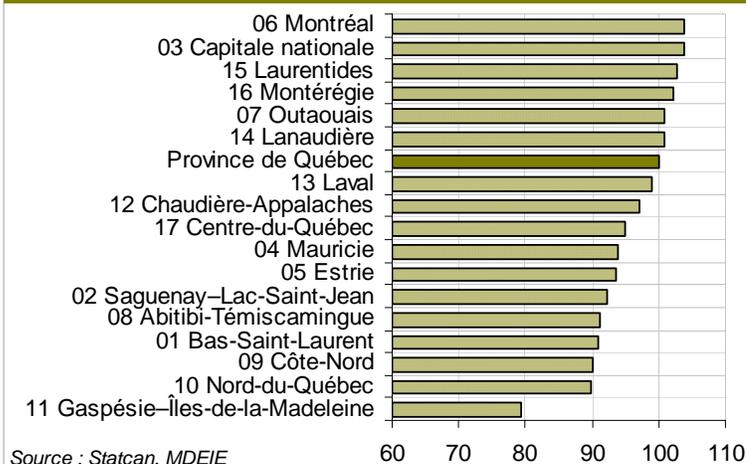
- Alors que le Québec a pu profiter dans le courant des années 90 de l'élan offert par les accords de l'ALENA, il semble que l'internationalisation de la province s'essouffle depuis 2001.
- Avec comme principal marché d'exportation les États-Unis et une concentration des montants expédiés dans quelques secteurs clé, la province s'expose à une dérive à la baisse de ses revenus à l'exportation. L'enjeu est particulièrement sérieux car il implique la capacité d'une petite économie comme le Québec à financer ses importations. Un déficit commercial durable se traduirait alors automatiquement par des points en moins sur la croissance économique du Québec.
- La capacité du Québec à re-stimuler ses exportations n'est pas sans lien avec sa capacité à attirer et ou à retenir sur son sol les investissements. Les investisseurs étrangers sont à la recherche de localisations offrant des garanties en termes de productivité, tandis que les exportateurs ne gagneront en compétitivité qu'en se restructurant vers une production plus efficace et éventuellement à plus forte valeur ajoutée. Les efforts doivent être portés sur une amélioration généralisée de l'environnement d'affaires, notamment au niveau de la fiscalité des entreprises et sur la capacité du Québec à commercialiser des produits innovants.

Regard statistique autour des 17 régions administratives du Québec

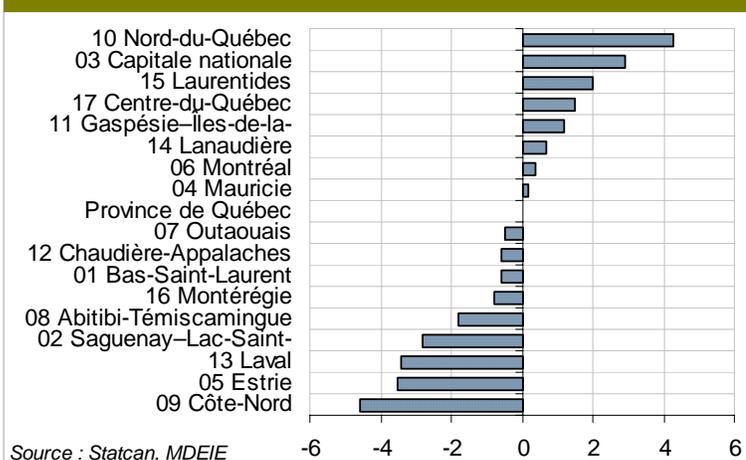
▪ L'approche régionale – Introduction	21
▪ 01 – Bas-Saint-Laurent	22
▪ 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	27
▪ 03 – Capitale-Nationale	32
▪ 04 – Mauricie	37
▪ 05 – Éstrie	42
▪ 06 – Montréal	47
▪ 07 – Outaouais	52
▪ 08 – Abitibi-Témiscamingue	57
▪ 09 – Côte-Nord	62
▪ 10 – Nord-du-Québec	67
▪ 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	72
▪ 12 – Chaudière-Appalaches	77
▪ 13 – Laval	82
▪ 14 – Lanaudière	87
▪ 15 – Laurentides	92
▪ 16 – Montérégie	97
▪ 17 – Centre-du-Québec	102

Vision économique - Approche régionale

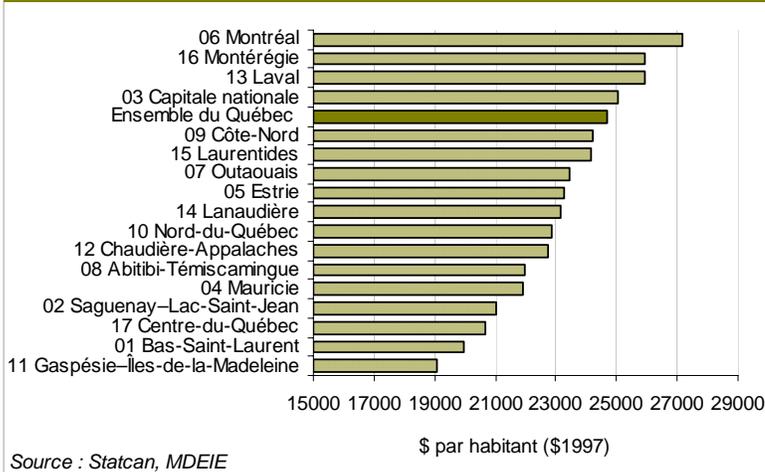
Indice de développement économique - 2004



Indice de développement économique - Variation 1999-2004



Revenu personnel par habitant, 2005

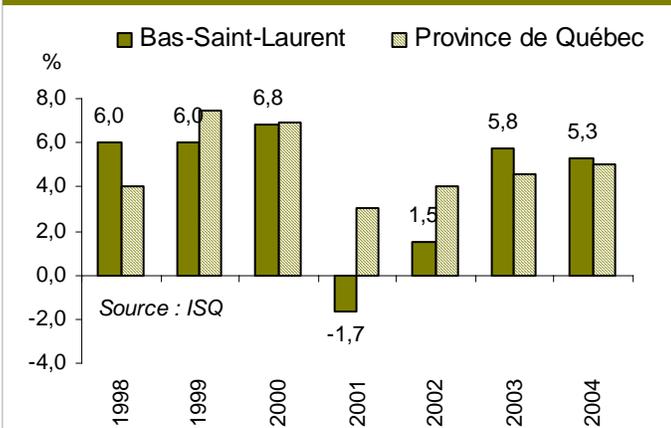


Le développement économique des régions

- Les dernières données disponibles soulignent très clairement les inégalités entre les régions au niveau du dynamisme industriel et du potentiel de développement économique.
- Les régions ressources enregistrent les plus faibles niveaux de **l'indice de développement économique**, tandis que Montréal, la Capitale Nationale et les régions centrales restent en tête de liste.
- Entre 1999 et 2004, on notera néanmoins une progression très limitée pour Montréal et une chute marquée pour Laval ainsi que pour les régions de la Côte-Nord, de l'Estrie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- L'indice de développement économique permet d'évaluer la capacité du Québec et de ses régions à augmenter **le niveau de vie**. Il est entre autre relié à la progression du **revenu personnel disponible**. À cet égard, les données de 2005 signalent que 13 régions sur 17 se trouvent en dessous de la moyenne provinciale du revenu personnel par habitant. Ce dernier est directement relié à la productivité et à la capacité respective des régions à créer de la valeur ajoutée. Ainsi, l'orientation de la structure industrielle vers une croissance de la valeur ajoutée et la présence d'activités de services moteurs sont très corrélées avec la performance du revenu personnel et du niveau de vie.
- Même si la reconversion des industries manufacturières apparaît plus ardue pour les régions ressources, les risques pesant aujourd'hui sur la compétitivité du Québec mettent au défi l'ensemble des régions, y compris Montréal qui, entre 1999 et 2006, aura été la seule région à enregistrer une croissance annuelle moyenne négative au chapitre des investissements privés en machines et équipements.
- Le contexte actuel ne répond plus à une *division régionale du travail et de la production* : l'intensité de la globalisation des économies impose à ce que le développement de la province Québec passe par le plein développement de chacune des régions et à l'inscription directe de leur stratégie de développement aux exigences de la concurrence mondiale. Si chacune des régions doit insister sur la performance de ses créneaux d'excellence, une performance économique globale plus uniforme entre les régions sera garante d'une stratégie de développement économique réussie.

01 - BAS-SAINT-LAURENT

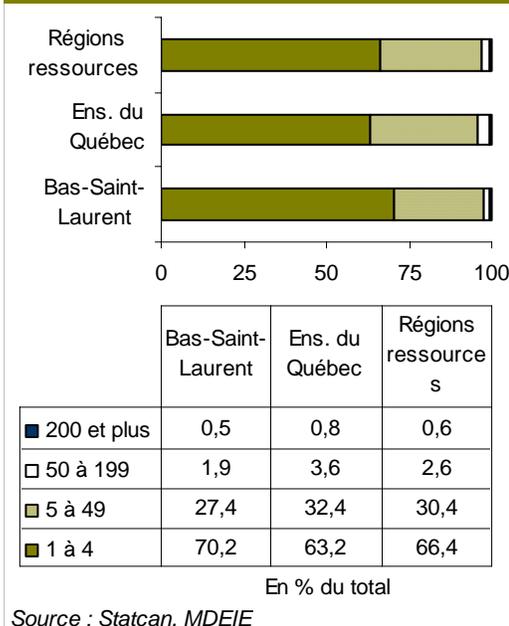
Croissance économique



La croissance économique du Bas-Saint-Laurent est restée relativement robuste au cours des dernières années, malgré un fléchissement en 2004. En 2002 et 2003, le taux de croissance de la région est resté au-dessus de la moyenne provinciale, qui s'est fixée à 4,0 % et 4,5 % respectivement pour ces mêmes années. L'indice de développement économique a malgré tout perdu du terrain entre 1999 et 2004. Cela s'explique par une croissance démographique déficiente, un revenu par habitant particulièrement faible par rapport aux autres régions, une participation à la création nette d'emploi du Québec en dessous de sa contribution au PIB et un taux de scolarisation de la main-d'œuvre parmi les plus bas.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



Le Bas-Saint-Laurent est, après l'Abitibi-Témiscamingue, la région ayant la plus grande part de micro-entreprises: près de 70 % des établissements installés dans la région emploient entre 1 et 4 employés, contre une moyenne de 63,2 % pour le Québec, et 66,4 % pour l'ensemble des régions-ressources.

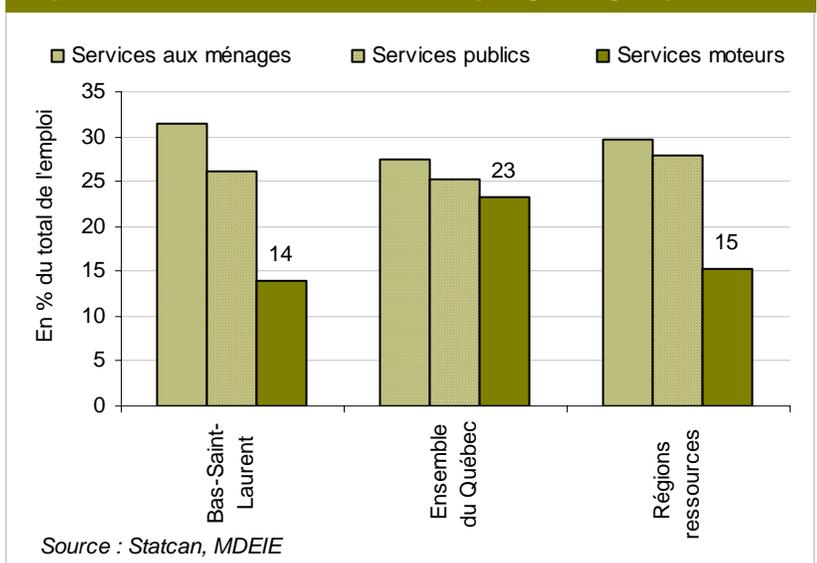
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Plus de 50 % de la valeur ajoutée créée dans le Bas-Saint-Laurent provient des secteurs de l'alimentation (11 %), des produits du bois (18 %) et du papier (22 %). Pour ces secteurs, la relative faiblesse du rapport de la valeur ajoutée aux expéditions manufacturières explique la faible performance globale de la région à ce chapitre. La dynamique industrielle étant concentrée autour de quelques secteurs manufacturiers traditionnels, la présence d'activités de services moteurs apparaît peu justifiée : seulement 14 % de l'emploi dans le secteur des services est relié à des services moteurs, contre 23 % en moyenne dans la province.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)		
Ensemble du Québec		38,8
1	Bas-Saint-Laurent	37,8
311	Aliments	23,3
313	Usines de textiles	30,4
321	Produits en bois	33,1
322	Papier	43,2
323	Impression et act. connexes de soutien	54,3
325	Produits chimiques	47,4
326	Produits en caoutchouc et en plastique	47,2
332	Produits métalliques	58,5
333	Machines	55,3

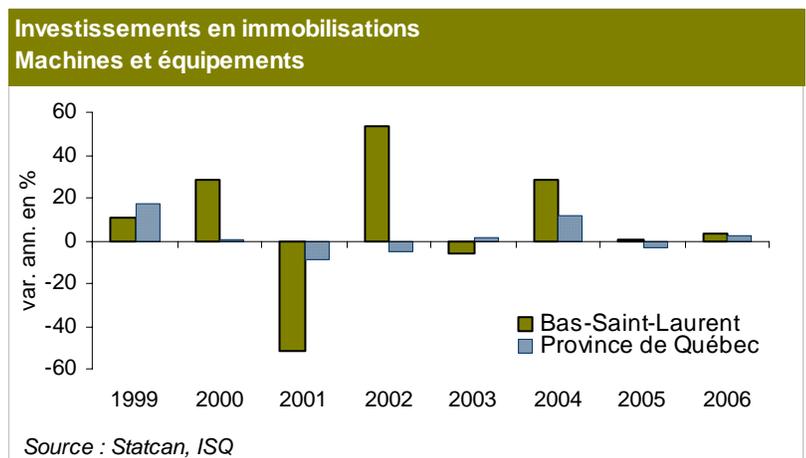
Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



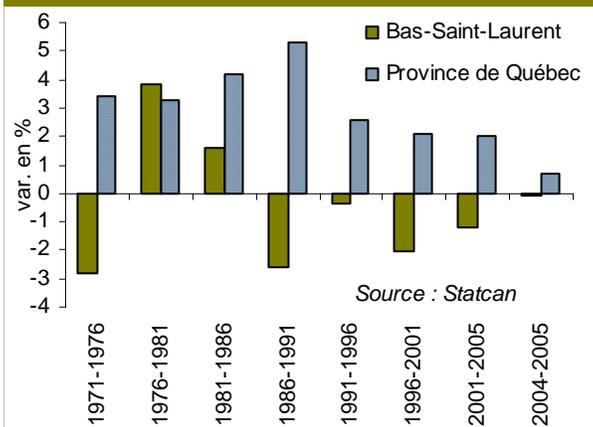
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Malgré une croissance annuelle quasiment plate en 2005 et 2006, les investissements en machines et équipements du secteur privé restent inscrits sur la tendance haussière entamée en 2002. Après le creux de 2001, les investissements en immobilisations sont passés de 320 millions de dollars en 2002 à 403 millions de dollars en 2006.

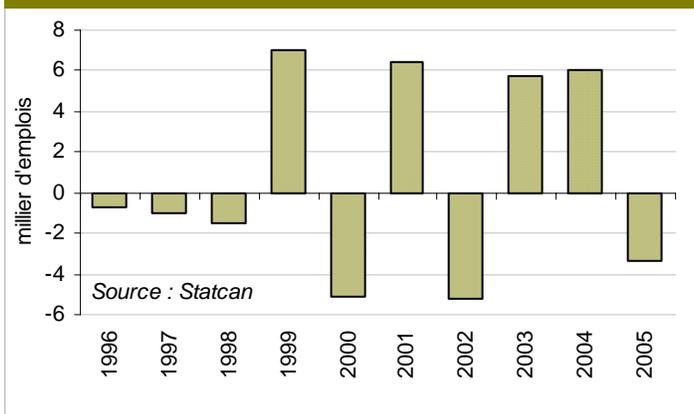


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

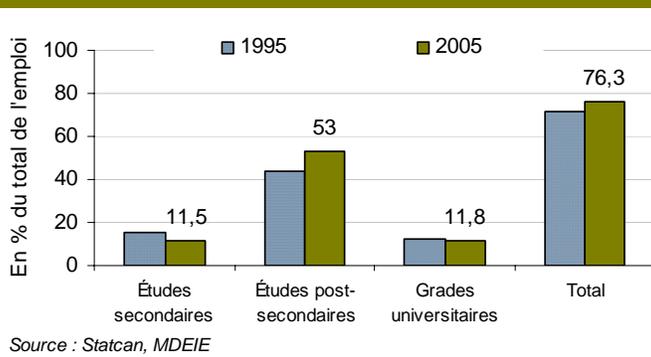


Bas-Saint-Laurent - Création d'emplois

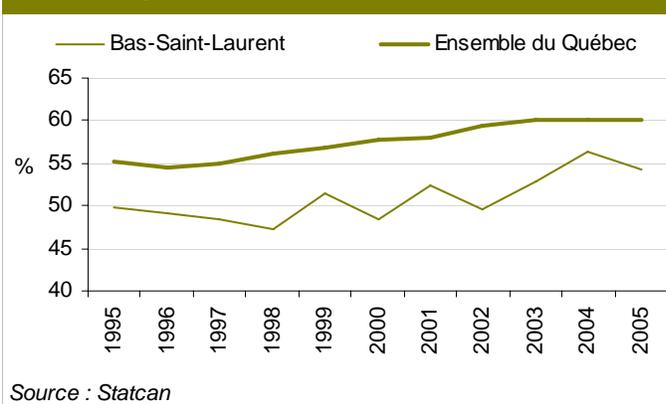


La croissance démographique est restée globalement déficiente dans le Bas-Saint-Laurent au cours des deux dernières décennies. Avec le vieillissement de la population, cela entretiendra dans les années à venir le taux d'activité de la région à un faible niveau (60 % en 2005 contre 66 % en moyenne au Québec). La faiblesse du taux d'emploi dans le Bas-Saint-Laurent est symptomatique d'une sous-utilisation du bassin de la main-d'œuvre disponible. L'enjeu de la qualité de la main-d'œuvre, c'est-à-dire sa bonne adéquation aux besoins de l'industrie, prend toute son importance dans une région devant conjuguer avec des sorties nettes de population. Le taux de scolarisation des travailleurs de 15 ans et plus du Bas-Saint-Laurent est parmi les plus bas dans la province (76,3 % contre 85,3 % pour la moyenne provinciale en 2005). L'ajustement des industries à l'évolution de marchés de plus en plus exigeants en termes de productivité et d'innovation place les questions de l'éducation et de la formation parmi les priorités de la région pour que celle-ci puisse faire face à l'intensification de la concurrence internationale. L'éducation et la formation sont garantes d'un marché du travail plus robuste, une création d'emplois plus régulière et donc au positionnement de la région sur un nouveau sentier de croissance.

Bas-Saint-Laurent - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

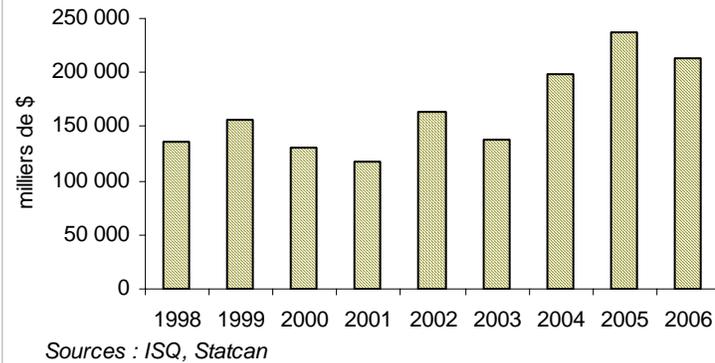


Taux d'emploi

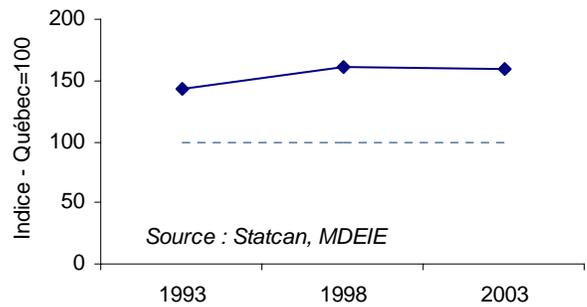


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Bas-Saint-Laurent Immobilisations du secteur public



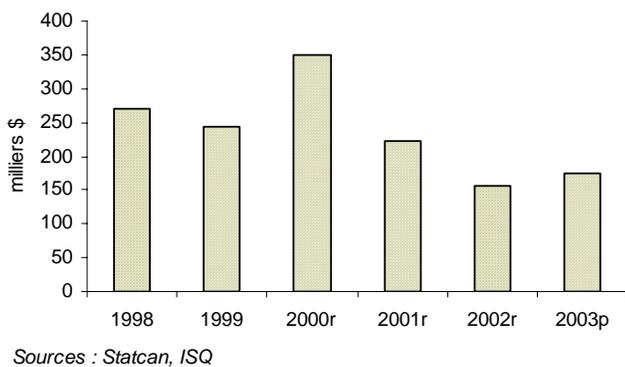
Bas-Saint-Laurent Rapport de dépendance économique



Entre 2000 et 2006, les investissements publics ont en moyenne représenté 22,5 % du total des investissements en immobilisations réalisés dans le Bas-Saint-Laurent. Cela correspond à la moyenne des régions du Québec (24 %). Les investissements en immobilisations du secteur public ont repris un certain élan à partir 2002 mais les intentions pour 2006 sont estimées à la baisse. Les conditions socio-démographiques de la région justifient un soutien social important de la part des instances gouvernementales. Le rapport de la dépendance économique, qui mesure l'importance des transferts gouvernementaux pour une région par tranche de 100 \$ du revenu total d'emploi, est le plus élevé de toutes les régions de la province. L'indice a atteint un niveau de 160 en 2003, à comparer avec une moyenne de 140 pour les régions ressources et à une de base de 100 pour la moyenne provinciale.

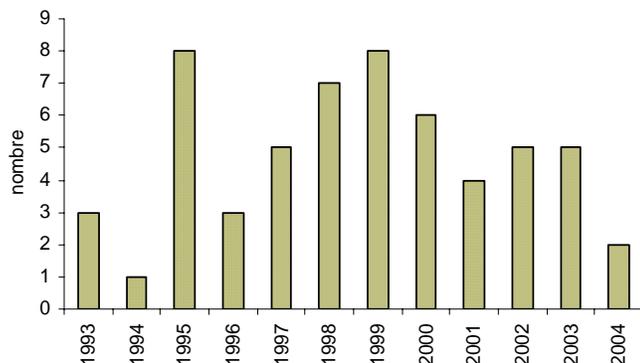
R-D ET INNOVATION

Bas-Saint-Laurent - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

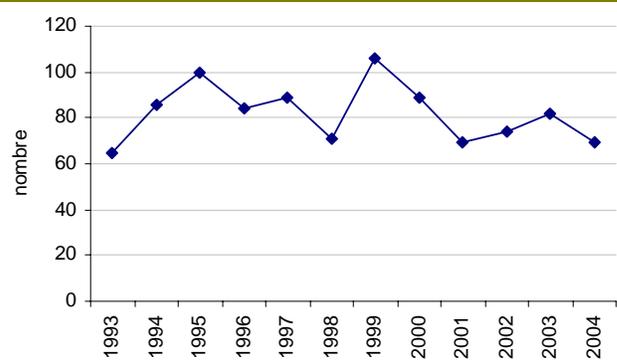


Les dépenses totales de R-D par établissement ayant des activités de R-D s'inscrivent dans une tendance baissière, alors que la majorité des autres régions du Québec ont globalement progressé à ce chapitre. Ce résultat concorde avec la stagnation du nombre de publications scientifiques et celle des inventions brevetées de la région. Entre 1999 et 2004, la proportion d'inventions brevetées dans le Bas-Saint-Laurent est passé de 1,2 % à 0,2 % du total des inventions brevetées au Québec.

Bas-Saint-Laurent Inventions brevetées à l'USPTO

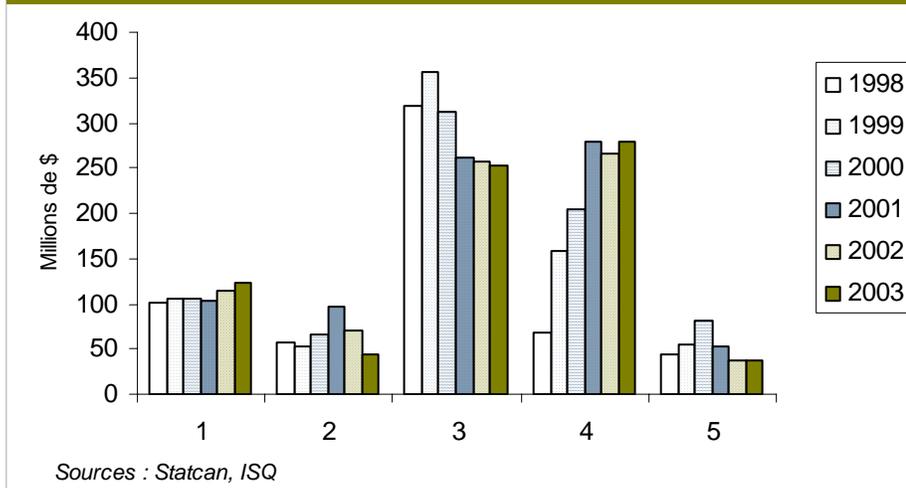


Bas-Saint-Laurent Publications scientifiques



COMMERCE INTERNATIONAL

Bas-Saint-Laurent Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Depuis 1999, le Bas-Saint-Laurent a vu le nombre de ses établissements exportateurs diminuer d'environ 3 %, alors qu'il a augmenté de 1,4 % au Québec. La consolidation des industries reliées au bois et au papier doit probablement expliquer une partie de ce repli. En effet, c'est dans le groupe 3* des industries que la chute a été la plus forte entre 2000 et 2003. Cette baisse semble par contre avoir été compensée par une hausse des exportations dans le groupe 4 qui affiche une très nette progression depuis 1998. Il s'agit d'une bonne nouvelle puisque les industries du groupe 4 présentent un potentiel en termes de création de valeur ajoutée plus élevé que le groupe 3. Le groupe 4 semble confirmer sa première place au niveau de la valeur des exportations.

Les exportations à destination des États-Unis ont nettement diminué à partir de 2001. Cependant, le Bas-Saint-Laurent semble consolider ses débouchés en Europe et au Japon. Bien que l'augmentation des exportations sur ces deux marchés ne compense pas la chute des expéditions au sud de la frontière, il s'agit malgré tout d'une progression

Bas-Saint-Laurent - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	32,2	46,9	22	16,7	25	42,8
Japon	2,5	4,5	5,1	5,1	7,6	7,5
Amérique du Sud et États-Unis	4,2	5,7	12	14,8	3,1	8,5
Autres	40,2	64,7	19,7	31,9	20,8	24,2

Sources : Statcan, ISQ

d'environ 50 % entre 2000 et 2003 (de 22 à 43 millions de dollars pour l'Europe et de 5,1 à 7,5 millions de dollars pour le Japon).

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

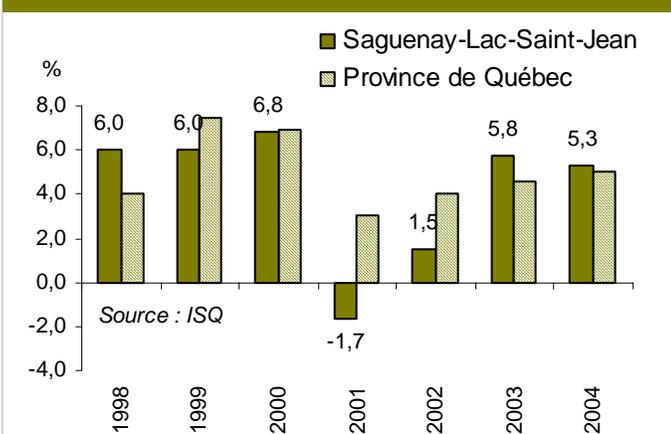
Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61–91)

02 - SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

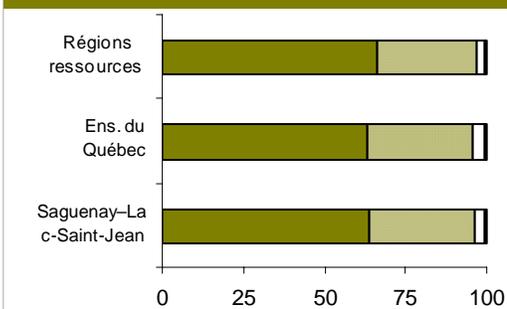
Croissance économique



Après la récession de 2001 et une année plutôt difficile en 2002, la croissance économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean est restée supérieure à la moyenne du Québec en 2003 et 2004. Si la performance de l'économie de la région est restée tout à fait honorable depuis 1998, la forte chute de l'indice de développement économique s'explique avec la diminution de la population de la région et un taux de scolarisation en progression mais qui reste toujours relativement faible. Le recul de l'indice de développement entre 1999 et 2004 s'explique aussi par un marché de l'emploi peu dynamique à partir de 1999.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



Les plus petites entreprises sont moins nombreuses au Saguenay-Lac-Saint-Jean que la moyenne des régions ressources. La présence d'importantes entreprises autour de la production du bois et de l'aluminium tire la taille moyenne des entreprises à la hausse.

	Saguenay -Lac- Saint-	Ens. du Québec	Régions ressourc es
■ 200 et plus	0,8	0,8	0,6
□ 50 à 199	2,6	3,6	2,6
■ 5 à 49	32,5	32,4	30,4
■ 1 à 4	64,1	63,2	66,4

Source : Statcan, MDEIE En % du total

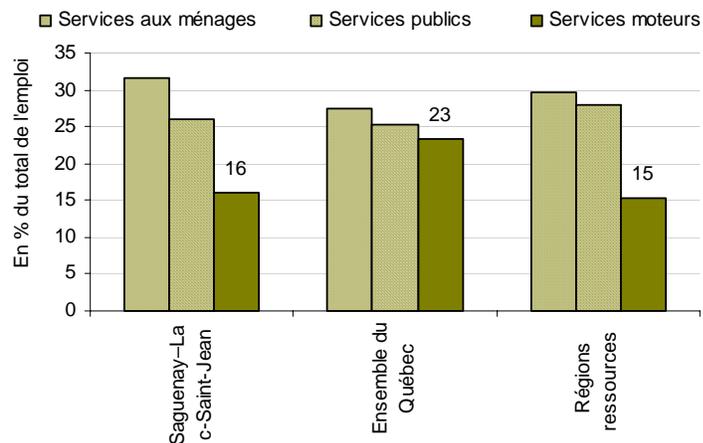
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Les contraintes de confidentialités ne permettent pas d'apprécier la distribution de la valeur ajoutée selon l'activité manufacturière. Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières reste cependant légèrement supérieur dans la région que la moyenne du Québec. Cela s'explique notamment par les efforts soutenus de la région en matière de diversification des activités industrielles, particulièrement dans la fabrication de bois, de l'aluminium et dans l'agroalimentaire. Si la présence de services moteurs n'a pas encore suivi le pas de cette diversification, les belles tentatives de la région afin de favoriser les industries du savoir sont tout à fait encourageantes malgré des implications économiques encore modestes.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	39,9
321 Produits en bois	31,2
322 Papier	36,6
334 Produits informatiques et électroniques	65,6

Source : Statcan, ISQ

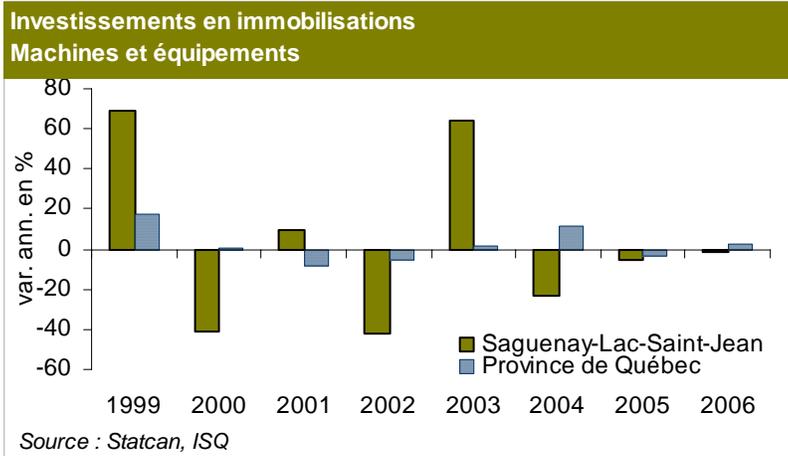
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

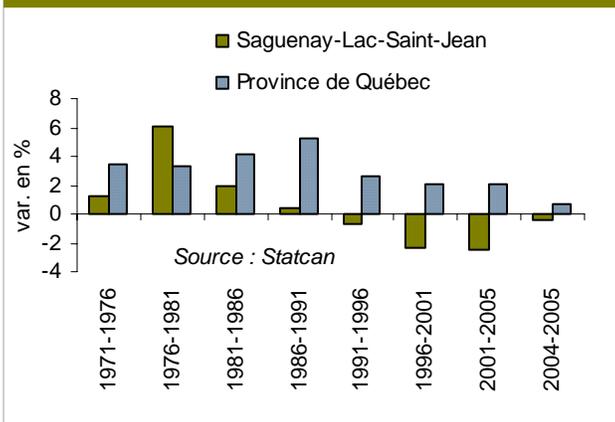
À part de belles progressions en 1999 et 2003, les investissements en machines et équipements sont en baisse depuis 2004. L'incertitude créée autour du conflit sur le bois d'œuvre a largement participé à la faiblesse des investissements au cours des dernières années.



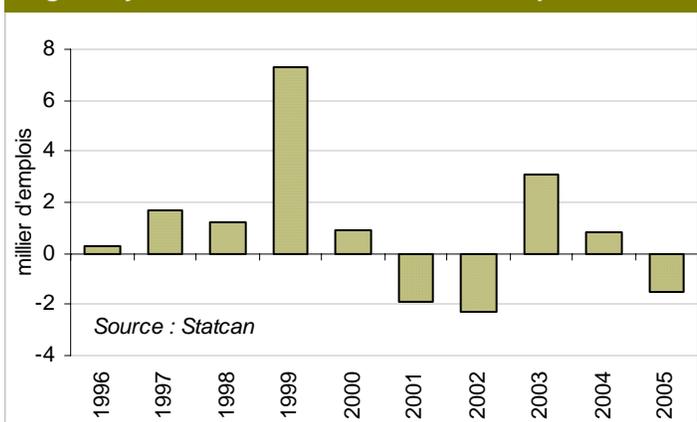
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique

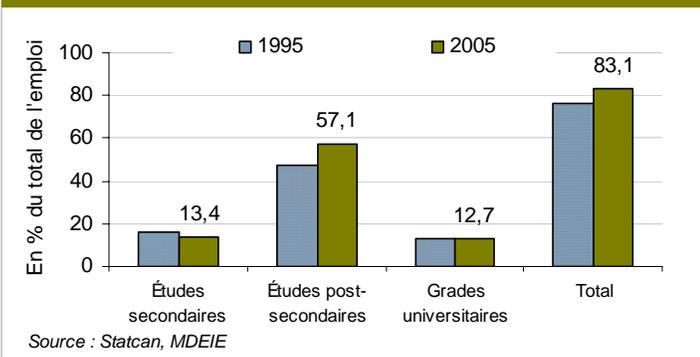


Saguenay-Lac-Saint-Jean - Création d'emplois

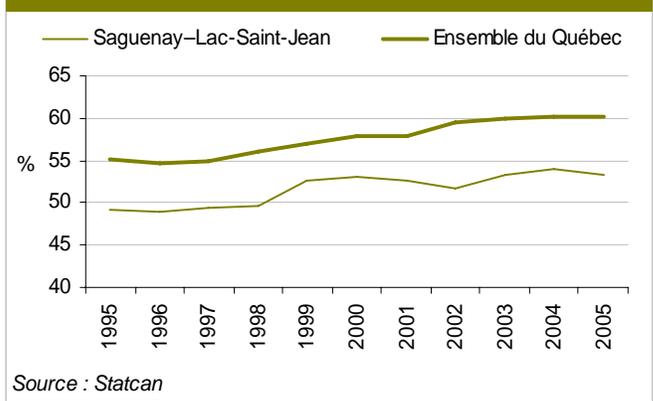


Le Saguenay-Lac-Saint-Jean doit conjuguer avec une baisse de sa population. Entre 2001 et 2005, la croissance démographique n'a pas été favorisée par la création d'emploi qui est restée globalement nulle entre ces mêmes années. Le taux de scolarisation a progressé entre 1995 et 2005 de 76,1 % à 83,1 %, mais exclusivement grâce à la progression des diplômés du collège alors que le pourcentage de diplômés universitaires a stagné.

Saguenay-Lac-Saint-Jean - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

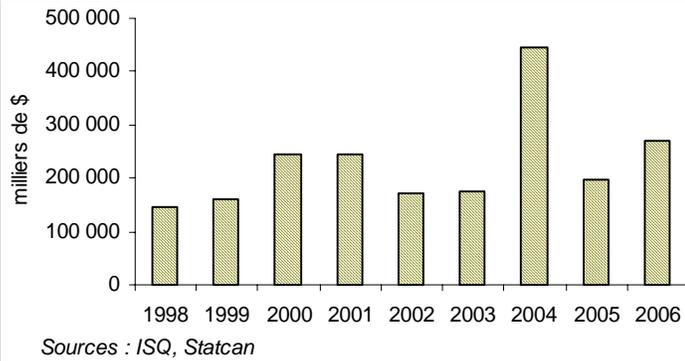


Taux d'emploi

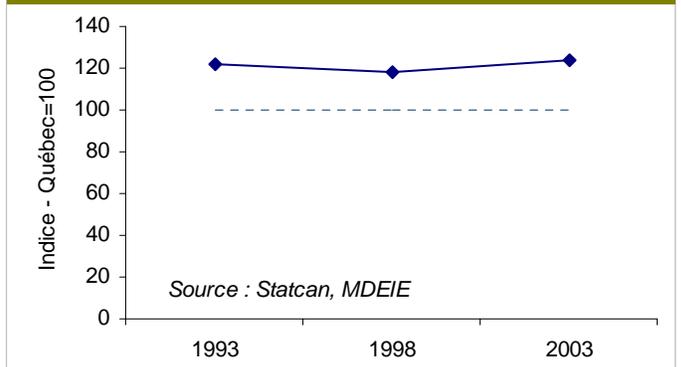


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Saguenay-Lac-Saint-Jean Immobilisations du secteur public



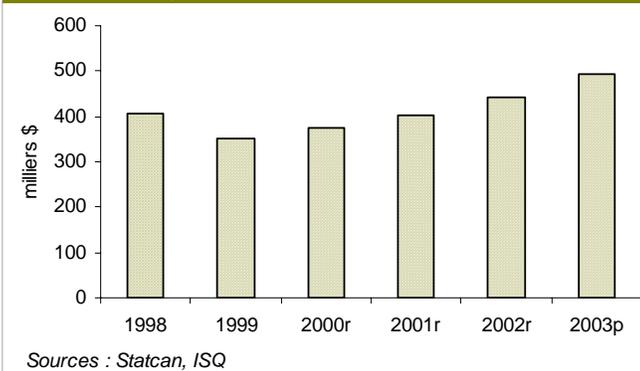
Saguenay-Lac-Saint-Jean Rapport de dépendance économique



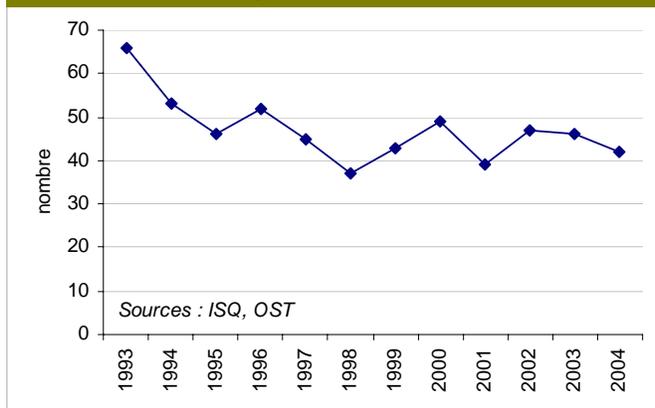
À part un rebond en 2004, les immobilisations du secteur public sont restées relativement stables au cours des dernières années. Comparativement aux autres régions ressources, la part des investissements publics est faible, les investissements privés occupant 81,4 % du total des investissements réalisés dans la région (contre 60,2 % en moyenne dans les régions ressources). Le ratio de dépendance économique a légèrement augmenté entre 1998 et 2003.

R-D ET INNOVATION

Saguenay-Lac-Saint-Jean - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

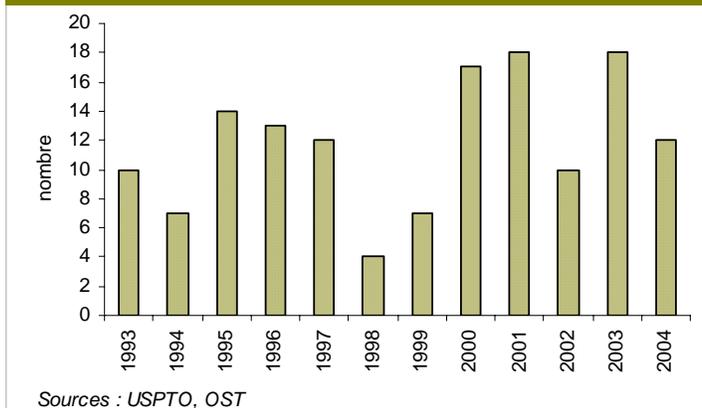


Saguenay-Lac-Saint-Jean Publications scientifiques



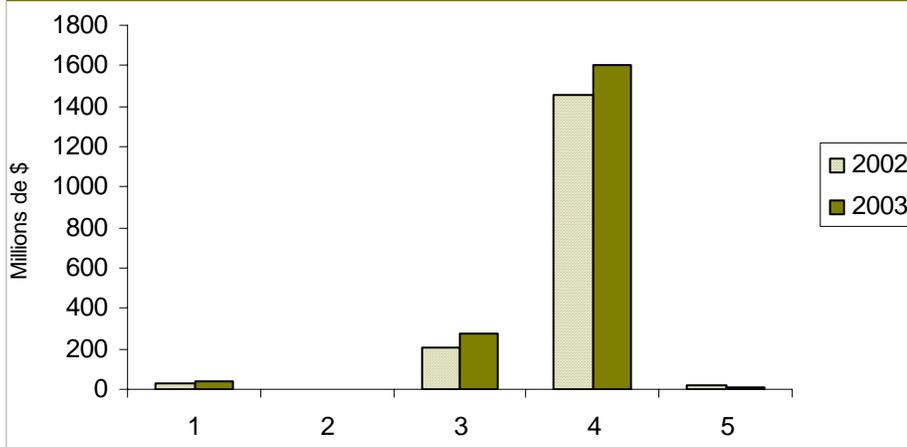
Les dépenses de R-D progressent régulièrement depuis 1999. Parallèlement, on constate également une augmentation des inventions brevetées dans la région malgré une certaine instabilité d'année en année. Par contre, le nombre de publications scientifiques a montré une fragile stabilité au cours des dernières années.

Saguenay-Lac-Saint-Jean Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Saguenay-Lac-Saint-Jean Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Sources : Statcan, ISQ

Entre 1998 et 2003, les exportations à destination des États-Unis ont continué à augmenter mais les difficultés rencontrées au cours des toutes dernières années ne reflètent pas les difficultés rencontrées depuis 2004. Les contraintes de confidentialité des données ne permettent pas de vérifier les efforts de diversification géographique des exportations mais les États-Unis restent de loin le principal débouché de la région.

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

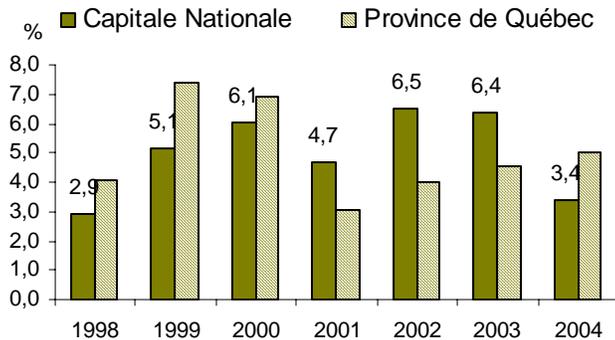
Saguenay-Lac-Saint-Jean - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	11,2	29	23,5	x	x	x
Japon	x	x	x	3,6	3,4	5,9
Amérique du Sud et États-Unis	3,5	15,4	5,8	x	x	x
États-Unis	917,9	738,9	1 111,30	1 287,40	1 659,10	1 829,30
Autres	x	x	x	x	x	x

Sources : Statcan, ISQ

03 – CAPITALE-NATIONALE

Croissance économique

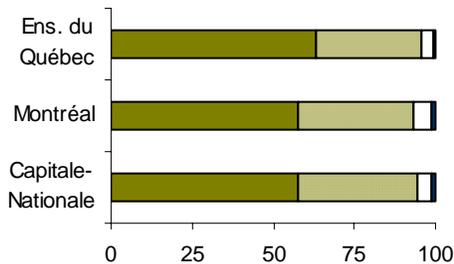


Source : ISQ

Après une très belle performance entre 2001 et 2003, la croissance économique de la Capitale-Nationale s'est rassise à un taux de 3,4 %. Depuis 1998, la croissance moyenne du PIB de la région s'est fixée à 5,0 %, tout juste au niveau de la moyenne provinciale. L'indice de développement économique de la Capitale-Nationale s'est hissé à 103,7 en 2004, augmentant de 3 points de pourcentage par rapport à 1999 et se plaçant juste derrière le chiffre de la métropole évalué à 103,9. Le dynamisme du marché de l'emploi et la progression de la scolarité explique l'augmentation du potentiel de développement de la Capitale-Nationale.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



	Capitale-Nationale	Montréal	Ens. du Québec
■ 200 et plus	1,1	1,4	0,8
□ 50 à 199	4,2	5,2	3,6
■ 5 à 49	37	36,1	32,4
■ 1 à 4	57,7	57,4	63,2

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

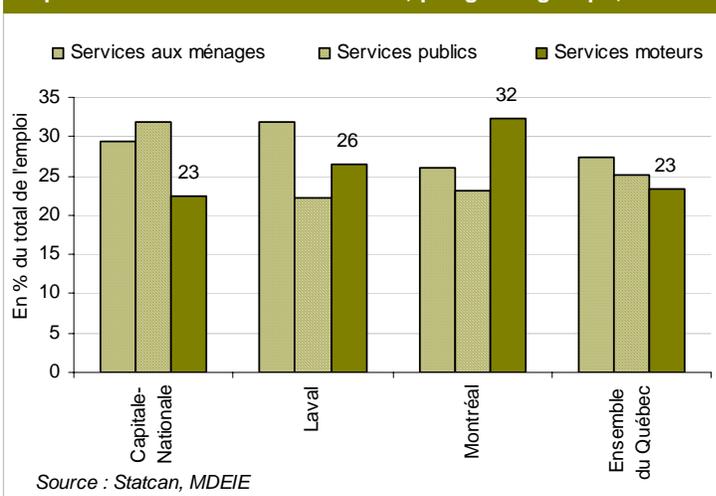
La taille des entreprises de la région de Québec est relativement grande par rapport à la moyenne des régions : 5,3 % des établissements de la région sont de 50 employés et plus, contre un poids de 4,4 % pour l'ensemble du Québec.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
3 Capitale-Nationale	50,3
311 Aliments	41,4
313 Usines de textiles	45,9
315 Vêtements	58,2
321 Produits en bois	32,8
322 Papier	36,9
323 Impression et act. connexes de soutien	58,4
325 Produits chimiques	44,4
326 Produits en caoutchouc et en plastique	48,0
327 Produits minéraux non métalliques	58,2
332 Produits métalliques	52,5
333 Machines	13,6
334 Produits informatiques et électroniques	53,7
335 Matériel, appareils et comp. électriques	30,1
337 Meubles et produits connexes	60,4
339 Activités diverses de fabrication	53,4

Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



La Capitale-Nationale est la région affichant le plus haut rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières. Les industries des produits minéraux non métalliques, des produits métalliques, des produits informatiques et électroniques ainsi que des meubles et produits connexes tirent le résultat global à la hausse. Il faut noter les contributions particulières des industries des aliments et du papier qui, malgré un rapport de la valeur ajoutée aux expéditions faible, participent respectivement à 10,1 % et à 13,7 % du total de la valeur ajoutée créée dans la région.

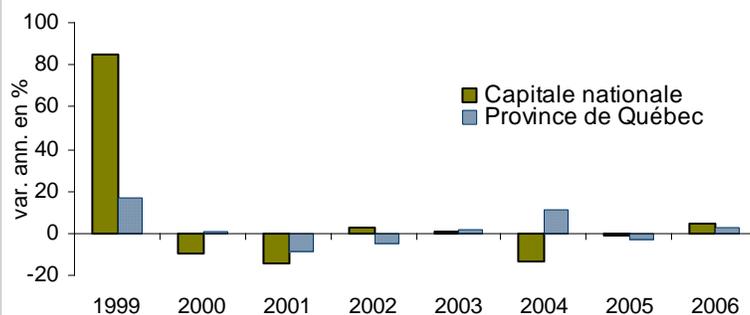
Bien que la Capitale-Nationale soit résolument tournée vers une économie du savoir, l'importance des services publics limite l'importance relative des services moteurs dans la région. Cela dit, l'emploi dans les services moteurs occupe 23 % de l'emploi total de la région, ce qui correspond également à la moyenne de la province.

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Le relatif dynamisme de la province contraste avec les résultats plutôt décevants au chapitre des investissements privés en machines et équipements, qui sont restés globalement négatifs dans la région depuis 2000. Entre 2000 et 2005, la croissance moyenne annuelle est évaluée à -5,9%, comparativement à -0,7 % pour l'ensemble de la province. Il est attendu une reprise de l'ordre de 4,7 % pour l'année 2006.

Investissements en immobilisations

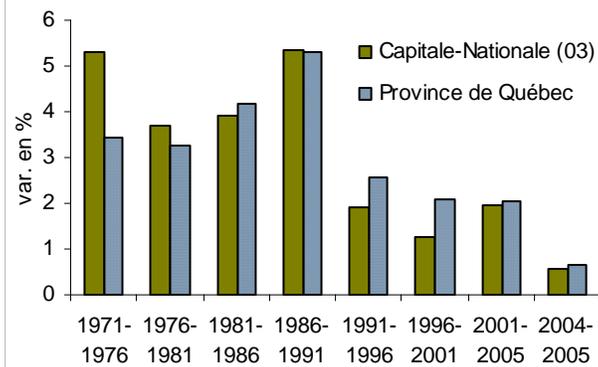
Machines et équipements



Source : Statcan, ISQ

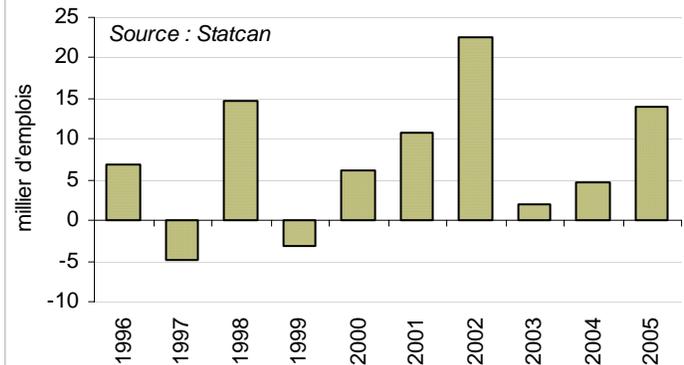
MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



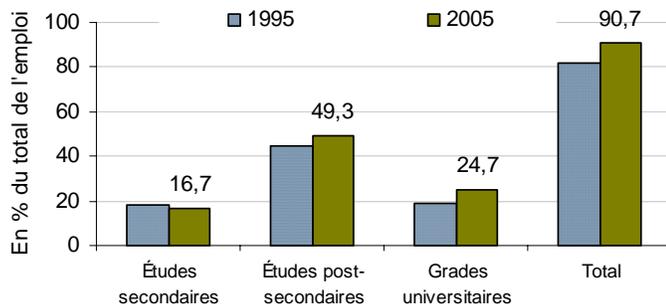
Source : Statcan

Capital nationale - Création d'emplois



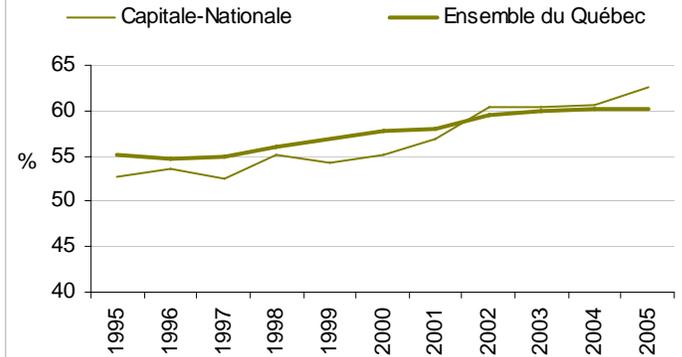
La région de la Capitale-Nationale a contribué depuis 1996 à 12,7 % de la création nette totale de l'emploi, malgré un poids de 9,3 % du total de l'emploi dans la province. Le dynamisme du marché du travail, combiné à une croissance démographique relativement ramollie, a permis au taux d'emploi de la province de dépasser la moyenne provinciale au cours des dernières années. Par ailleurs, la région de la Capitale-Nationale a enregistré une augmentation remarquable du taux de scolarisation des travailleurs, celui-ci passant de 82,1 % à 90,7 % entre 1995 et 2005. Ce résultat est principalement dû à la nette augmentation constatée pour les gradués universitaires.

Capitale nationale - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

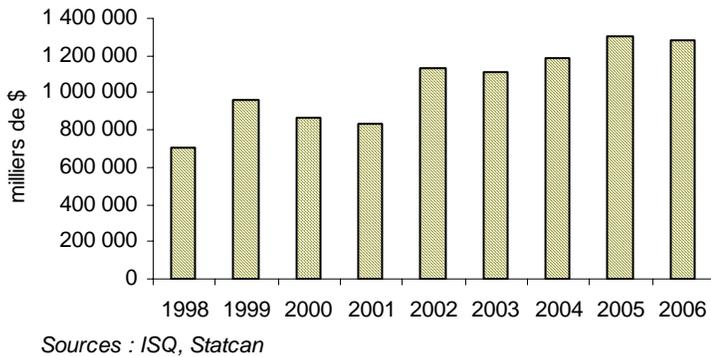
Taux d'emploi



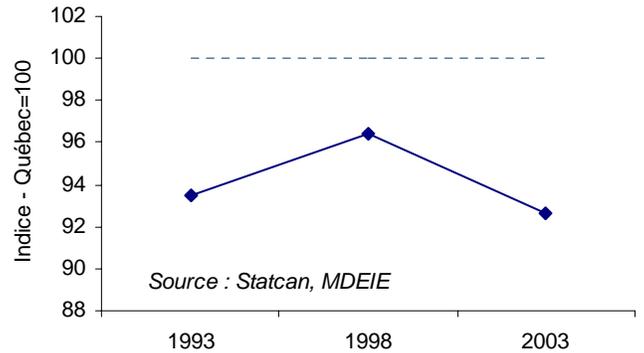
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Capitale Nationale Immobilisations du secteur public



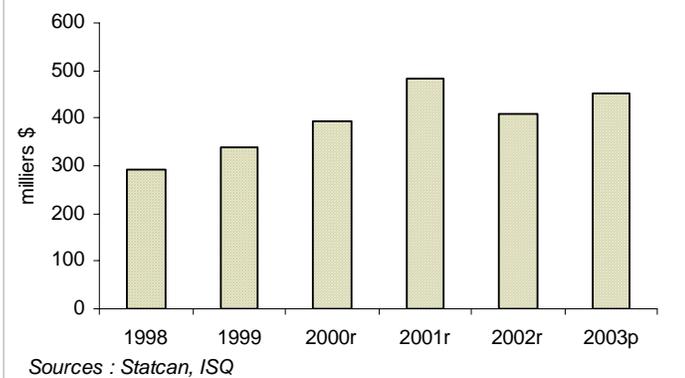
Capitale Nationale Rapport de dépendance économique



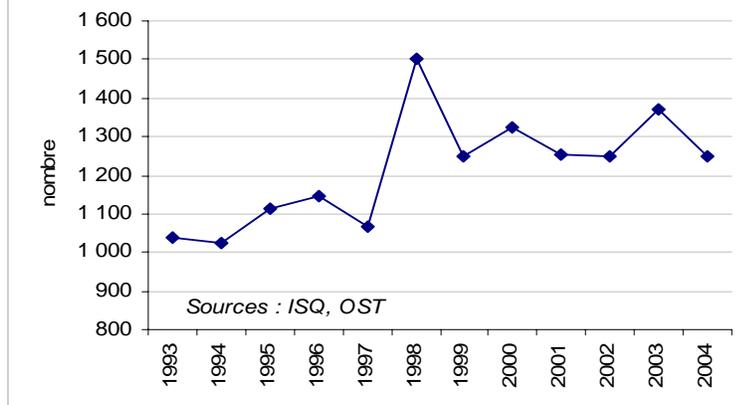
Après un certain rebond entre 2001 et 2002, les immobilisations du secteur public ont continué leur progression jusqu'en 2005. Il est prévu une pause en 2006. Près de 32 % des investissements réalisés dans la région sont des investissements publics. Notons également que la Capitale-Nationale retient 9,8 % du total des investissements publics réalisés au Québec. La bonne performance économique de la région au cours des dernières années a permis une nette diminution de son rapport de dépendance économique.

R-D ET INNOVATION

Capitale Nationale- Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

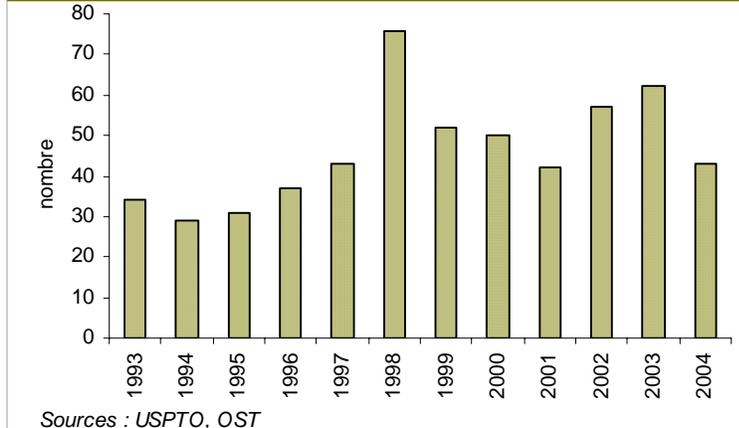


Capitale Nationale Publications scientifiques



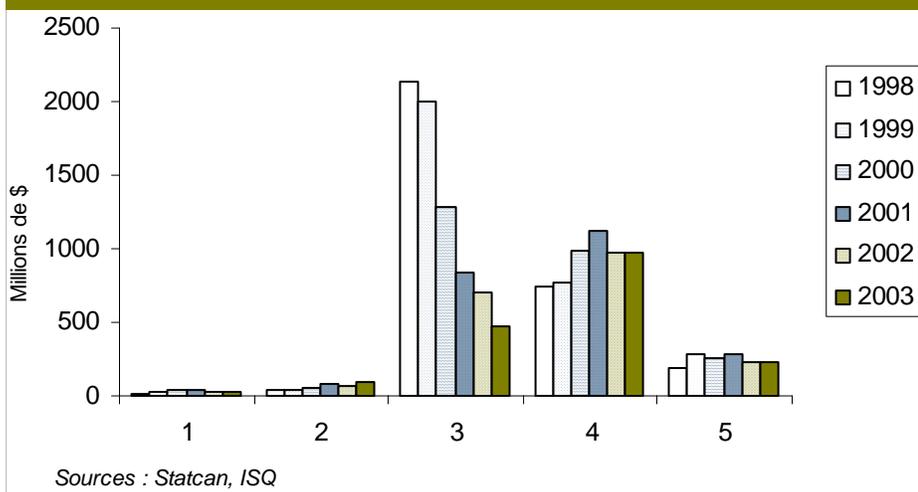
Les dépenses par établissement de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales sont restées sur une tendance haussière depuis 1998. On observera cependant que le montant des dépenses par établissements s'établit en moyenne à 450 000 dollars dans la Capitale-Nationale, à comparer avec 805 300 dollars pour la moyenne de l'ensemble du Québec. Les inventions brevetées ont augmenté au cours des dernières années, malgré une certaine instabilité dans son évolution. Par contre la ferme augmentation des publications scientifiques depuis 1993 signale le dynamisme universitaire de la région.

Capitale Nationale Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Capitale Nationale Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



La région a dû conjuguer avec une diminution relativement brutale de ses exportations de marchandises dès l'année 2000. Alors qu'il constituait jusqu'en 1999 le principal groupe des industries à l'exportation, le groupe 3* a cédé sa place au groupe 4, dont la valeur des exportations s'accroche sur une tendance haussière depuis 1999. Entre 1998 et 2003, les exportations de la région à destination des États-Unis ont diminué de près de 50 %. La Capitale nationale semble par ailleurs éprouver certaines difficultés à maintenir ses débouchés en Europe et au Japon.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

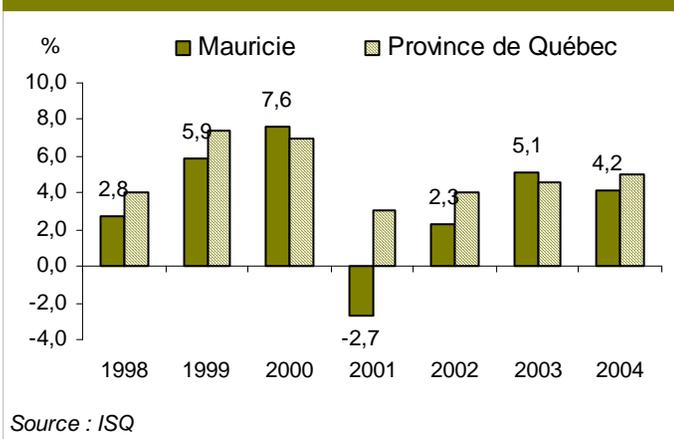
Capitale-Nationale - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	267,3	318,1	117,1	59,1	54,8	79,9
Japon	4,8	6,6	11,9	6,4	4,8	9
États-Unis	2 739,60	2 670,70	2 386,10	2 162,00	1 772,20	1 474,70
Autres	109,6	130,3	87	134,5	165,2	223,7

Sources : Statcan, ISQ

04 - MAURICIE

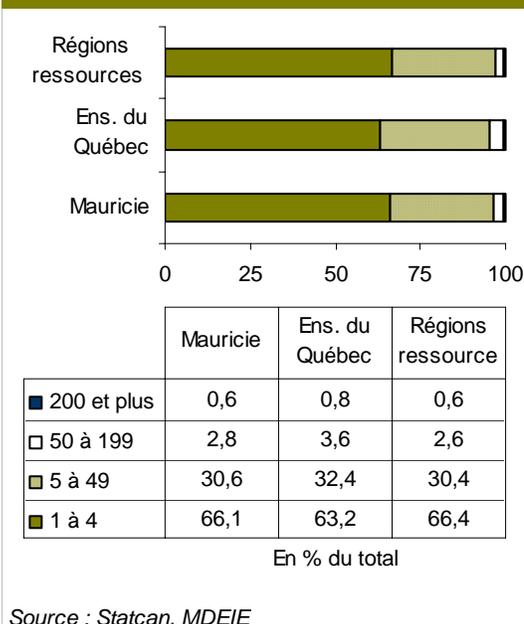
Croissance économique



La croissance économique de la Mauricie s'est élevée à 4,2 % en 2004, légèrement en-dessous de la moyenne provinciale. La moyenne de la croissance économique de la Mauricie depuis 2002 est la plus basse (3,9 %) parmi les régions ressources (5,5 %). Cela s'accompagne avec un indice de développement économique qui est malgré tout resté stable entre 1999 et 2004.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



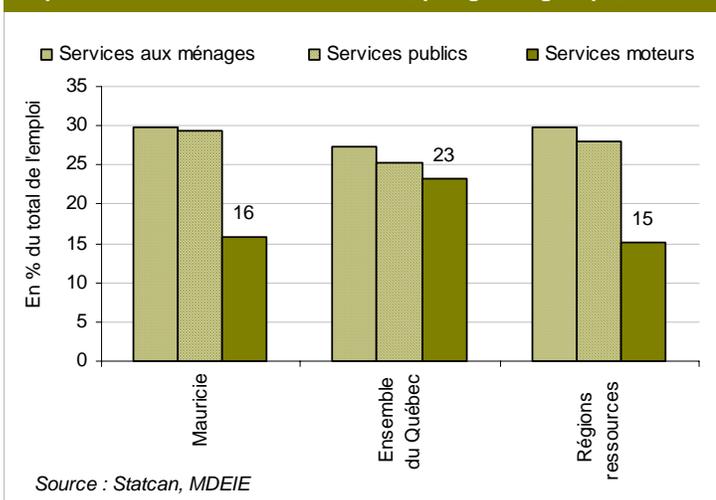
66,1 % des établissements de la Mauricie sont de 4 employés et moins, tandis que 0,6 % sont de 200 employés et plus. La Mauricie accueille des entreprises globalement plus grandes que dans les autres régions ressources.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières atteint 41,8 % dans la région de la Mauricie, un résultat globalement supérieur à celui enregistré dans les autres régions ressources. La création de valeur ajoutée est concentrée dans les industries du papier (32,9 % du total de la valeur ajoutée créée en 2003), les produits du bois (12,4 %), la première transformation de métaux (11,6 %) et les meubles et produits connexes (10,7 %). À l'image des régions ressources, la Mauricie enregistre peu d'emploi dans les services moteurs, avec une part à l'emploi total de 16 %, comparativement à une moyenne de 23 % pour le Québec.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)		
Ensemble du Québec		38,8
4	Mauricie	41,8
311	Aliments	23,7
313	Usines de textiles	54,4
315	Vêtements	55,4
321	Produits en bois	38,8
322	Papier	39,0
323	Impression et act. connexes de soutien	57,4
325	Produits chimiques	47,5
331	Première transformation des métaux	36,9
332	Produits métalliques	55,3
333	Machines	47,6
336	Matériel de transport	44,5
337	Meubles et produits connexes	54,8
339	Activités diverses de fabrication	56,2

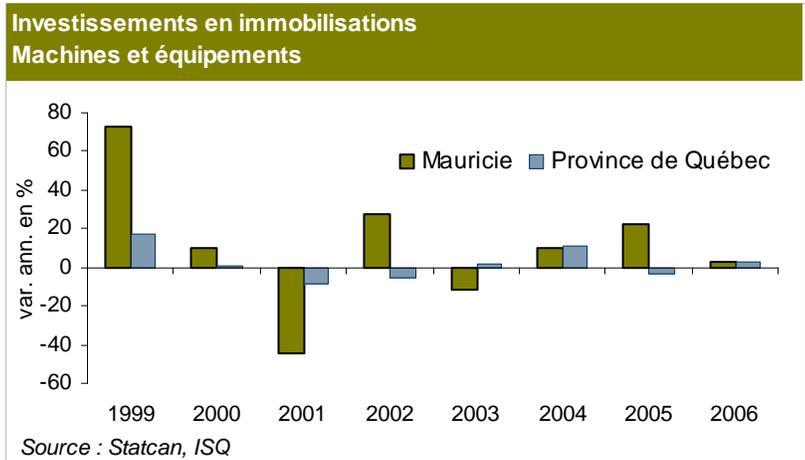
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, ISQ

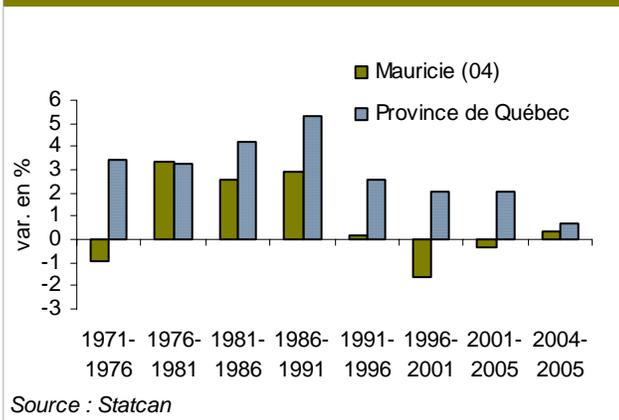
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Depuis 2004, la croissance des investissements privés en machines et équipements reste en territoire positif. En 2006, il est prévu une augmentation des investissements privés en machines et équipements de l'ordre de 2,4 %, légèrement au-dessus de ce qui est attendu pour la province (2,3 %), mais néanmoins en baisse par rapport aux taux de croissance observés en 2004 et 2005.

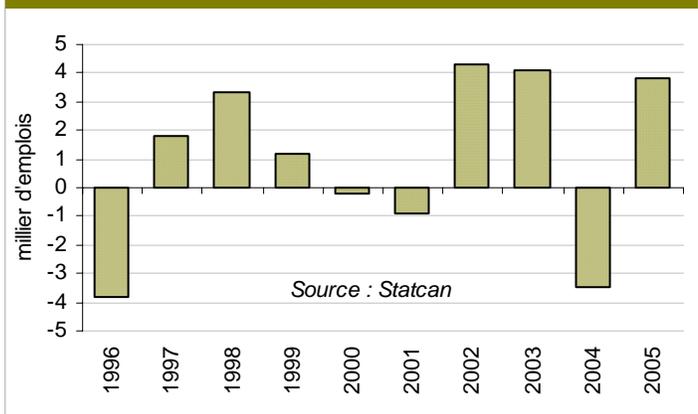


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

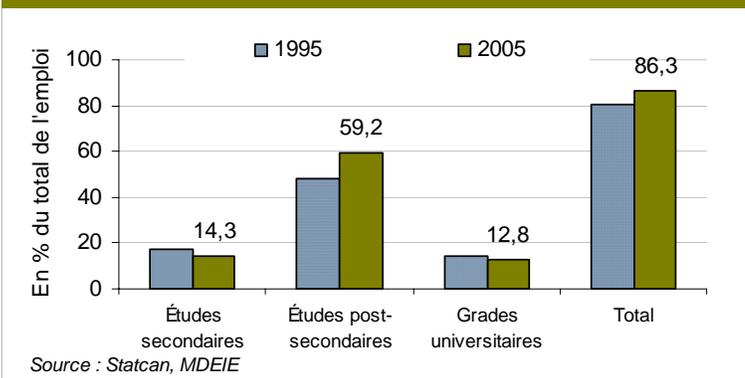


Mauricie - Création d'emplois

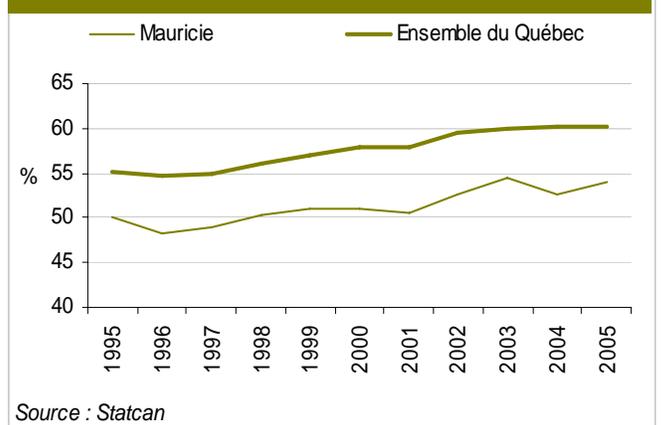


La Mauricie voit sa population diminuer depuis 1996. Le rebond de l'emploi constaté en 2002 et 2003 a permis une augmentation significative du taux d'emploi. Le taux d'emploi dans la région reste cependant largement inférieur à la moyenne québécoise, avec un écart de 6,1 points de pourcentage. Entre 1995 et 2005, le taux de scolarité a globalement progressé, particulièrement grâce à l'augmentation des travailleurs détenant un diplôme d'étude post-secondaire. Cette augmentation est cependant entachée par la part des gradués universitaires parmi les travailleurs de la région.

Mauricie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

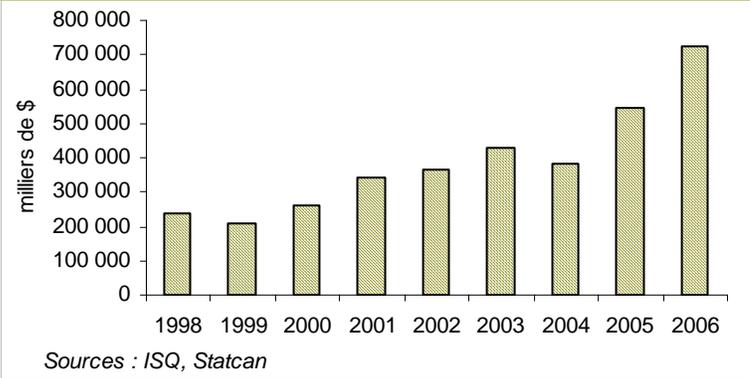


Taux d'emploi

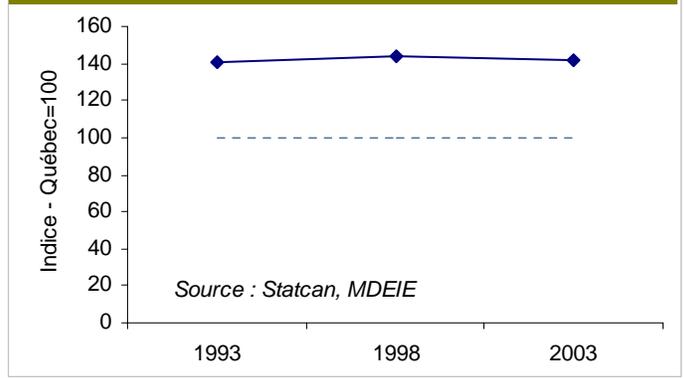


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Mauricie Immobilisations du secteur public



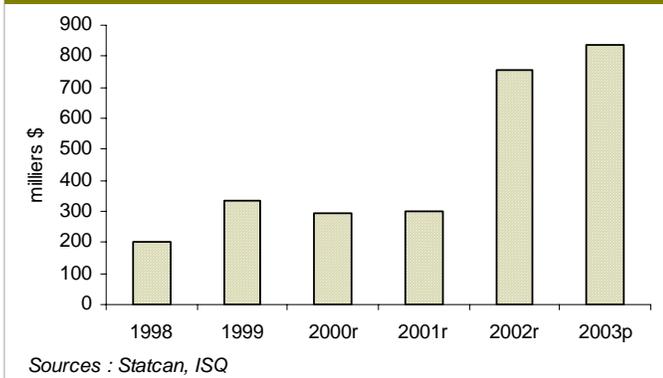
Mauricie Rapport de dépendance économique



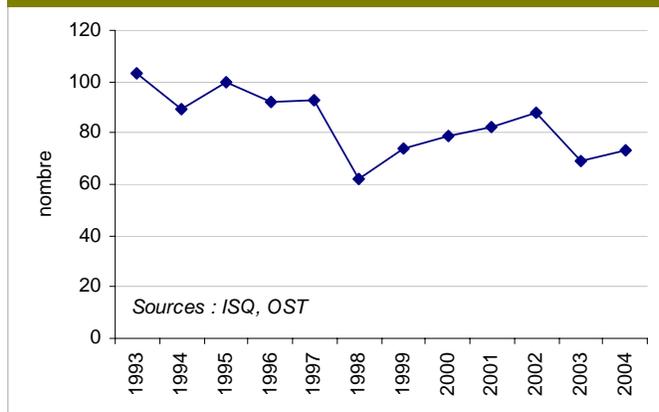
Les immobilisations du secteur public s'inscrivent dans une tendance à la hausse depuis 1999 mais à un rythme vraisemblablement accéléré depuis 2005. En 2005, les immobilisations du secteur public ont augmenté de 43 %. Pour 2006, il est prévu une croissance de l'ordre de 33,6 %. Entre 1993 et 2003, le rapport de dépendance économique ne semble pas fléchir. Après la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent, cela fait de la Mauricie la région affichant le plus haut rapport de dépendance économique.

R-D ET INNOVATION

Mauricie - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros



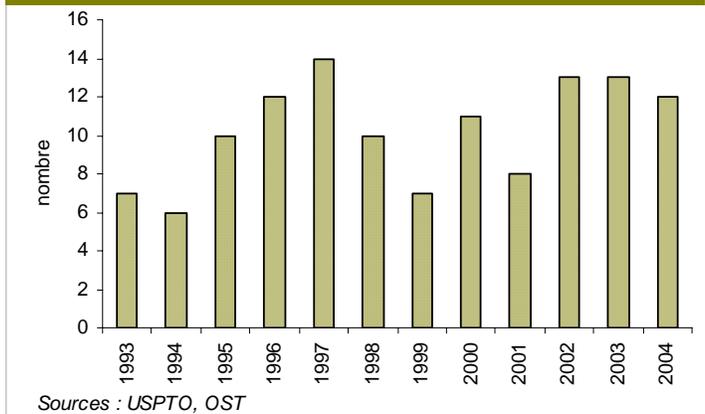
Mauricie Publications scientifiques



Les années 2002 et 2003 auront été marquées par une forte hausse des dépenses de R-D intra-muros privées par établissement.

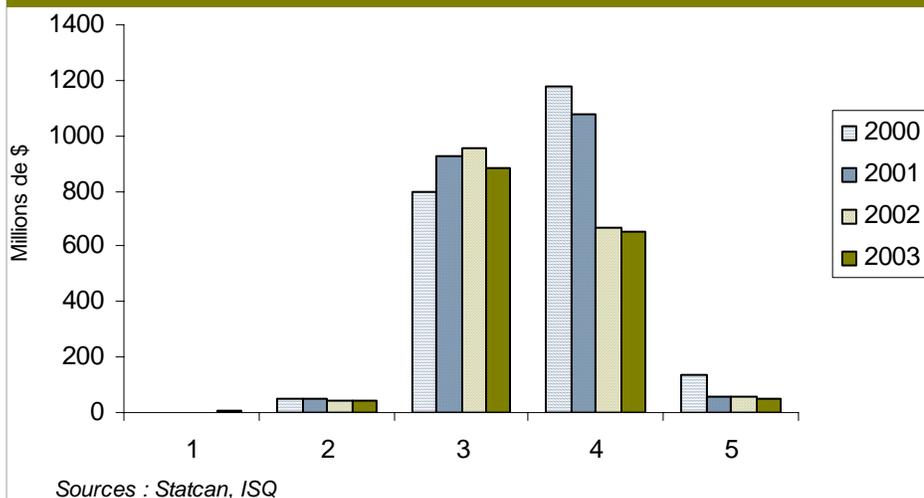
Cette performance s'est accompagnée d'une augmentation également significative des inventions brevetées en Mauricie. Depuis 1993, on constate par contre une chute des publications scientifiques. Les dernières années semblent confirmer cette tendance.

Mauricie Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Mauricie Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Depuis 2000-2001, la valeur des exportations de marchandises de la Mauricie a diminué, particulièrement du fait du groupe 4*, qui est passé entre 2000 et 2003 de la première à la seconde place, au bénéfice du groupe 3. Depuis le sommet de 2000, les exportations à destination des États-Unis ont diminué de 25 %. Cette chute est loin d'être compensée par les hausses des expéditions à destination de l'Europe et du Japon (+23,5 % et +250 % respectivement), malgré le fait que la diversification géographique soit une nouvelle très encourageante étant donné le contexte économique actuel.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

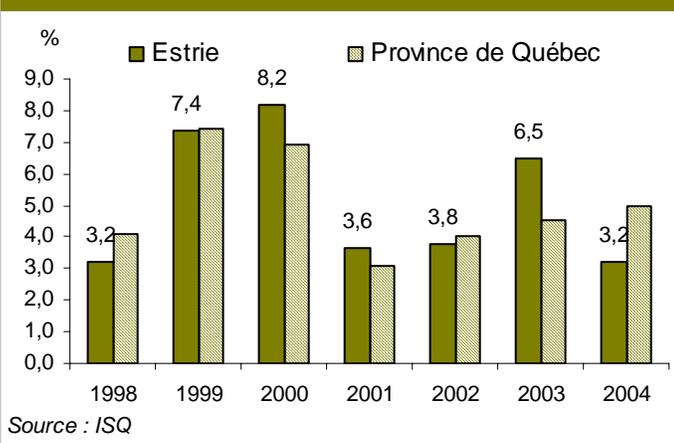
Mauricie - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	15,7	15,2	10,2	8,2	11,4	12,6
Japon	4,1	1,3	2	2,8	1,1	6,3
Amérique du Sud et Mexique	3,3	3,2	2,8	1,8	1,6	0,6
États-Unis	2 051,6	1 994,9	2 132,3	2 094,4	1 711,1	1 611,2
Autres	7,4	16,7	13,7	7,5	4,2	7,8

Sources : Statcan, ISQ

05 - ESTRIE

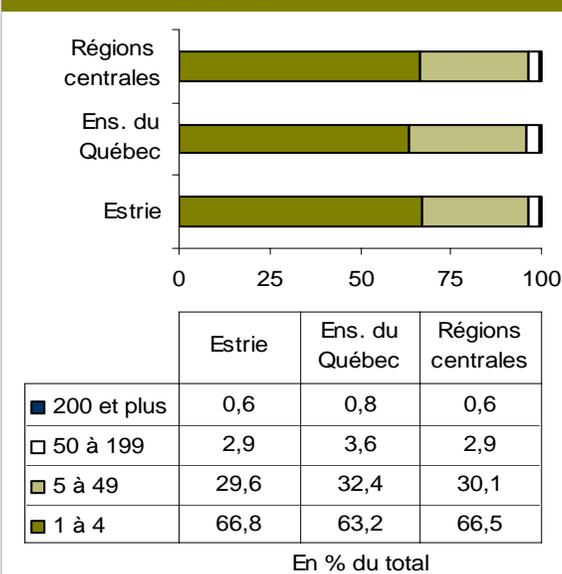
Croissance économique



Au cours des dernières années et malgré un affaissement en 2004, l'Estrie a globalement réussi à maintenir une croissance économique autour de la moyenne du Québec. La région a connu une perte au niveau de l'indice de développement économique plutôt conséquent entre 1999 et 2004 (-3,5 points de pourcentage). Cependant, cette forte diminution n'est pas conforme à l'évolution de la croissance démographique, ni à celle du taux de scolarité ou encore du revenu personnel par habitant. En fait, c'est la diminution marquée mais isolée de la création d'emplois en 2004 qui explique en grande partie la chute de l'indice de développement économique cette année là.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



Source : Statcan, MDEIE

Les établissements de petite taille apparaissent quelque peu plus nombreux en Estrie que dans les autres régions centrales avec des taux de 66,8 % pour les établissements de 4 employés et moins et 29,6 % pour des établissements de 5 à 49 employés, à comparer avec des parts respectives de 66,5 % et 30,1 % pour la moyenne des régions centrales.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières est en Estrie, après la Capitale nationale, le plus élevé parmi les régions québécoises (47,5 % versus 38,8 % au Québec).

Les industries des produits du bois et de papier représentent à elles deux 24 % du total de la valeur ajoutée produite dans la région. Pour ces deux industries, l'Estrie affiche une performance du ratio de la valeur ajoutée aux expéditions plus élevée que dans la plus part des autres régions impliquées dans ces mêmes industries.

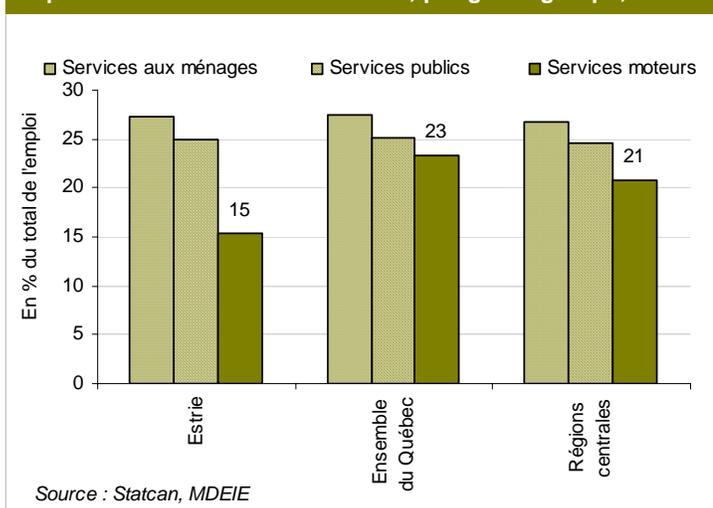
Par contre, la part des services moteurs dans l'emploi total (15 %) reste nettement inférieure à la moyenne des régions centrales (21 %).

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
5	Estrie	47,5
311	Aliments	23,3
313	Usines de textiles	43,5
315	Vêtements	63,6
321	Produits en bois	43,6
322	Papier	46,4
323	Impression et act. connexes de soutien	55,0
325	Produits chimiques	31,0
326	Produits en caoutchouc et en plastique	56,7
332	Produits métalliques	58,9
333	Machines	58,1
335	Matériel, appareils et comp. électriques	52,6
339	Activités diverses de fabrication	62,1

Source : Statcan, ISQ

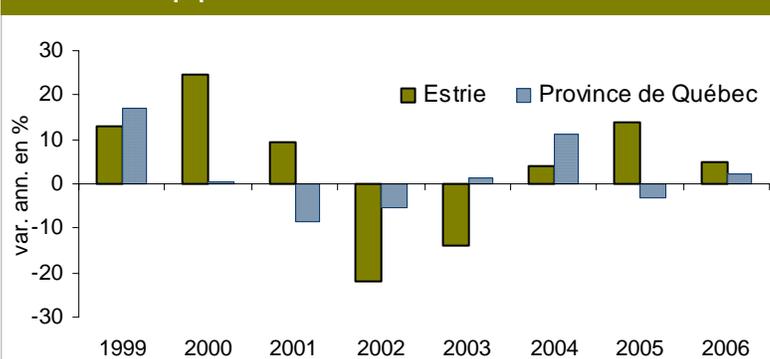
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

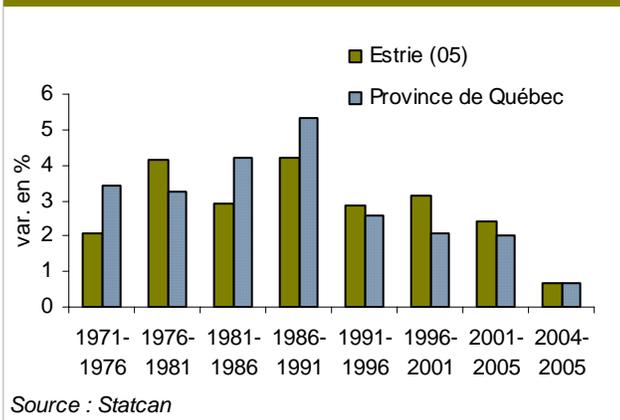
La croissance des investissements privés en machines et équipements est restée positive depuis 2003. La performance a été particulièrement remarquable en 2005, alors que la croissance à l'échelle du Québec était en territoire négatif. Pour 2006, il est prévu une croissance des investissements en machines et équipements d'environ 5 %, comparativement à 2,3 % pour l'ensemble du Québec.

Investissements en immobilisations Machines et équipements

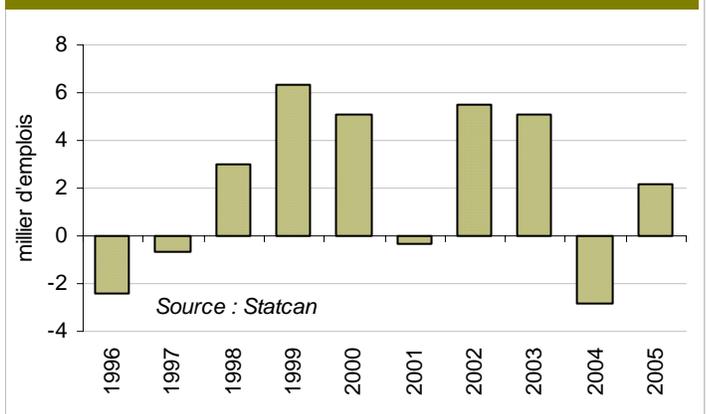


MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

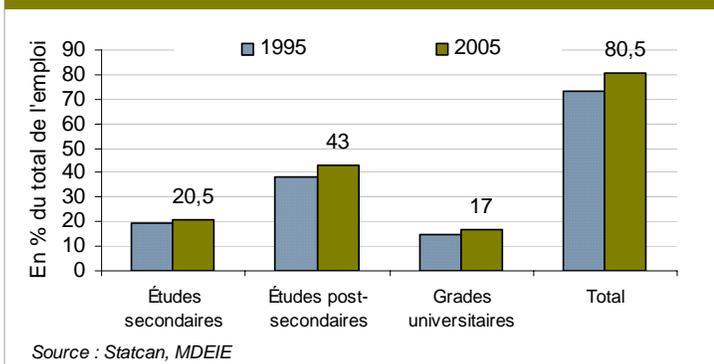


Estrie - Création d'emplois



La croissance démographique de l'Estrie est restée solide entre 2001 et 2005 malgré ce qui ressemble à une pause depuis 2004. Cela s'est accompagné d'une création nette de près de 10 000 emplois au cours de la même période, la chute enregistrée en 2004 ayant pratiquement été annulée par la remontée de 2005. Conséquemment, le taux d'emploi de la région est resté collé à la moyenne québécoise. On remarque également pour l'Estrie l'augmentation du taux de scolarité des travailleurs qui reste malgré tout inférieur à celui des régions centrales et à la moyenne du Québec.

Estrie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

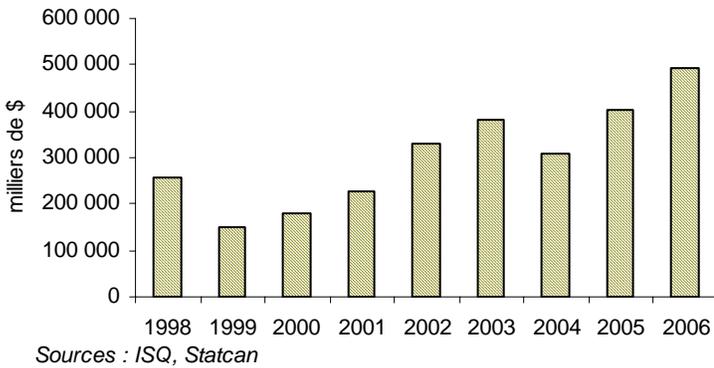


Taux d'emploi

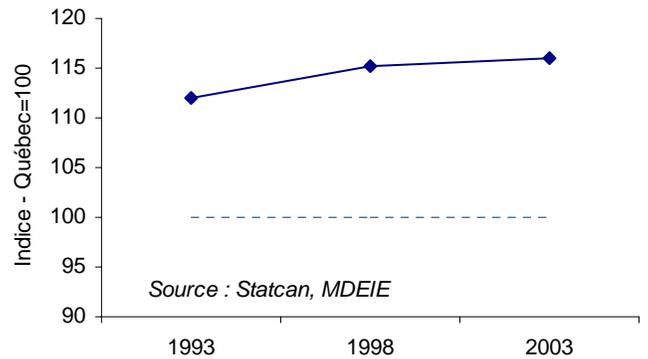


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Estrie Immobilisations du secteur public



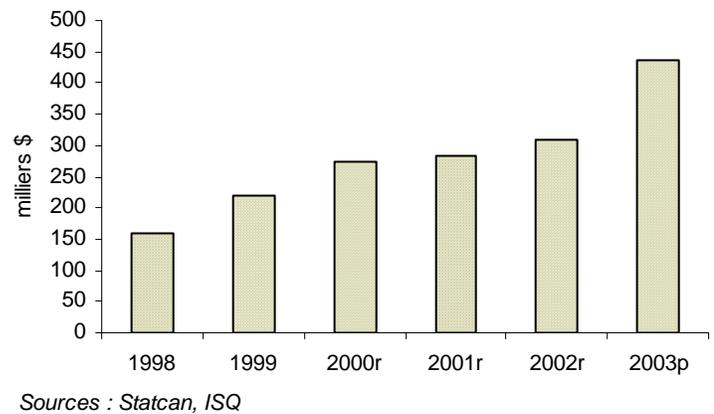
Estrie Rapport de dépendance économique



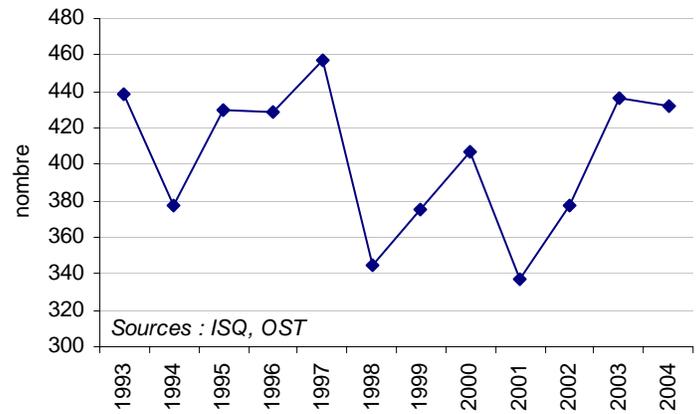
Les immobilisations du secteur public s'inscrivent sur une tendance haussière depuis 1999. Entre 2005 et 2006, il est prévu une augmentation de près de 23 % des investissements publics. Le rapport de dépendance économique de la région, traditionnellement supérieur à la moyenne provinciale, ne semble pas ramollir. En fait, l'indice de dépendance économique a même augmenté entre 1998 et 2003.

R-D ET INNOVATION

Estrie - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

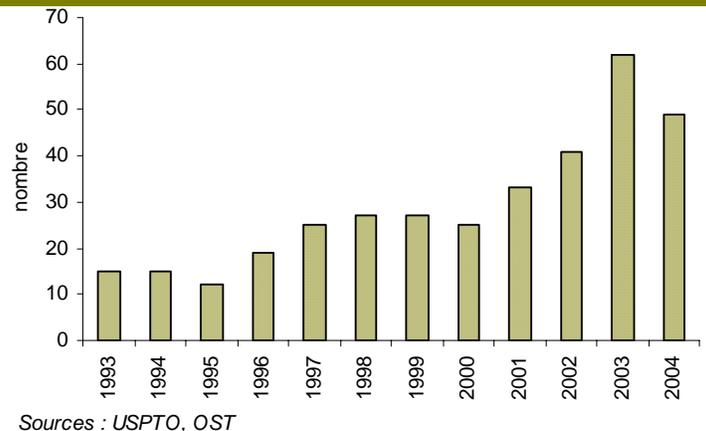


Estrie Publications scientifiques



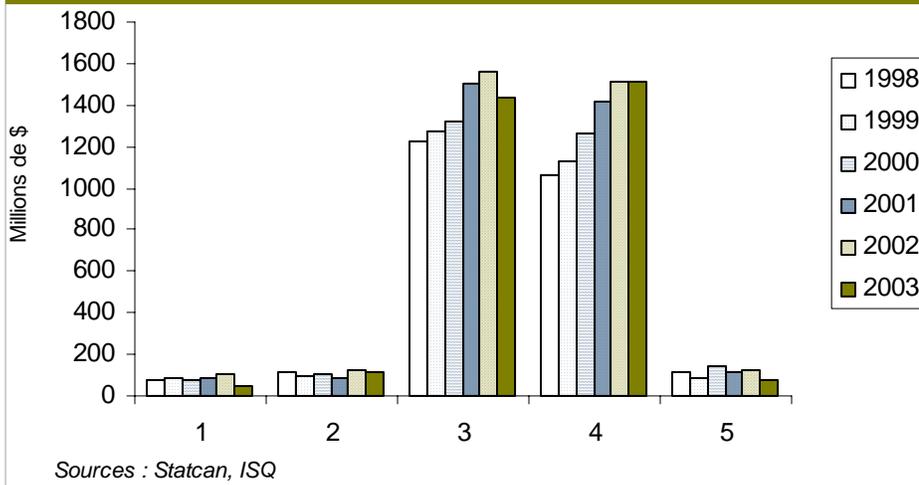
Les dépenses en R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales par établissement ont rebondi en 2003 après avoir tranquillement progressé entre 1998 et 2002. Cette évolution est analogue à ce qui a été constaté au niveau des inventions brevetées qui depuis 2002 semblent s'accrocher au-dessus de 40 brevets par année.

Estrie Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Estrie Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Contrairement à ce qui a été constaté dans la plupart des régions du Québec, la valeur des exportations de l'Estrie semble avoir bien résisté au ramollissement de l'économie américaine entre 2001 et 2003 et à l'appréciation du dollar canadien. Les industries du groupe 4* sont passées de la seconde à la première place dans la valeur des exportations entre 1998 et 2003. Malgré des montants encore modestes, notons que la progression des exportations en Europe se confirme depuis 1998.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

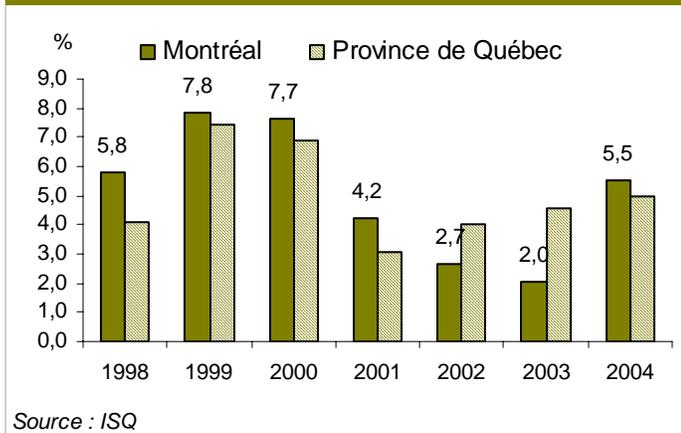
Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

Estrie - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	94,6	82,7	104,5	99,7	149,2	145,2
Japon	18	16,3	23,1	21,5	21	13,8
Amérique du Sud et Mexique	29	20,4	13,6	15,6	15	16,7
États-Unis	2 375,3	2 492,7	2 711,6	3 009,2	3 172,3	2 950,6
Autres	75,2	64	62,2	64,9	65,8	67,2

Sources : Statcan, ISQ

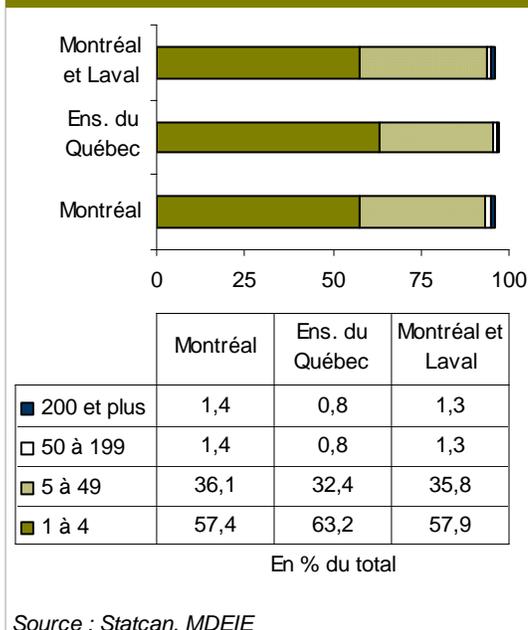
Croissance économique



Conformément à la progression de l'indice de développement économique entre 1999 et 2004, la croissance économique de Montréal semble avoir eu des difficultés, au cours des dernières années, à suivre la moyenne québécoise, bien qu'un effet de rattrapage ait été constaté en 2004. Cela se reflète également dans la progression du revenu personnel par habitant qui est restée systématiquement inférieure à la moyenne québécoise depuis 2002. En 2005, le revenu personnel par habitant a reculé de 1 %, faisant de Montréal et du Nord-du-Québec, les seules régions ayant chuté à ce chapitre.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



C'est à Montréal que la proportion des entreprises de plus de 200 employés est la plus grande. D'ailleurs, Montréal retient 43 % du total des établissements de plus de 200 employés installés au Québec. Il apparaît également que les PME sont globalement plus grandes à Montréal, cela pouvant s'expliquer par le dynamisme de la demande locale et la présence de grands donneurs d'ordre.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions est faible à Montréal. La faiblesse de ce rapport s'explique principalement par le résultat des secteurs de la première transformation de métaux et des produits informatiques qui, malgré le montant important des expéditions annuelles (2,6 et 3,5 milliards de dollars respectivement en 2003), sont vraisemblablement engagés dans un processus de transformation relativement limité. Malgré la diversité industrielle de la métropole, 43 % de la valeur ajoutée manufacturière totale créée dans la région est concentrée dans les industries de l'alimentation (18,5 %), des boissons et produits du tabac (11,5 %), des vêtements (11 %) et des produits chimiques (11,8 %).

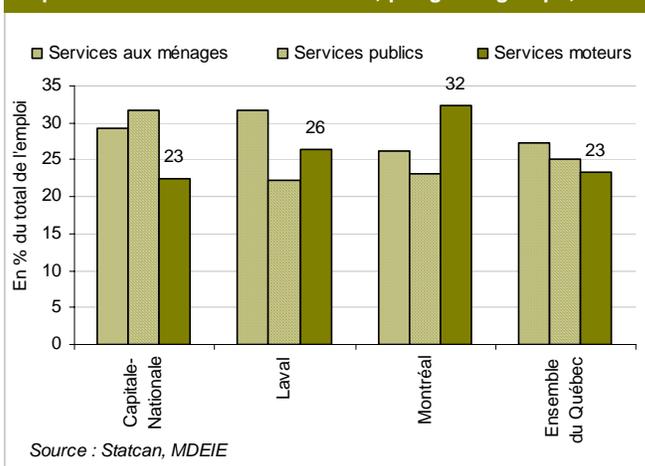
Les services moteurs occupent une place importante dans l'économie montréalaise avec une part de 32 % de l'emploi total, comparativement à 23 % pour l'ensemble du Québec.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
6 Montréal		35,1
311	Aliments	36,2
312	Boissons et produits du tabac	69,6
313	Usines de textiles	44,8
315	Vêtements	50,1
322	Papier	38,8
323	Impression et act. connexes de soutien	56,7
325	Produits chimiques	45,7
326	Produits en caoutchouc et en plastique	43,8
331	Première transformation des métaux	19,3
332	Produits métalliques	48,8
333	Machines	39,4
334	Produits informatiques et électroniques	23,0
335	Matériel, appareils et comp. électriques	47,7
339	Activités diverses de fabrication	57,7

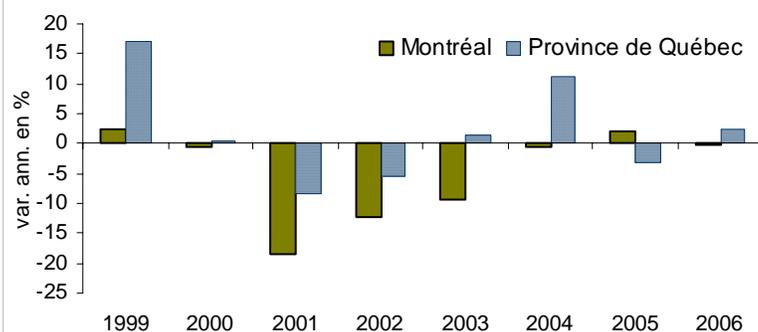
Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

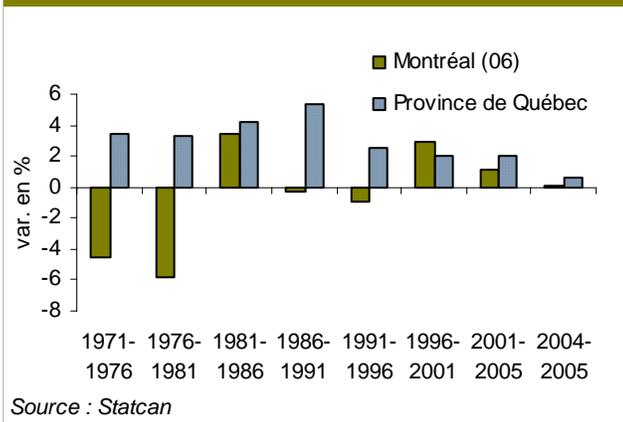
Investissements en immobilisations Machines et équipements



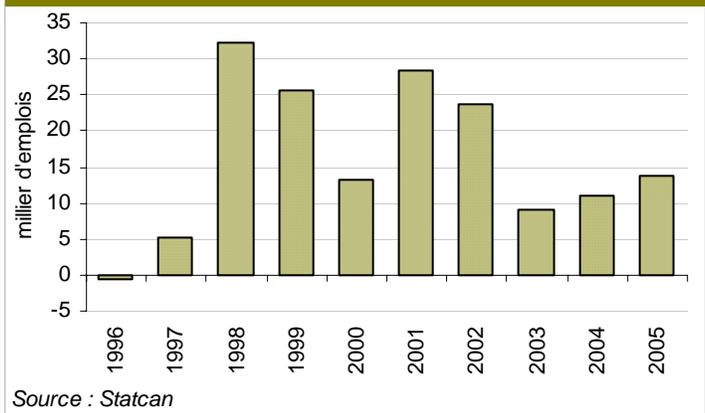
Les investissements en machines et équipements sont restés anémiques à Montréal avec une baisse moyenne annuelle de 5,6 % par an depuis 1999, comparativement à une perte de 0,2 % en moyenne pour l'ensemble du Québec. La relative faiblesse des taux d'intérêt et la force de notre dollar n'aura donc pas eu les effets escomptés sur les achats de machines et équipements des entreprises installées dans la métropole.

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique

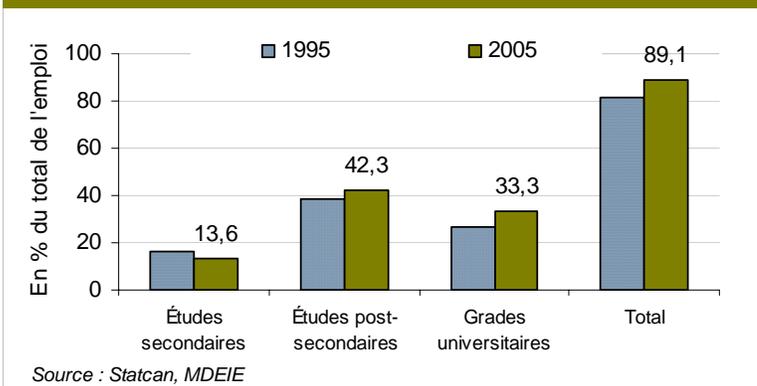


Montréal - Création d'emplois

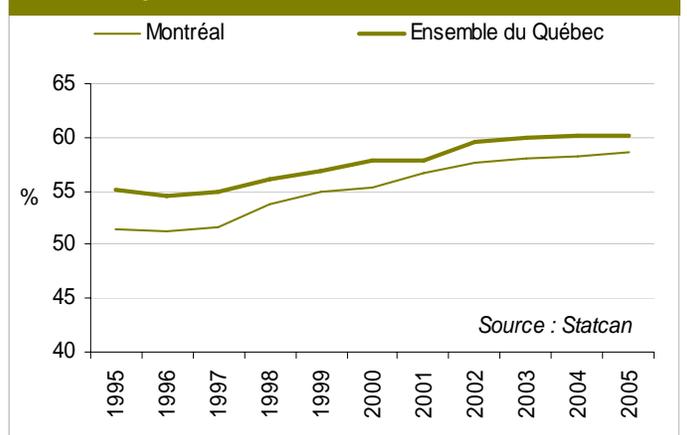


Entre les périodes 1996-2001 et 2004-2005, le rythme de la croissance démographique a ralenti à Montréal. Depuis 2001, la croissance démographique est inférieure à celle de la province. Malgré un ralentissement de la création d'emplois entre 2003 et 2005, le marché de l'emploi est resté particulièrement dynamique au cours des dernières années, tout particulièrement en 2001 et 2002, deux années qui ont concurrencé les sommets de 1998 et 1999 et qui ont permis au taux d'emploi de poursuivre sa progression. Cela dit, malgré la bonne performance de la région au chapitre de l'emploi, le taux d'emploi de la Métropole, un indicateur de la capacité à utiliser les ressources disponibles en travail, reste inférieur à la moyenne québécoise. Pourtant, le pourcentage de diplômés universitaires à Montréal est parmi les plus élevés dans la province (33,3 % à Montréal, à comparer avec une moyenne de 21,5 % pour le Québec). De plus, c'est à Montréal que la proportion des travailleurs détenteurs d'un grade universitaire a affiché la plus belle progression (+6,4 points de pourcentage entre 1995 et 2005 pour Montréal, versus +3,7 % à l'échelle de la province).

Montréal - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

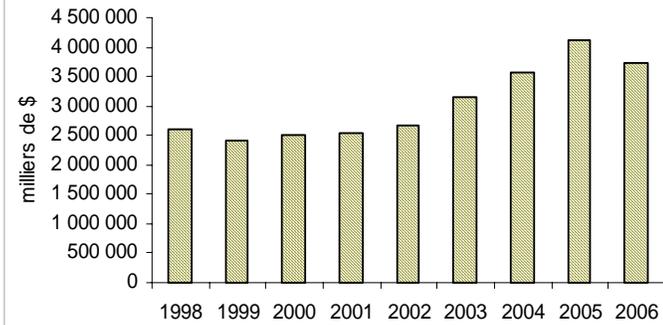


Taux d'emploi



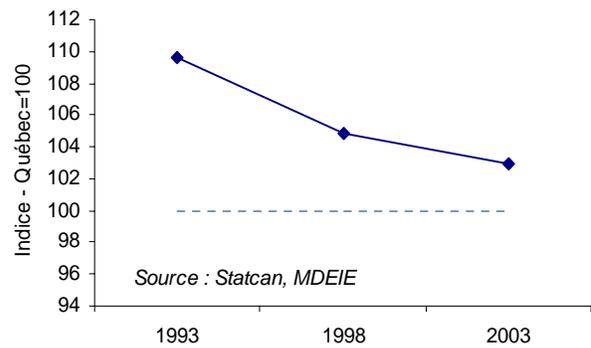
INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Montréal Immobilisations du secteur public



Sources : ISQ, Statcan

Montréal Rapport de dépendance économique

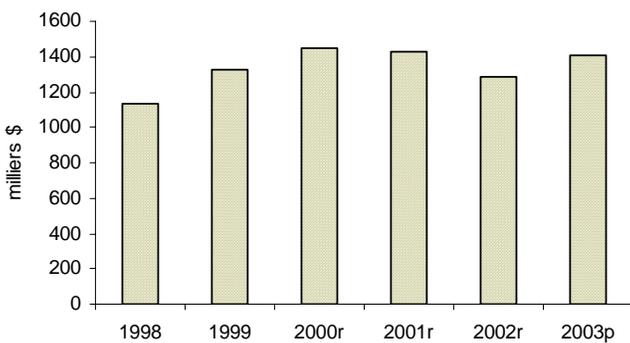


Source : Statcan, MDEIE

Les immobilisations du secteur public ont repris une direction à la hausse depuis 2002 après plusieurs années de stagnation. Elles ont atteint un sommet de plus de 4 milliards de dollars en 2005. Cela représente une hausse de près de 60 % par rapport à la moyenne de 2,5 milliards de dollars enregistrée entre 1998 et 2001. Entre 1993 et 2003, le rapport de dépendance économique a nettement diminué à Montréal, malgré le fait qu'il reste supérieur à la moyenne du Québec.

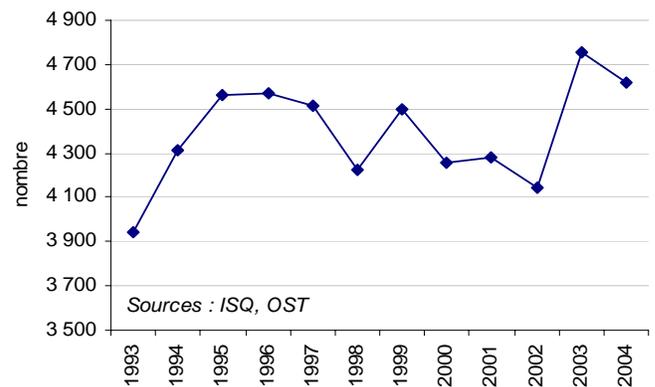
R-D ET INNOVATION

Montréal- Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros



Sources : Statcan, ISQ

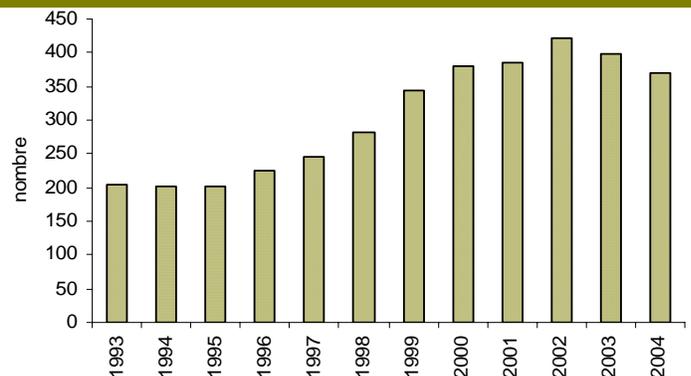
Montréal Publications scientifiques



Sources : ISQ, OST

Depuis 2000, on constate une relative stagnation des dépenses de R-D du secteur des entreprises commerciales par établissement. Précisons que la Métropole canalise 62 % des dépenses de R-D privées de la province. La présence dans la région de secteurs à forte intensité en R-D et le nombre relativement important de grandes entreprises expliquent le fait que le montant moyen des dépenses en R-D intra-muros réalisées par établissement ayant des activités de R-D intra-muros est nettement supérieur à la moyenne provinciale (1,4 million versus 0,8 million en moyenne au Québec). Après une forte progression entre 1998 et 2002, les inventions brevetées ont légèrement diminué pour la région mais cette baisse ne présume pour l'instant rien de tendanciel. À partir de 1997, les publications scientifiques ont pris une direction à la baisse pour ensuite piquer à la hausse en 2003 et 2004.

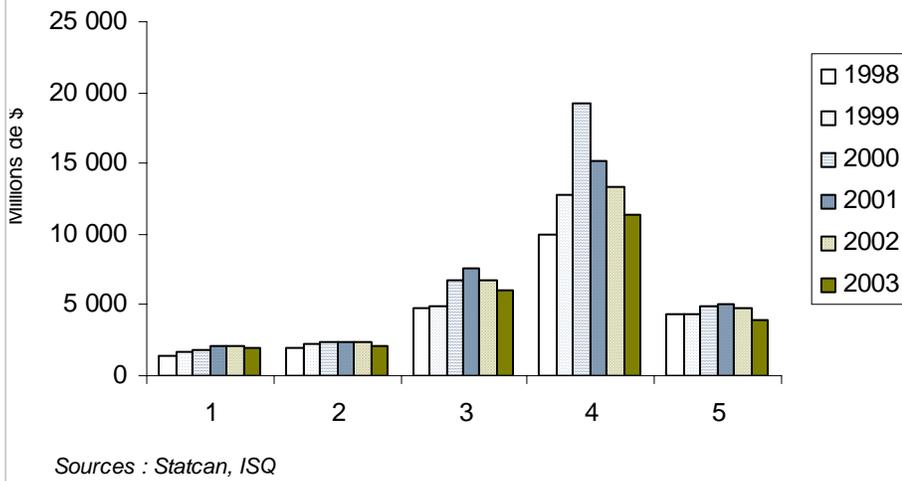
Montréal Inventions brevetées à l'USPTO



Sources : USPTO, OST

COMMERCE INTERNATIONAL

Montréal Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Les dernières données auront été marquées par une chute des exportations de marchandises entre 2000 et 2003. Bien que cette chute s'explique par la forte baisse des expéditions à destination des États-Unis (-8,2 milliards de dollars), une baisse est constatée dans la plupart des destinations, avec notamment une perte de 1 milliard en Europe au cours de la même période.

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

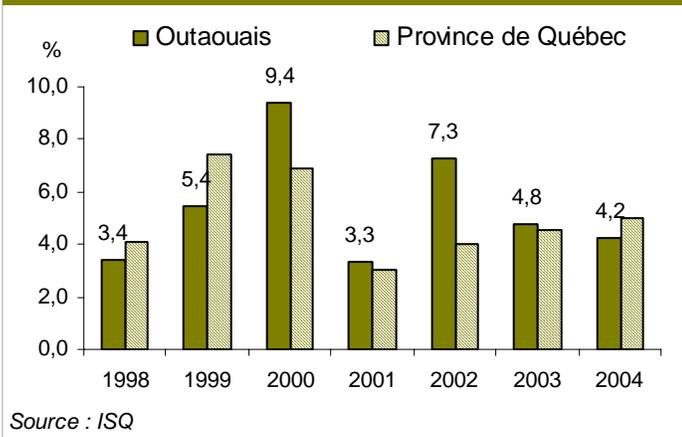
Montréal - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	2188,7	2360,3	3501,2	3370,8	2592,7	2149,9
Japon	498,2	439,8	500,6	439,8	583,3	617,9
Mexique	23,3	25,7	36,5	104,1	67,1	63,0
Amérique du Sud	286,6	195,4	289,1	272,6	204,2	181,5
États-Unis	17665,0	21608,1	28977,2	26274,6	23712,9	20729,9
Autres	1889,5	1501,9	1884,8	1809,7	2173,0	1826,0

Sources : Statcan, ISQ

07 - OUTAOUAIS

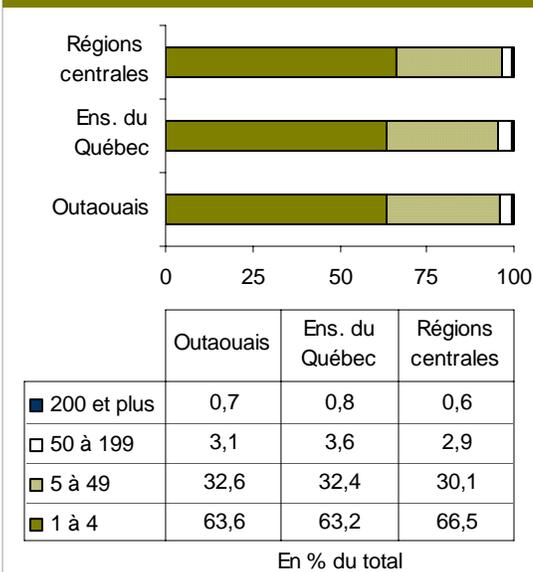
Croissance économique



La croissance économique de l'Outaouais est restée robuste depuis 1998, malgré le ralentissement observé en 2001. En 2004, l'Outaouais s'est placé en 5^{ième} place parmi les régions québécoises au niveau de l'indice de développement, appuyé d'une croissance démographique robuste, un bon taux de scolarisation, particulièrement pour les grades universitaires, ainsi qu'une progression du revenu disponible globalement plus élevée que la moyenne de la province au cours des dernières années.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



La taille des entreprises apparaît plus importante en Outaouais que la moyenne des régions centrales : 63,5 % des établissements sont de 4 employés et moins contre un pourcentage de 66,5 % pour la moyenne des régions centrales.

Source : Statcan, MDEIE

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

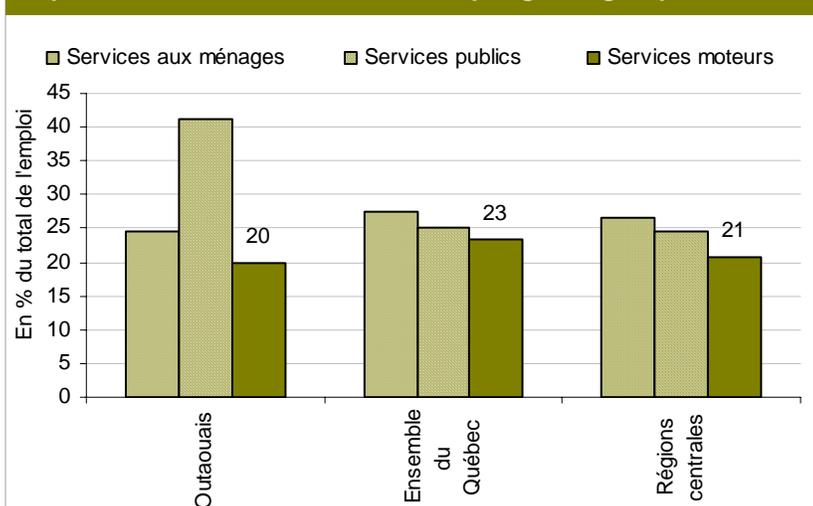
Près de 50 % de la création de valeur ajoutée manufacturière de la région est concentrée dans le secteur du papier (15 % dans l'industrie des produits du bois). Le ratio de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières est inférieur à la moyenne provinciale, avec un taux de 37,4 %. Les efforts de diversification industrielle sont moins motivés du fait de l'importance des emplois publics avec la présence du gouvernement fédéral. Ainsi, plus de 40 % de l'emploi est directement attaché aux services publics, contre une moyenne de 25 % au Québec. Cela limite la part des emplois dans les services moteurs même si la moyenne de la région de l'Outaouais (20 %) reste proche de la moyenne des régions centrales (21 %).

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
7	Outaouais	37,4
321	Produits en bois	33,3
322	Papier	35,5
323	Impression et act. connexes de soutien	54,3
334	Produits informatiques et électroniques	56,7
336	Matériel de transport	47,4
339	Activités diverses de fabrication	39,3

Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005

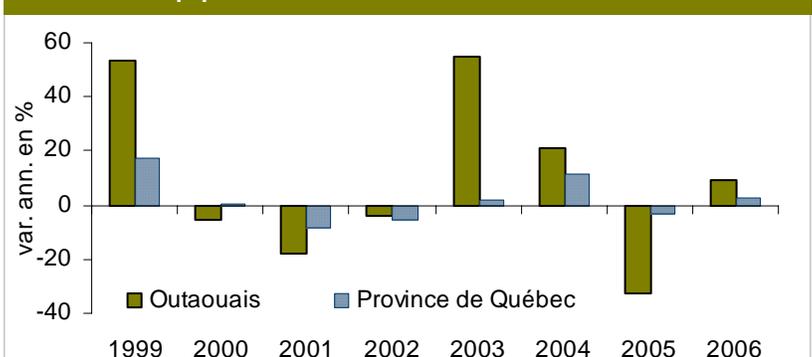


Source : Statcan, MDEIE

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les prévisions pour 2006 tablent pour une augmentation de près de 10 % des investissements en machines et équipements pour l'Outaouais. À part pour l'année 2005, la croissance des investissements en machines et équipements de la région est restée depuis 2003 largement supérieure à la moyenne québécoise.

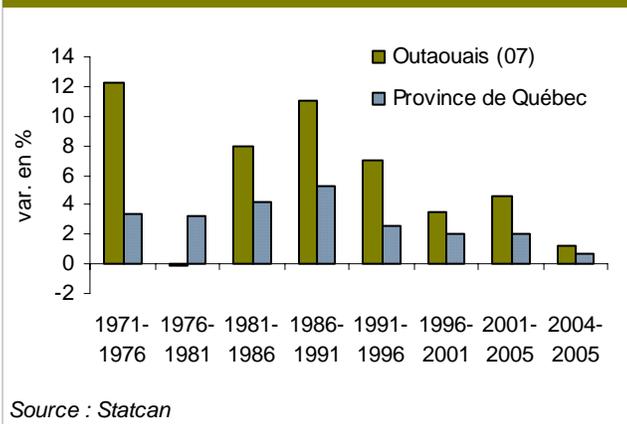
Investissements en immobilisations Machines et équipements



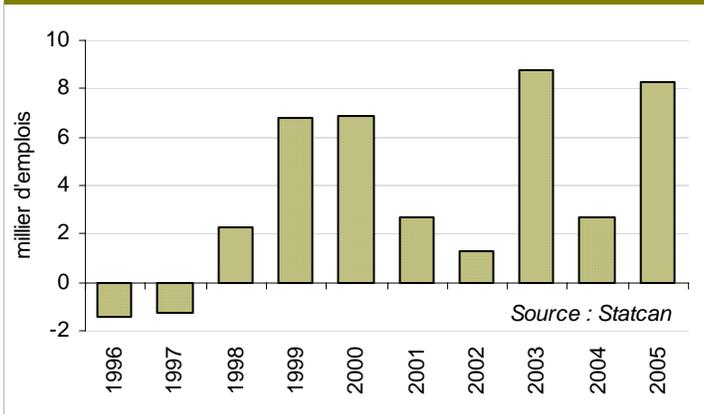
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

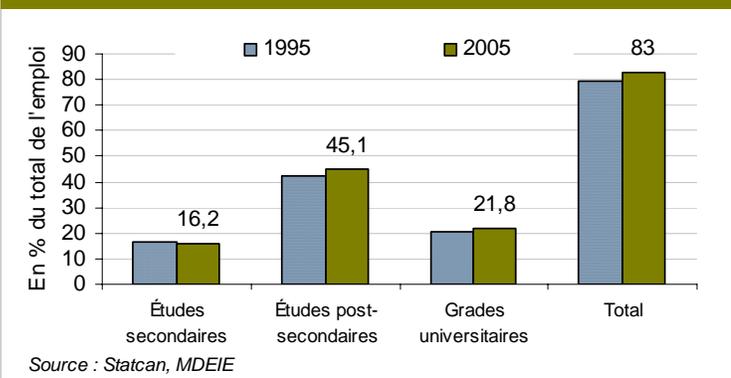


Outaouais - Création d'emplois

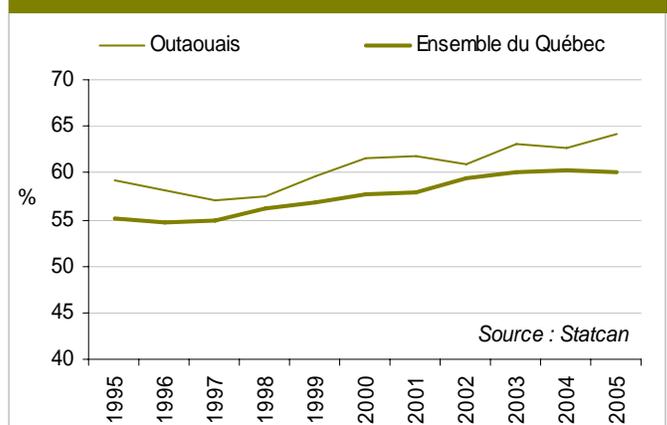


La croissance de la population reste relativement forte dans la région. Cela s'explique en particulier par la vitalité de l'emploi. Depuis 1998, la création d'emplois est strictement restée en territoire positif, ce qui a permis une progression tout à fait significative du taux d'emploi. Conformément à la progression provinciale, de plus en plus de travailleurs de la région sont diplômés. On notera un taux légèrement plus élevé des gradués universitaires en Outaouais que la moyenne du Québec.

Outaouais - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

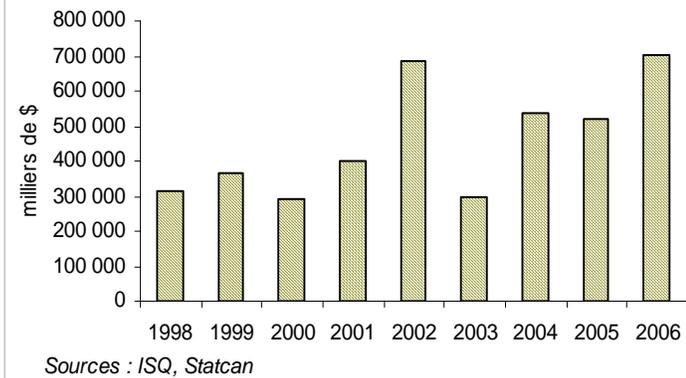


Taux d'emploi

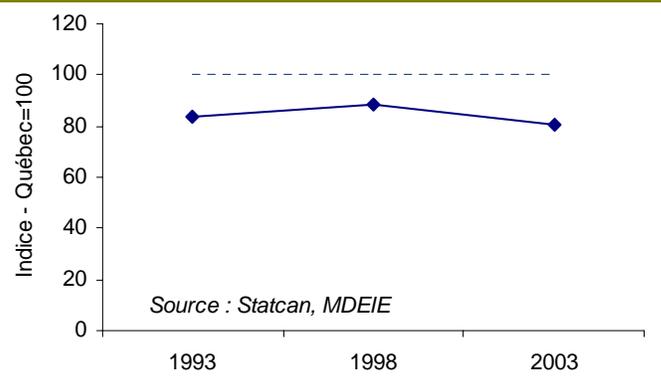


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Outaouais Immobilisations du secteur public



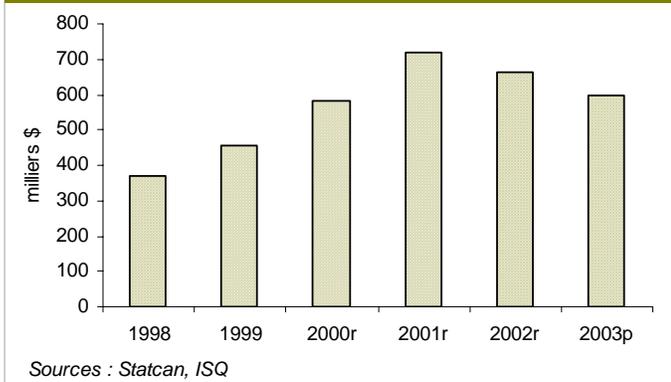
Outaouais Rapport de dépendance économique



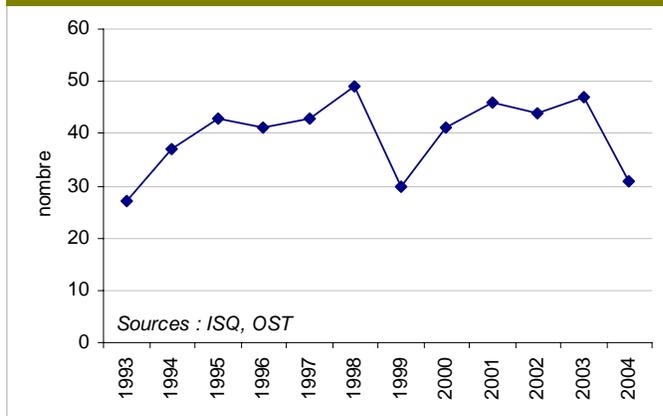
La présence du gouvernement fédéral explique la forte proportion des investissements publics dans la région (29 % des investissements réalisés en Outaouais sont issus du secteur public contre une moyenne de 15 % pour les régions centrales et 24 % pour la province du Québec). Le rapport de dépendance économique est en baisse depuis 1998, sous l'effet d'une économie relativement en bonne santé et une progression marquée du revenu net par habitant.

R-D ET INNOVATION

Outaouais - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

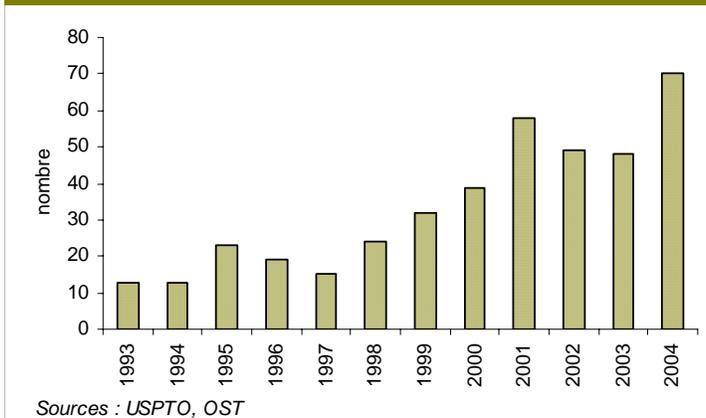


Outaouais Publications scientifiques



Les dépenses en R-D par entreprise commerciale ont nettement progressé entre 1998 et 2001, pour ensuite marquer une pause en 2002 et 2003. Ceci ne remet toutefois pas en question l'élan entrepris par la région. D'ailleurs, les inventions brevetées continuent à progresser avec un nombre de brevets enregistrés exceptionnel en 2004.

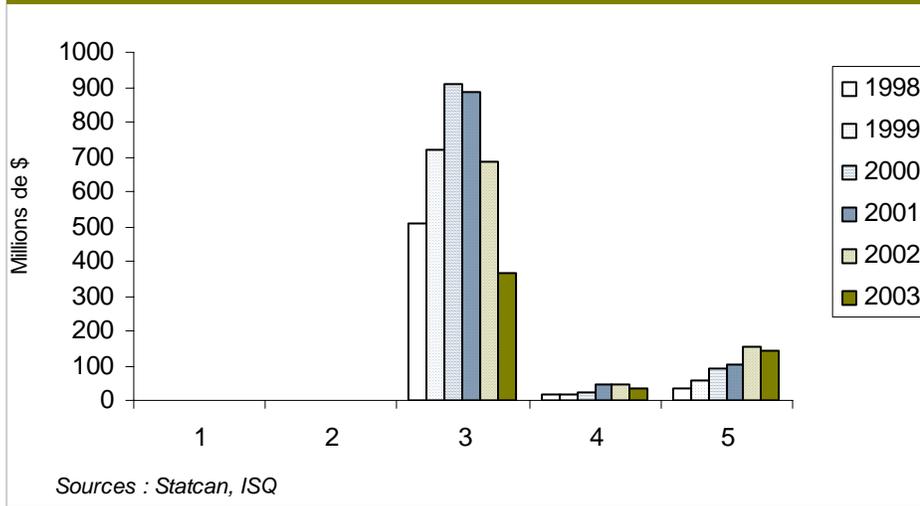
Outaouais Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Outaouais

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Le repli de la valeur des exportations depuis 2001 enregistré dans le groupe 3* s'explique principalement par les difficultés rencontrées dans les industries reliées à la foresterie au cours des dernières années. Ce repli n'est pas compensé par les hausses encourageantes constatées dans les groupes 4 et 5. Les exportations à destination des États-Unis ont fortement diminué avec une chute de près de 50 % entre 2001 à 2003. Cela révèle l'importance pour l'Outaouais de diversifier ses activités manufacturières.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues.

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

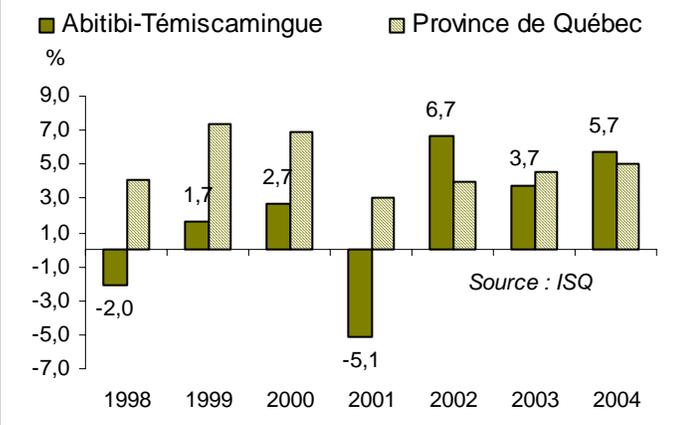
Outaouais - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	57,2	66,3	84,3	55,4	55,5	53
États-Unis	477,5	705,7	923,5	964,3	814,3	482,6
Autres	27,3	22,7	15	15,4	10,5	8,3

Sources : Statcan, ISQ

08 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

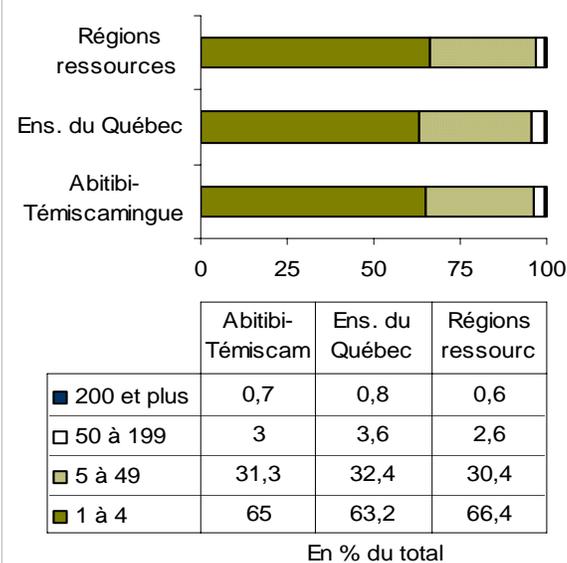
Croissance économique



Après une forte chute en 2001, l'Abitibi-Témiscamingue a réussi à maintenir ses taux de croissance économique à un taux moyen de 5,4 % entre 2002 et 2004 (4,5 % pour la moyenne de la province). Malgré ce relatif dynamisme, l'indice de développement économique de la région était en baisse entre 1999 et 2004, ce qui s'explique en grande partie par le déclin démographique de la région.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



Source : Statcan, MDEIE

Comparativement aux autres régions ressources les grandes entreprises sont relativement plus nombreuses en Abitibi-Témiscamingue, ce qui s'explique probablement par une structure industrielle concentrée autour de quelques grands secteurs clés.

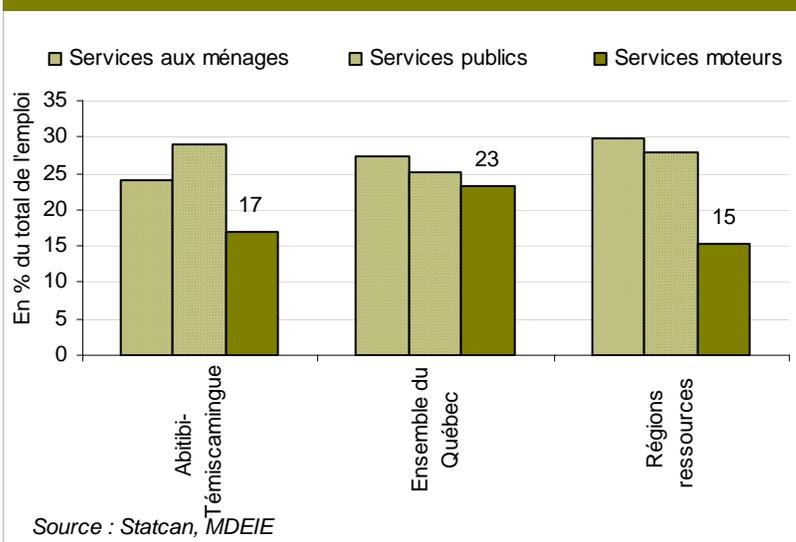
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Plus de 53 % de la création de la valeur ajoutée de l'Abitibi-Témiscamingue est concentrée dans l'industrie des produits du bois. Cette industrie enregistre un rapport sectoriel de 42,4 %, ce qui apparaît très bon comparativement aux résultats pour cette industrie dans les autres régions. Les services moteurs occupent 17 % de l'emploi total de la région, un niveau supérieur à la moyenne des régions ressources.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
8 Abitibi-Témiscamingue	28,3
311 Aliments	12,9
321 Produits en bois	42,4

Source : Statcan, ISQ

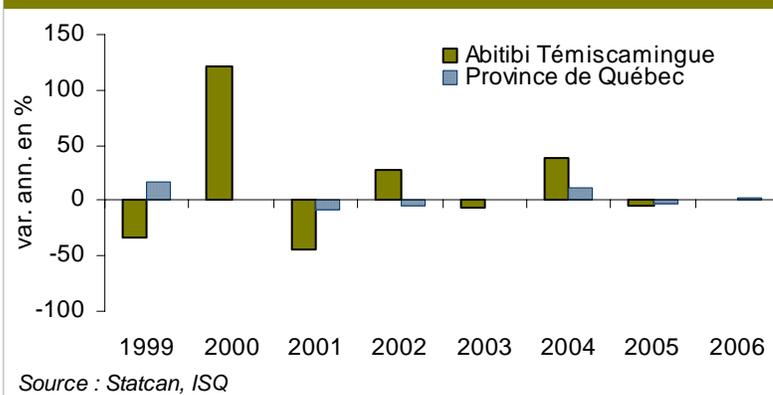
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

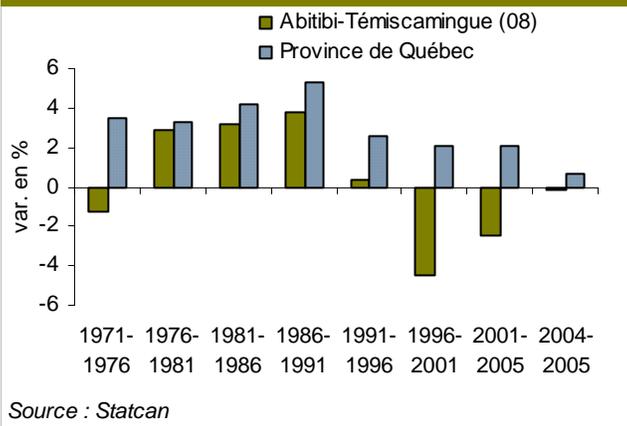
Par nature, l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue peut subir de fortes variations d'année en année. Cela s'observe notamment au niveau des investissements privés en machines et équipements qui, après une augmentation de près de 40 % en 2004, ont diminué de 5,5 % en 2005. Pour 2006, la croissance des investissements en machines et équipements sera à peu près nulle.

Investissements en immobilisations Machines et équipements

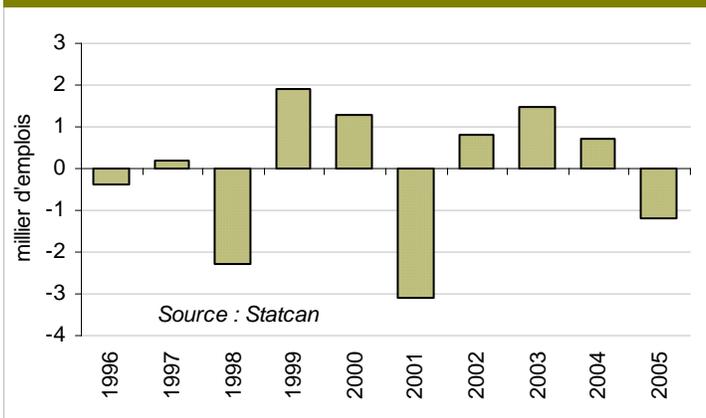


MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique

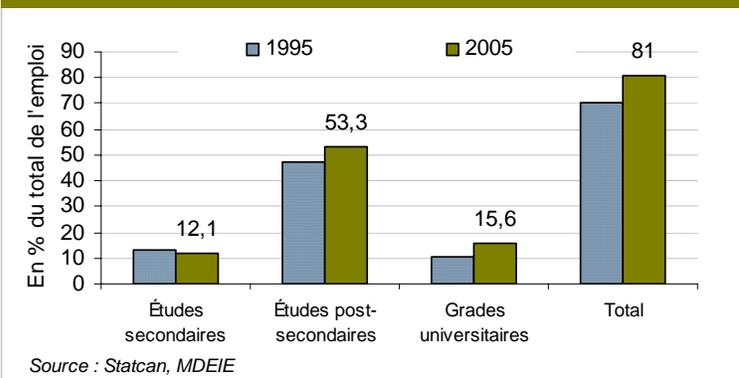


Abitibi-Témiscamingue - Création d'emplois

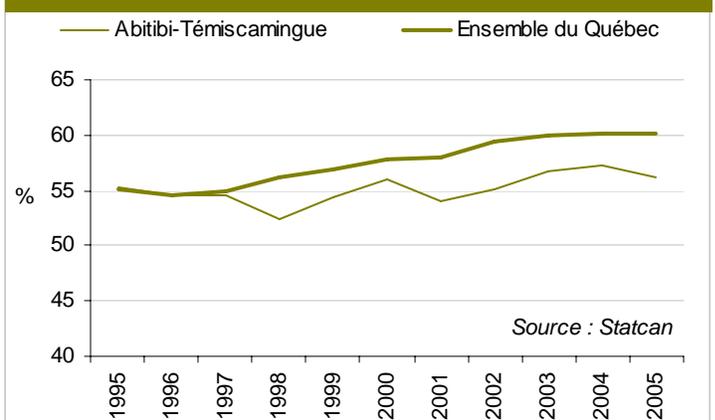


Après une chute de la population entre 1996 et 2004, la décroissance démographique semble s'être stabilisée en 2005. Les pertes d'emplois enregistrées en 2001 auront à peine été compensées par la hausse de l'emploi entre 2002 et 2004. L'année 2005 s'est également soldée en territoire négatif au chapitre de l'emploi, ce qui est à lier avec la consolidation en cours des industries du bois. Le taux de scolarisation est en hausse depuis 1995 mais reste inférieur en 2005 au taux moyen des régions ressources (81 % versus 81,5 %).

Abitibi-Témiscamingue - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

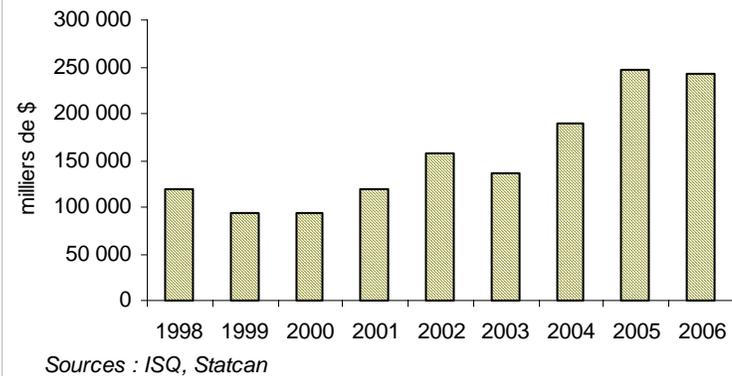


Taux d'emploi

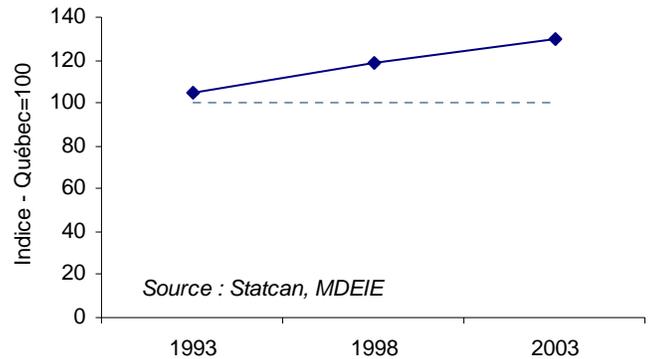


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Abitibi-Témiscamingue Immobilisations du secteur public



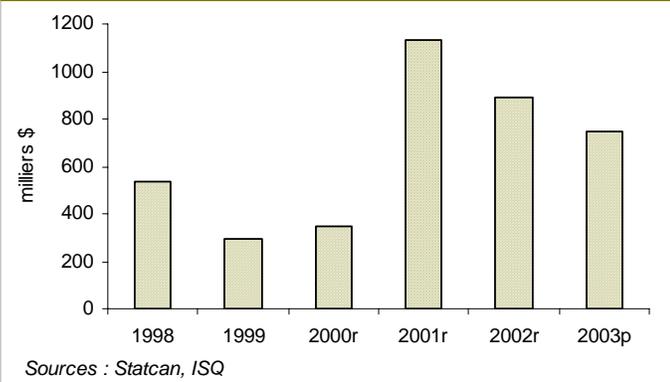
Abitibi-Témiscamingue Rapport de dépendance économique



Les immobilisations du secteur public sont en augmentation depuis 2000 pour atteindre un sommet de 250 millions de dollars en 2005, ce qui est également le montant prévu pour l'année 2006. Le rapport de dépendance économique a augmenté de près de 30 % entre 1993 et 2003, reflétant notamment les difficultés de l'économie régionale et de son marché du travail à s'ajuster face à la réorganisation des industries forestières.

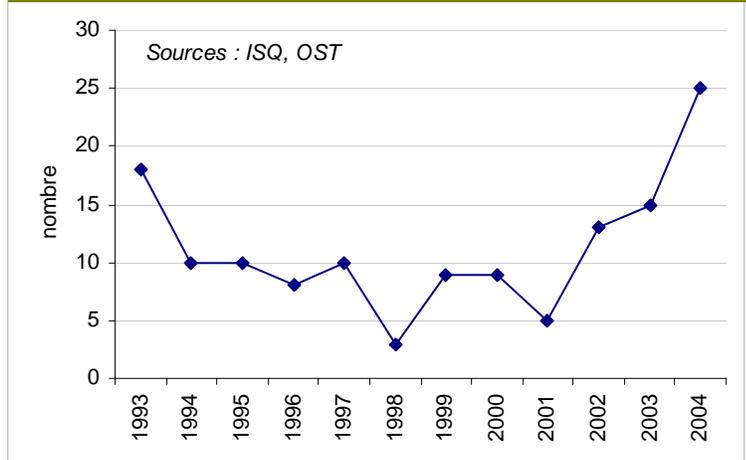
R-D ET INNOVATION

Abitibi-Témiscamingue - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

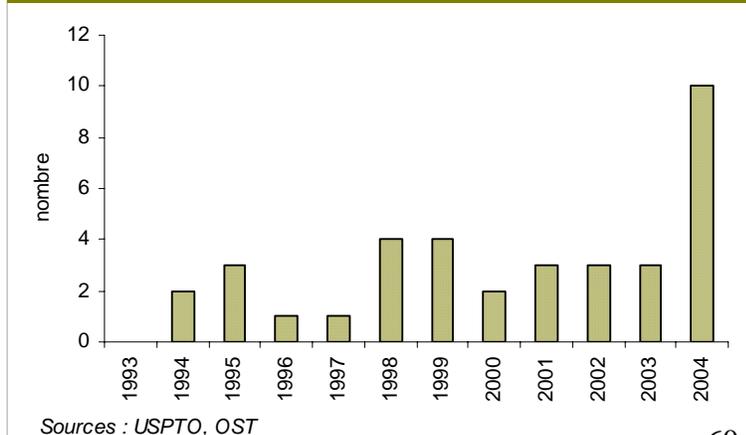


Les dépenses privées par établissement de R-D intra-muros ont bondi en 2001 pour se maintenir à des niveaux relativement élevés en 2002 et 2003. Il semble en résulter une hausse des inventions brevetées en 2004, au nombre de dix, comparativement à une moyenne de 2,6 entre 1994 et 2003. Les publications scientifiques semblent de leur côté avoir retrouvé une certaine ardeur depuis 2002, passant d'un nombre de 5 à 25 entre les années 2001 et 2004.

Abitibi-Témiscamingue Publications scientifiques



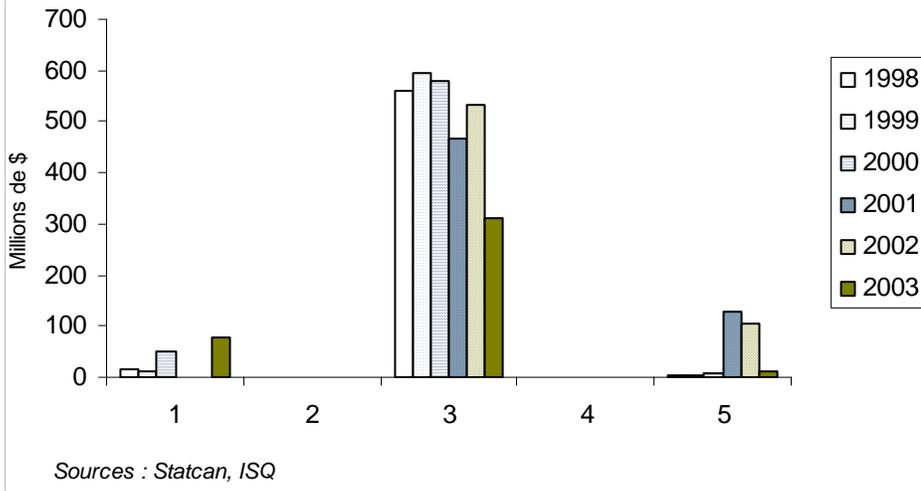
Abitibi-Témiscamingue Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Abitibi-Témiscamingue

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Depuis le sommet de 1999, les exportations de l'Abitibi-Témiscamingue à destination des États-Unis ont diminué de 26 % pour atteindre 292 millions de dollars en 2003. Essentiellement concentrées dans le groupe 3*, les exportations de la région ont également tendance à diminuer dans les autres pays.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

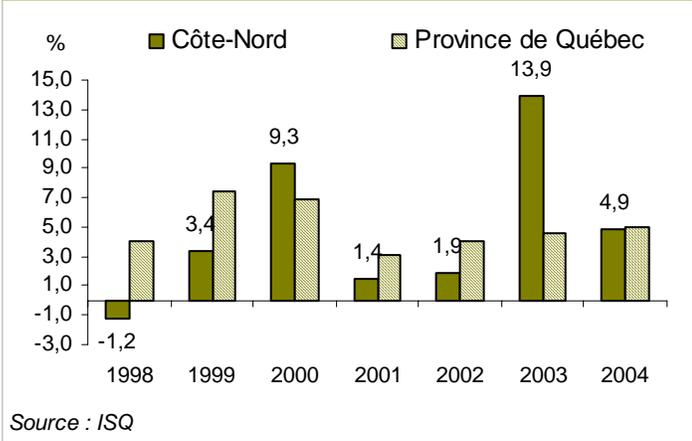
Abitibi-Témiscamingue - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
États-Unis	355,1	395,5	349,4	362,4	381	292,1
Autres	228,9	214,8	288,4	232,2	256,7	108,8

Sources : Statcan, ISQ

09 - CÔTE-NORD

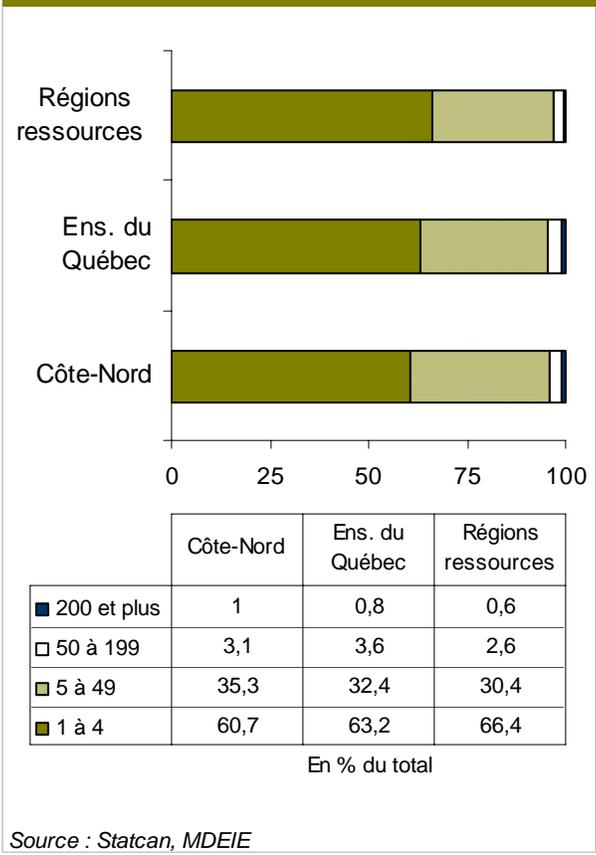
Croissance économique



Après de très faibles taux en 2001 et 2002, le rythme de croissance économique de la Côte-Nord a rebondi en 2003 pour se stabiliser en 2004 autour de la moyenne provinciale. La région a enregistré une forte baisse de son indice de développement économique entre 1999 et 2004, notamment sous l'effet d'une croissance démographique toujours négative et d'une création d'emplois globalement nulle au cours des dernières années.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



La structure industrielle particulière de la Côte-Nord explique la taille relativement plus importante des entreprises installées dans la région que dans le reste de la province.

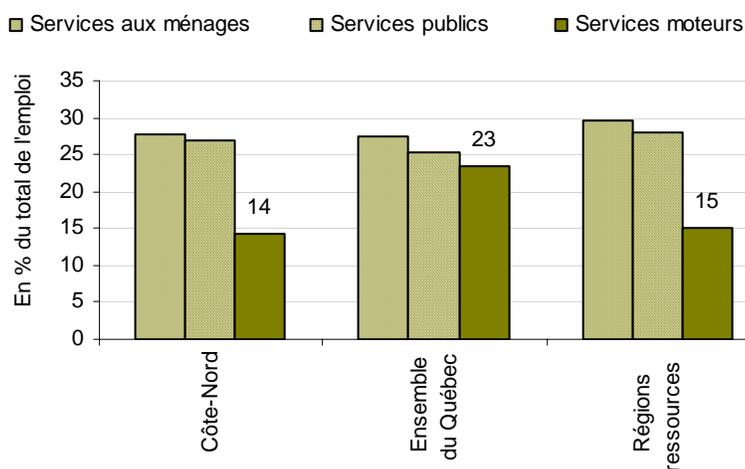
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières de la région est évalué à 45,6 % pour l'année 2003, à un niveau donc bien supérieur à la moyenne du Québec. La présence de services moteurs reste timide dans la région avec un poids de 14 % par rapport à l'emploi total.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
9 Côte-Nord	45,6
321 Produits en bois	36,5
323 Impression et act. connexes de soutien	60,5
325 Produits chimiques	17,4
326 Produits en caoutchouc et en plastique	45,9
327 Produits minéraux non métalliques	44,8
337 Meubles et produits connexes	57,0

Source : Statcan, ISQ

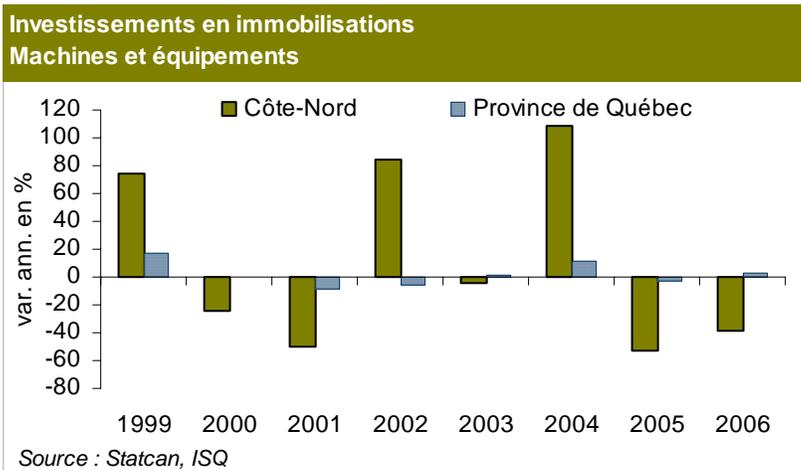
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

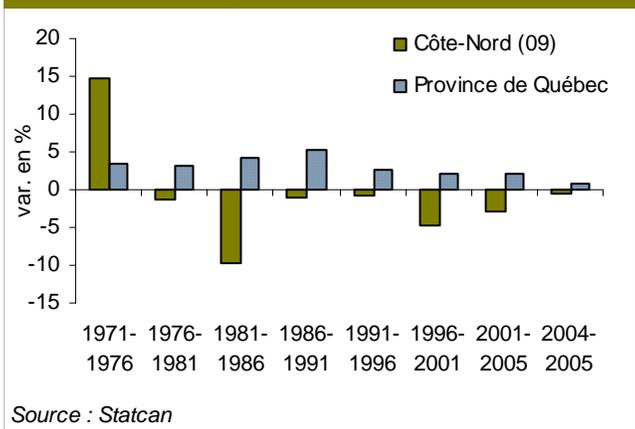
Par nature, et comme toute économie très concentrée autour de quelques secteurs clés, l'économie de la Côte-Nord peut traverser de fortes variations d'année en année. Cela est aussi le cas des investissements privés en machines et équipements qui, après une augmentation de près de 108 % en 2004, ont diminué de 53 % en 2005. Cette décroissance devrait se poursuivre en 2006.



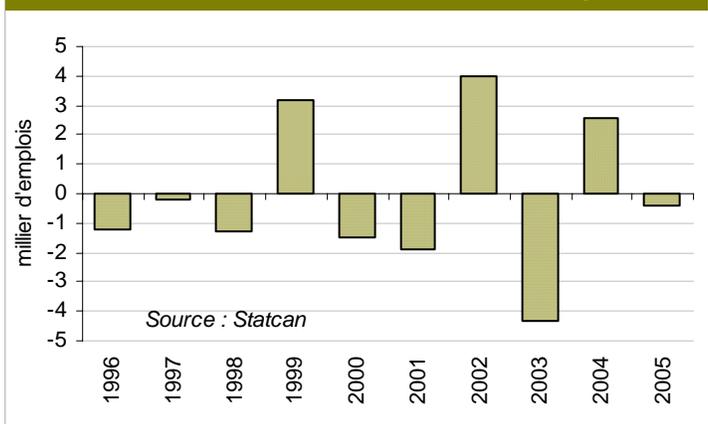
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



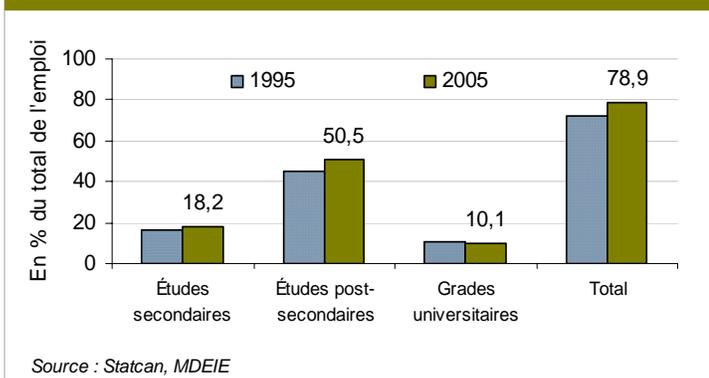
Côte-Nord et Nord du Québec - Création d'emplois



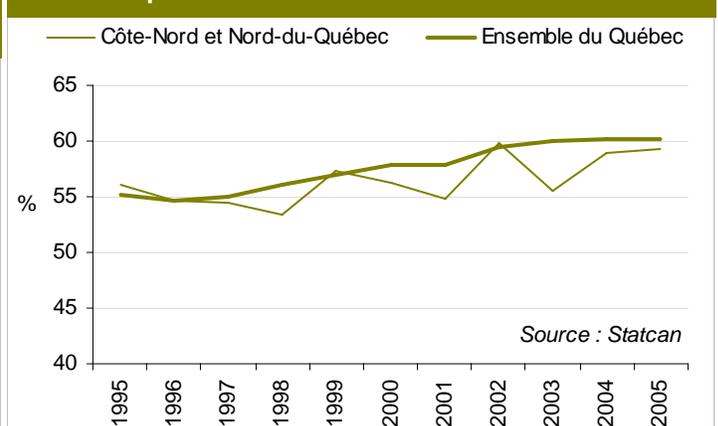
La croissance démographique de la Côte-Nord reste résolument négative depuis la fin des années 1970. On constate cependant un ralentissement du déclin démographique depuis 2001. Tout comme les investissements, la création d'emplois ainsi que le taux d'emploi sont très instables d'une année à l'autre. Pour la Côte-Nord et le Nord-du-Québec*, la création d'emplois est globalement nulle depuis 1996. Le taux de scolarisation des travailleurs de la Côte-Nord a augmenté entre 1995 et 2005. Cette progression est cependant entachée par la réduction des travailleurs détenteurs d'un diplôme universitaire.

* les statistiques sur la création d'emplois sont compilées par les organismes de statistiques pour les deux régions, pris dans leur ensemble.

Côte-Nord - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



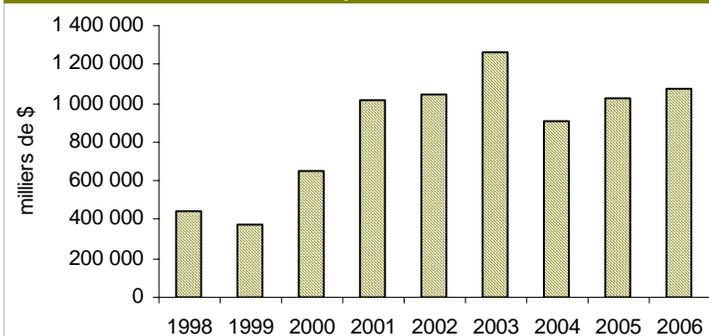
Taux d'emploi



INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Côte-Nord

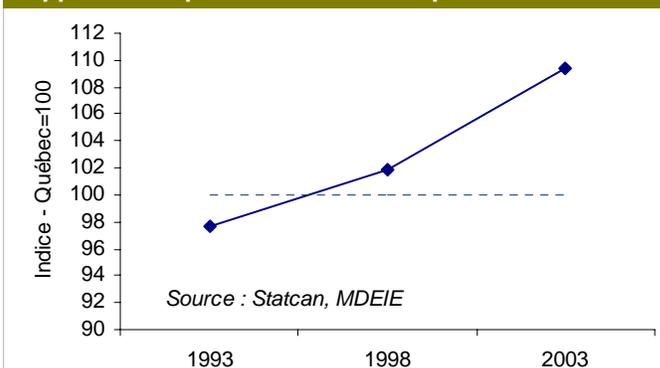
Immobilisations du secteur public



Sources : ISQ, Statcan

Côte-Nord

Rapport de dépendance économique

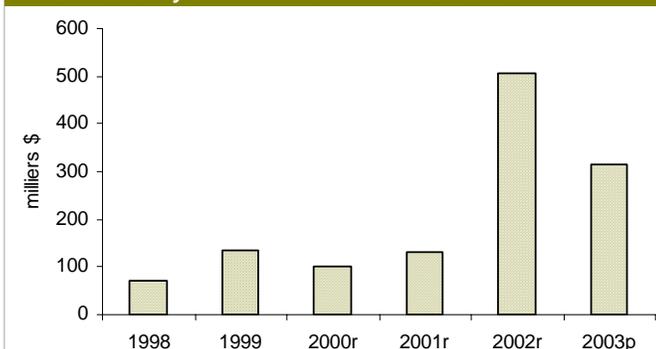


Source : Statcan, MDEIE

L'importance de la production hydroélectrique explique le poids des investissements publics dans le total des investissements de la région (56,8 % en moyenne pour la période 2000-2006). Depuis 2000, les immobilisations du secteur public s'inscrivent dans une tendance haussière. Cela n'a pas empêché la nette augmentation du rapport de dépendance économique de la région entre 1998 et 2003.

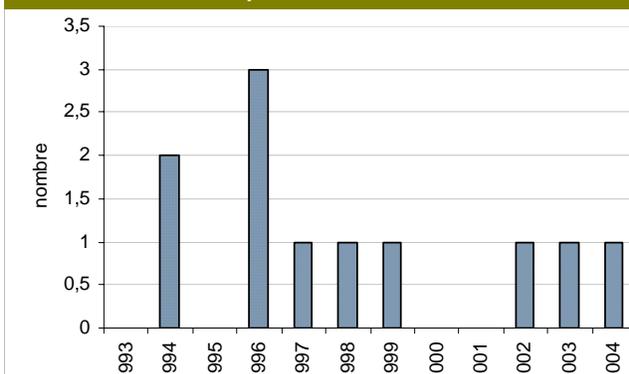
R-D ET INNOVATION

Côte-Nord et Nord-du-Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros



Sources : Statcan, ISQ

Côte-Nord Publications scientifiques

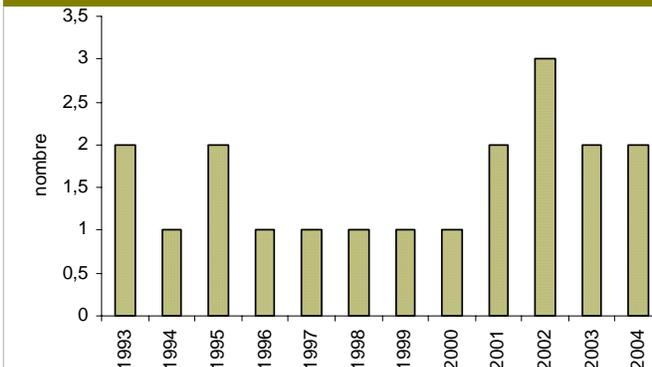


Sources : ISQ, OST

Les dépenses de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales regroupent les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Pour ces deux régions, seuls 25 établissements ont des activités de R-D. Ceci ne permet pas d'établir une tendance particulière pour le moment, et ce malgré la nette augmentation des dépenses par établissement enregistrée en 2002 et 2003.

Cependant, l'augmentation des inventions brevetées dans la région de la Côte-Nord constatée depuis 2001 est un résultat malgré tout positif.

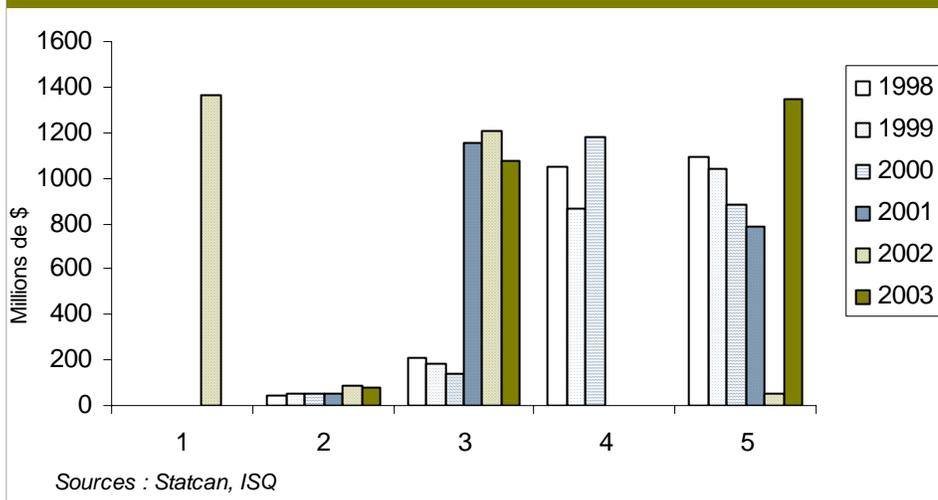
Côte-Nord Inventions brevetées à l'USPTO



Sources : USPTO, OST

COMMERCE INTERNATIONAL

Nord-du-Québec, Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Les données prennent en compte la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine. Les exportations sont apparues relativement robustes depuis 1998, contrairement à ce qui a pu être constaté dans les autres régions et malgré l'appréciation de la devise canadienne depuis 2002. On note la relative importance des exportations à destination de l'Europe.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

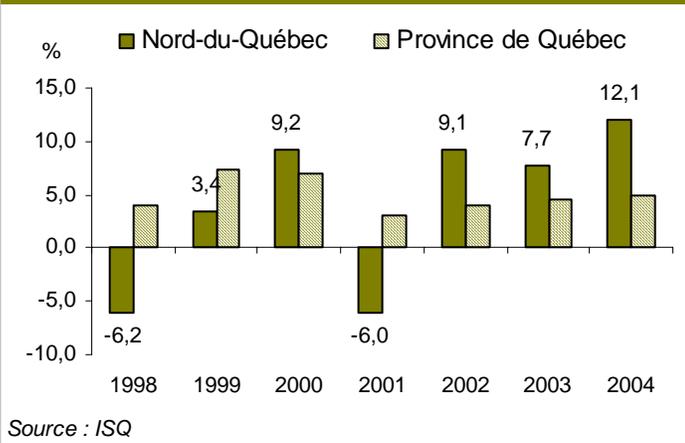
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	752,9	689,5	586,5	509,9	884,1	725,2
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7
États-Unis	1 379,50	1 166,00	1 379,20	1 199,30	1 474,10	1 418,60
Autres	233,2	250,4	255,8	251,3	314,3	331,4

Sources : Statcan, ISQ

10 - NORD-DU-QUÉBEC

Croissance économique



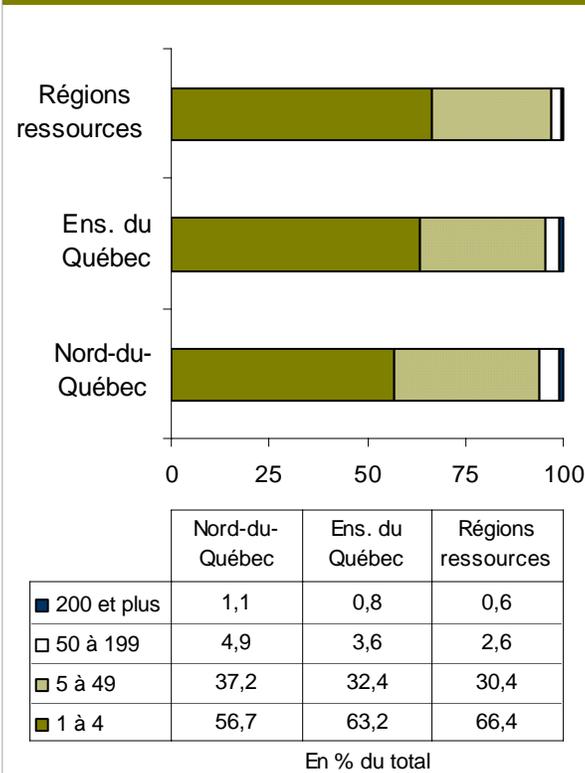
La région du Nord-du-Québec dispose d'un statut plutôt particulier, ne serait-ce du fait que près de 50 % de la production hydroélectrique de la province est tirée de cette région. De plus, le Nord-du-Québec ne représente que 0,5 % de la population québécoise alors que son territoire occupe 55 % de la superficie de la province.

La croissance économique a affiché des taux exceptionnels au cours des dernières années, dépassant ainsi largement la moyenne québécoise.

Malgré un niveau parmi les plus bas dans la province, l'indice de développement économique aura enregistré une très belle progression entre 1999 et 2004. Cela semble essentiellement s'expliquer par une hausse marquée du taux de scolarité des travailleurs : entre 1995 et 2005, le taux de scolarité des travailleurs est globalement passé de 60 % à 80 %.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



L'activité économique de la région est principalement centrée sur l'exploitation des ressources naturelles et menée par quelques grands donneurs d'ordre. Cela explique la relative importance des établissements de plus de 200 employés et la relative faiblesse des micro-entreprises (1 à 4 employés).

Source : Statcan, MDEIE

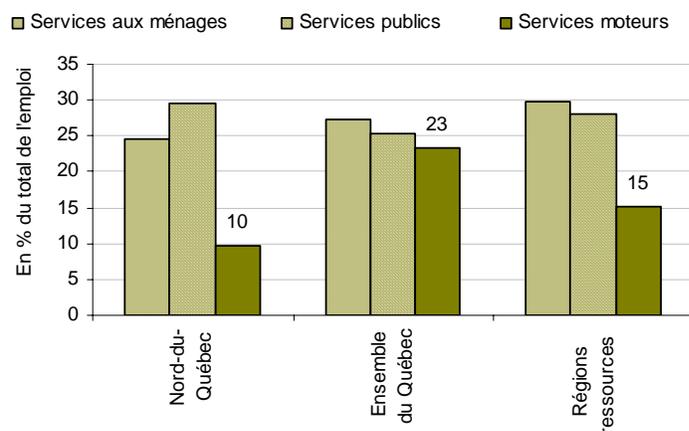
VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Pour le Nord-du-Québec, le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières est légèrement inférieur à la moyenne provinciale. La concentration de l'activité économique autour de l'exploitation des ressources naturelles explique probablement ce résultat. La diversification industrielle relativement restreinte de la région explique la faible proportion d'emplois dans les secteurs moteurs de l'économie (10 % comparativement à 15 % dans les autres régions ressources).

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
10 Nord-du-Québec	36,4

Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005

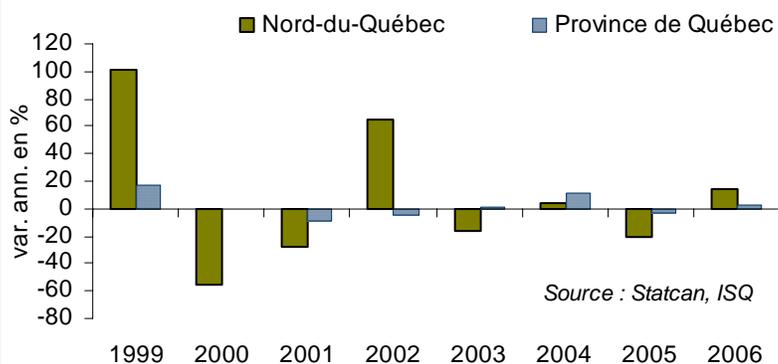


Source : Statcan, MDEIE

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements en machines et équipements du secteur privé n'ont pas véritablement progressé depuis 2003. Il faut dire que les investissements de cette région évoluent grandement en fonction de grands projets, d'où des taux de variation plus souvent qu'autrement à deux chiffres. En 2006, il est prévu une augmentation des investissements privés en machines et équipements d'environ 14 %.

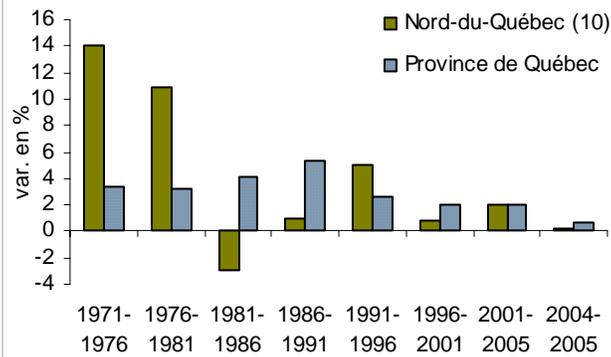
Investissements en immobilisations Machines et équipements



Source : Statcan, ISQ

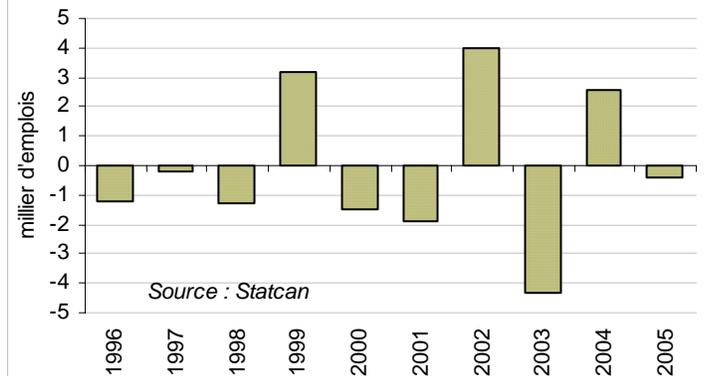
MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

Côte-Nord et Nord du Québec - Création d'emplois

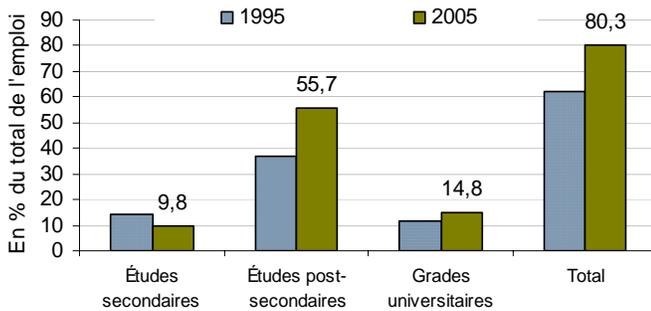


Source : Statcan

La croissance démographique est globalement restée positive au cours des 20 dernières années, malgré le fait que son rythme de croissance soit resté inférieur à la moyenne de la province. Tout comme les investissements, la création d'emplois ainsi que le taux d'emploi sont très instables d'une année à l'autre. Pour la Côte-Nord et le Nord du Québec*, la création d'emplois est globalement nulle depuis 1996. Le taux de scolarisation du Nord-du-Québec a très nettement augmenté entre 1995 et 2005, particulièrement pour les diplômés d'études post-secondaires et, dans une moindre mesure, les gradués universitaires.

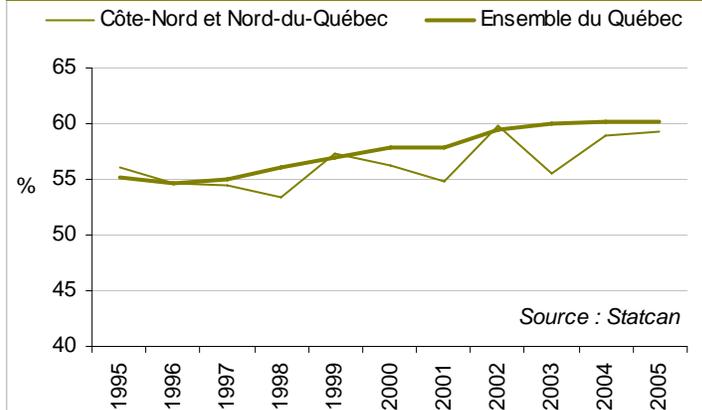
* les statistiques sur la création d'emplois sont compilées par les organismes de statistiques pour les deux régions, pris dans leur ensemble.

Nord-du-Québec - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

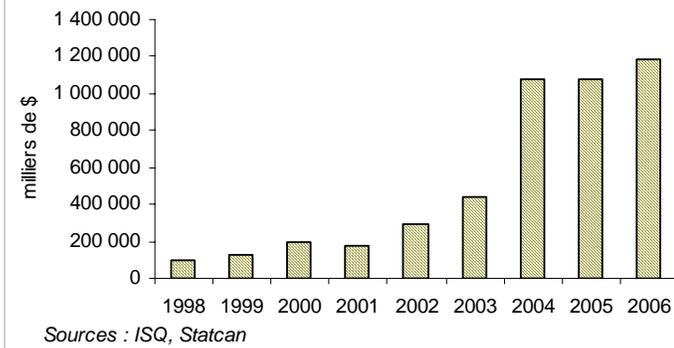
Taux d'emploi



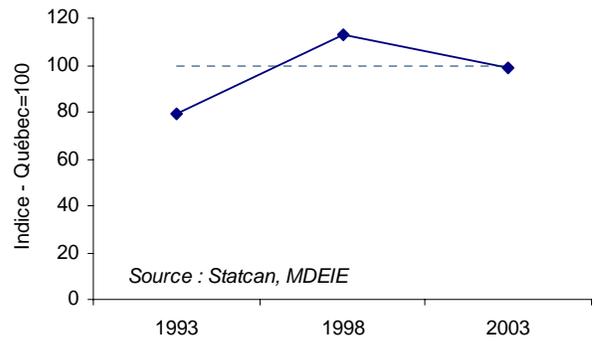
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Nord-du-Québec Immobilisations du secteur public



Nord-du-Québec Rapport de dépendance économique

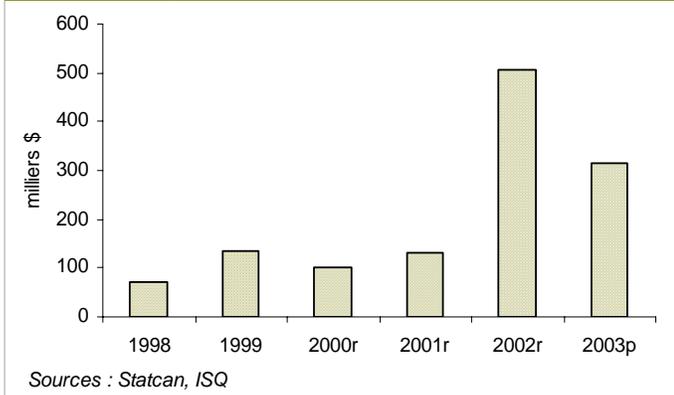


Les investissements du secteur public dans le Nord

d-du-Québec ont fortement progressé en 2004 tout en restant très robustes en 2005 et 2006. Après un rattrapage entre 1993 et 1998, l'indice de dépendance économique est redescendu juste en dessous de la moyenne provinciale en 2003, conformément à la forte baisse de l'emploi enregistrée cette année là.

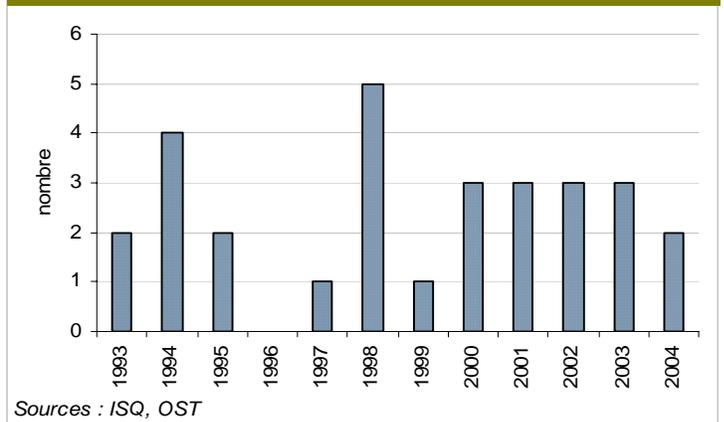
R-D ET INNOVATION

Côte-Nord et Nord-du-Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

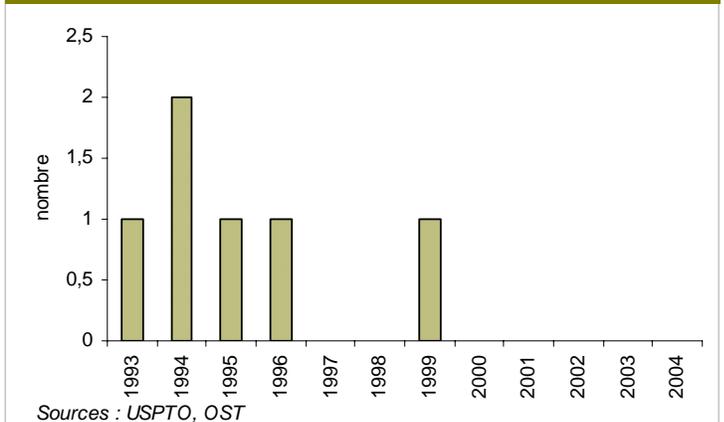


Les dépenses de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales regroupent les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Pour ces deux régions, seuls 25 établissements ont des activités de R-D. Ceci ne permet pas d'établir une tendance particulière pour le moment, et ce malgré la nette augmentation des dépenses par établissement enregistrée en 2002 et 2003.

Nord-du-Québec Publications scientifiques

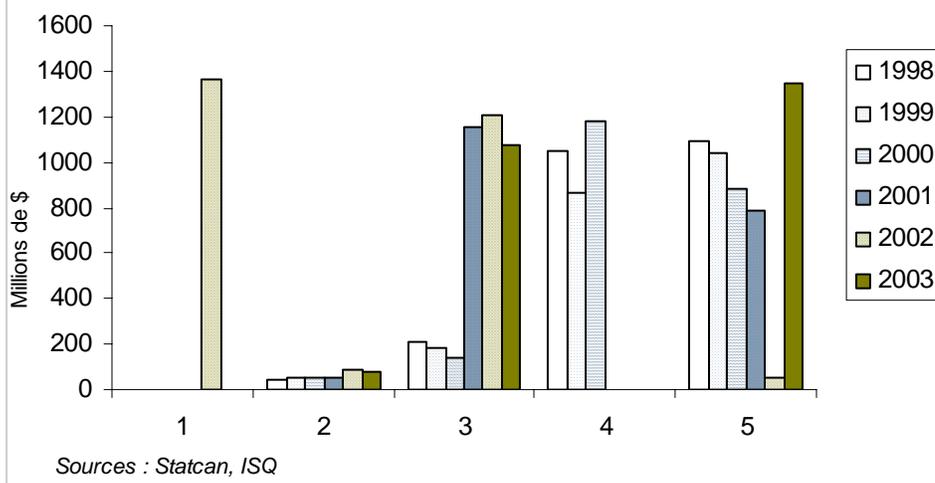


Nord-du-Québec Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Nord-du-Québec, Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Les données prennent en compte la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine. Les exportations sont apparues relativement robustes depuis 1998, contrairement à ce qui a pu être constaté dans les autres régions et malgré l'appréciation de la devise canadienne depuis 2002. On note l'importance relative des exportations à destination de l'Europe.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

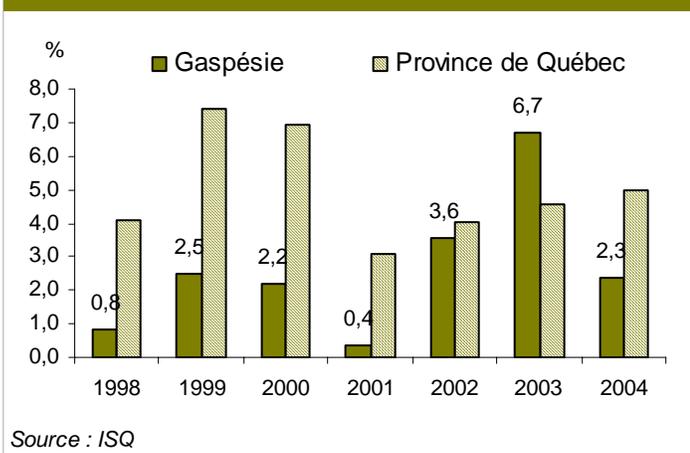
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	752,9	689,5	586,5	509,9	884,1	725,2
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7
États-Unis	1 379,50	1 166,00	1 379,20	1 199,30	1 474,10	1 418,60
Autres	233,2	250,4	255,8	251,3	314,3	331,4

Sources : Statcan, ISQ

11 - GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

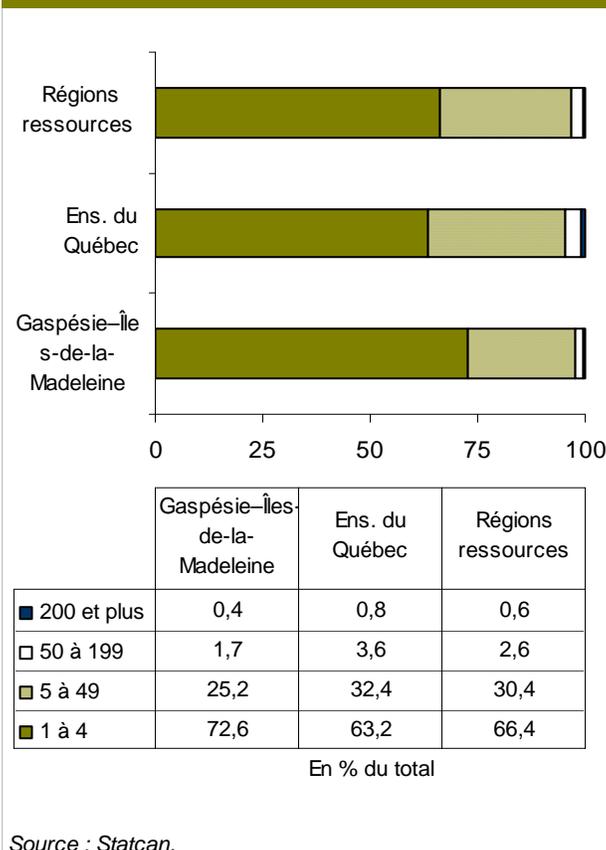
Croissance économique



A l'exception de l'année 2003, la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine a enregistré des taux de croissance économique particulièrement faibles. Cela se constate par rapport à la moyenne du Québec mais aussi en comparaison avec la plupart des autres régions ressources. La très faible diversification industrielle prive la région du dynamisme économique nécessaire pour véritablement replacer la région sur un nouveau sentier de croissance. Bien que la région affiche le plus faible indice de développement économique dans la province, ce dernier a réalisé un certain rattrapage entre 1999 et 2004. La progression du taux de scolarité et celle du revenu personnel par habitant ont probablement participé à cette augmentation.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



C'est en Gaspésie-Île-de-la-Madeleine que la part des micro-entreprises (de 1 à 4 employés) est la plus élevée parmi toutes les régions du Québec.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

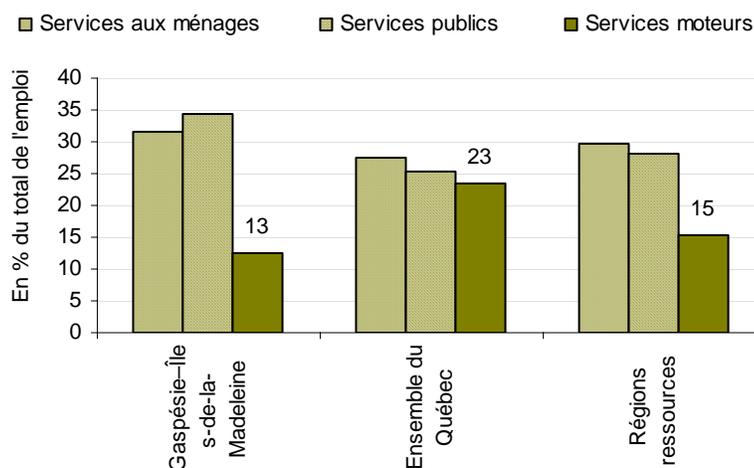
Malgré une diversification industrielle très faible, le ratio de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières évalué pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine parvient tout de même à dépasser la moyenne de l'ensemble du Québec (40,4 % versus 38,8 %). Les contraintes de confidentialité des données ne permettent pas de déterminer les industries expliquant le résultat global, mais on peut facilement supposer la contribution particulière des industries reliées à l'exploitation forestière. Il est possible que le secteur des aliments, qui compte pour plus de 20% de la création de valeur ajoutée dans la région tire la moyenne globale du ratio à la baisse.

La structure industrielle de la région ne justifie que très peu la présence de secteurs moteurs qui ne compte que pour 13 % du total de l'emploi.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	40,4
311 Aliments	26,6
314 Usines de produits textiles	67,5
316 Produits en cuir et produits analogues	53,1
323 Impression et act. connexes de soutien	48,2
325 Produits chimiques	64,7

Source : Statcan, ISQ

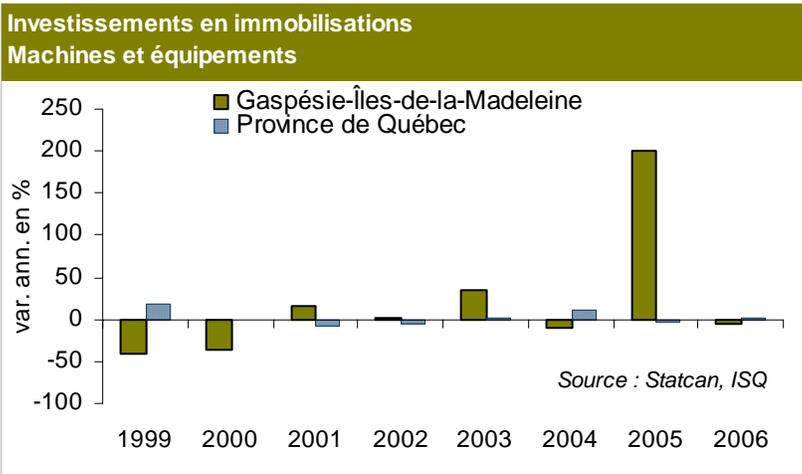
Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

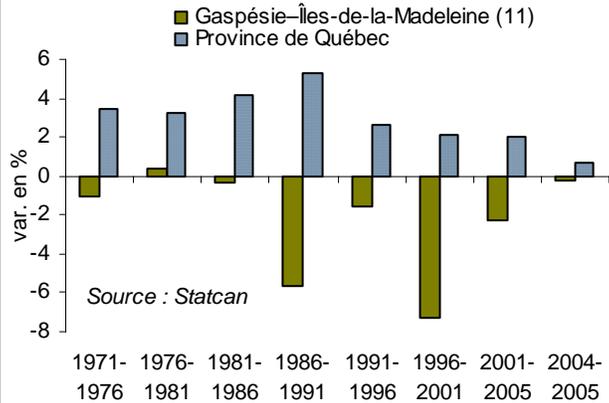
La taille de l'économie de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine explique la forte instabilité des données telles que celle des investissements privés en machines et équipements. Après une croissance démesurée en 2005, les investissements en machines et équipements devraient retourner en territoire négatif en 2006.



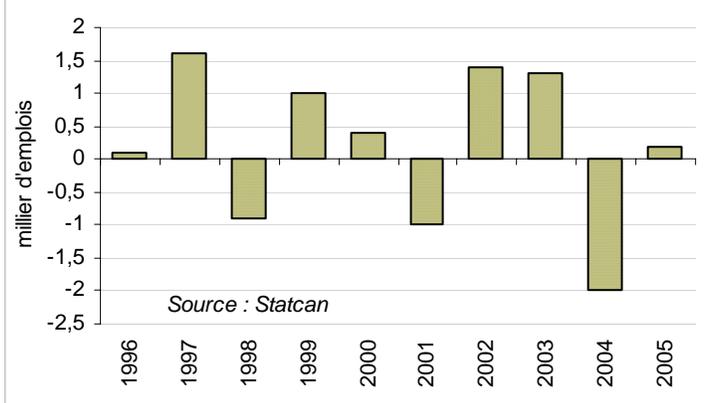
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

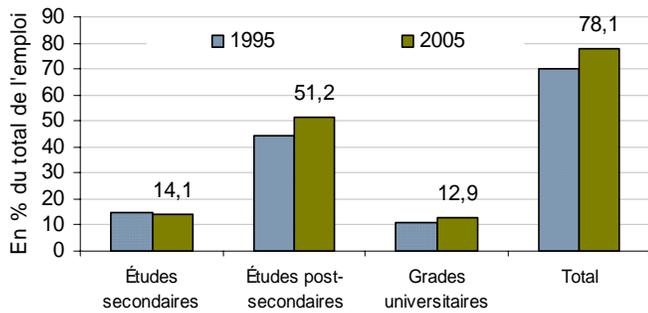


Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Création d'emplois

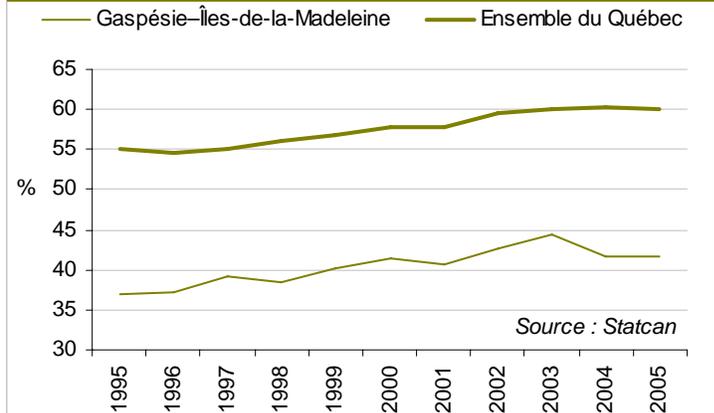


La région souffre d'une décroissance démographique depuis le début des années 1980. La diminution de la population semble cependant s'être ralentie au cours des dernières années. La région est marquée par une très faible robustesse au chapitre de l'emploi. L'instabilité de la création nette d'emplois est défavorable au potentiel de croissance démographique de la région. La forte chute de l'emploi en 2004 a annulé 74 % des gains enregistrés en 2002 et 2003, ce qui s'accompagne d'une chute du taux d'emploi entre 2003 et 2004.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

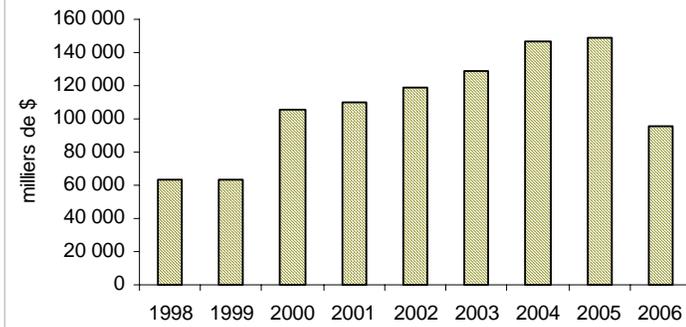


Taux d'emploi



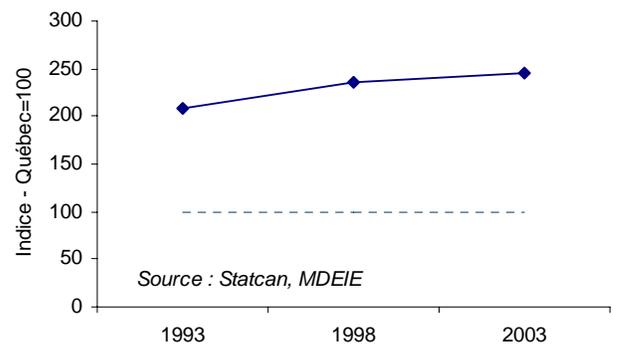
INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Immobilisations du secteur public



Sources : ISQ, Statcan

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Rapport de dépendance économique

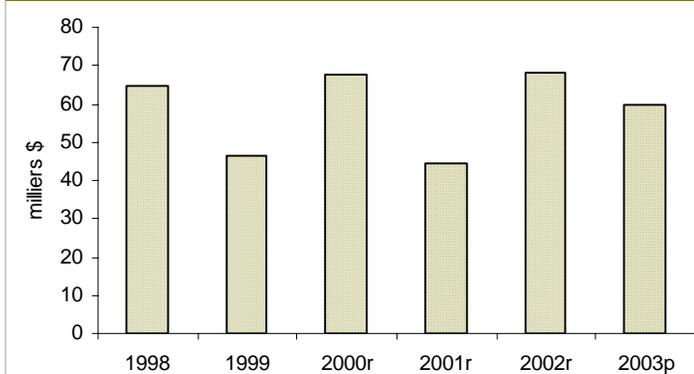


Source : Statcan, MDEIE

Depuis 2000, les investissements publics ont augmenté de manière régulière jusqu'au sommet de 140 millions de dollars enregistré en 2005. Il est prévu une baisse des investissements publics en 2006. La part des immobilisations du secteur public s'est établie à 34 % en moyenne entre 2002 et 2006, ce qui est inférieur à la moyenne des régions ressources (39,4 %). La Gaspésie-Île-de-la-Madeleine affiche l'indicateur de dépendance économique le plus élevé au Québec. Cet indicateur suit une progression à la hausse depuis 1993.

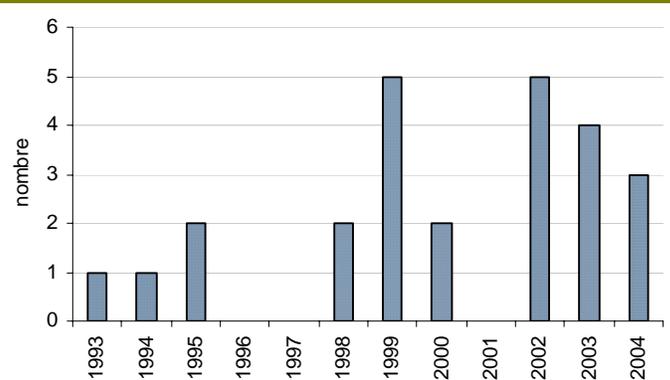
R-D ET INNOVATION

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros



Sources : Statcan, ISQ

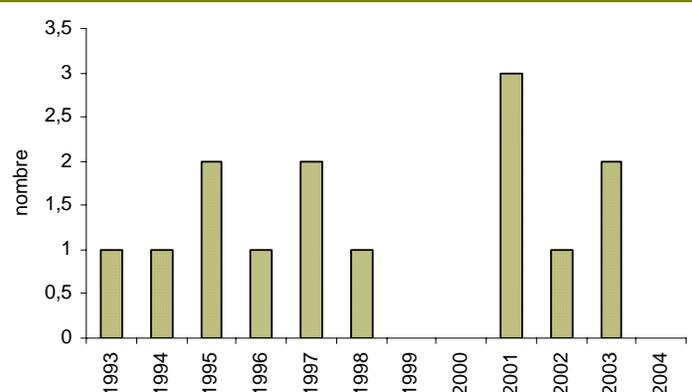
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Publications scientifiques



Sources : ISQ, OST

Les dépenses privées en R-D intra-muros par établissement restent autour d'une moyenne de 58 500 dollars entre 1998 et 2003. Cela ne semble pas suffisant puisque le nombre d'inventions brevetées ou de publications scientifiques reste à des niveaux marginaux.

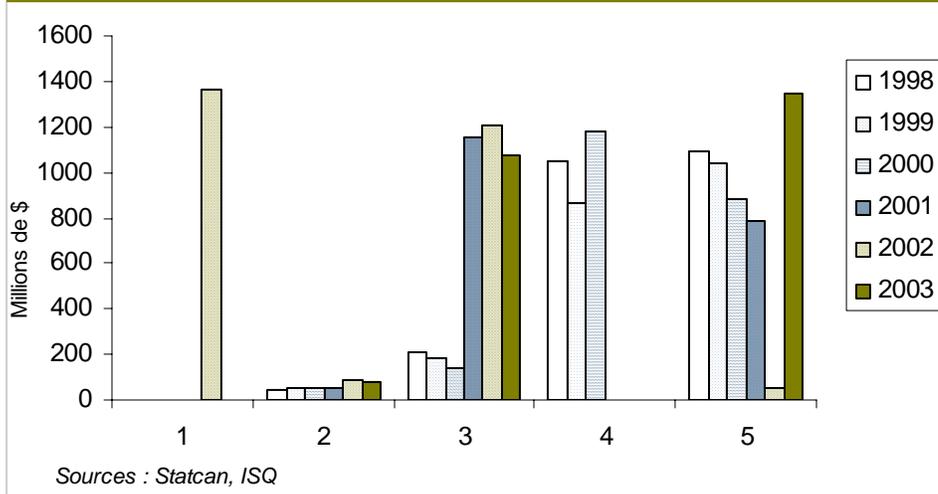
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Inventions brevetées à l'USPTO



Sources : USPTO, OST

COMMERCE INTERNATIONAL

Nord-du-Québec, Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Les données disponibles compilent les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine. Il est donc impossible d'isoler la progression de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine au chapitre des exportations.

Les exportations sont apparues relativement robustes depuis 1998, contrairement à ce qui a pu être constaté dans les autres régions et malgré l'appréciation de la devise canadienne depuis 2002. On note l'importance relative des exportations à destination de l'Europe.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

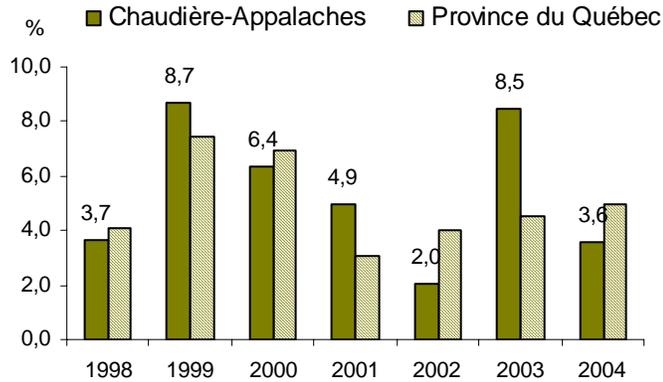
Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	752,9	689,5	586,5	509,9	884,1	725,2
Japon	30	32,5	40,2	32,2	31,4	25,7
États-Unis	1 379,50	1 166,00	1 379,20	1 199,30	1 474,10	1 418,60
Autres	233,2	250,4	255,8	251,3	314,3	331,4

Sources : Statcan, ISQ

12 - CHAUDIÈRE-APPALACHES

Croissance économique

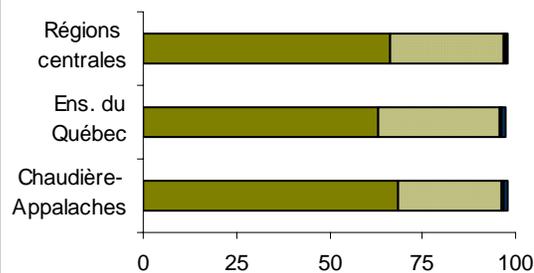


Source : ISQ

Après un taux élevé en 2003, le rythme de croissance de la région s'est réajusté à la baisse en 2004. L'indice de développement économique de la région de Chaudière-Appalaches a légèrement diminué entre 1999 et 2004. Cela dit, cette diminution ne laisse pas entrevoir pour l'instant une tendance particulière.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



	Chaudière-Appalaches	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,6
□ 50 à 199	0,6	0,8	0,6
■ 5 à 49	28	32,4	30,1
■ 1 à 4	68,4	63,2	66,5

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

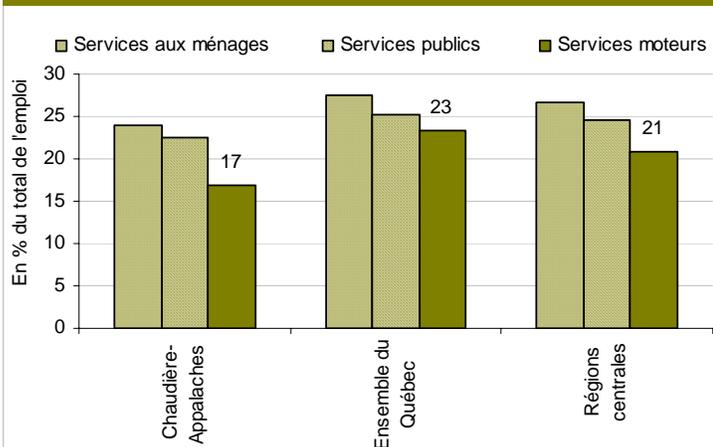
La région de Chaudière-Appalaches compte un nombre relativement important de micro-entreprises. Les établissements de 4 employés et moins comptent pour 68,4 % des établissements de la région, à comparer avec une part de 66,5 % pour l'ensemble des régions centrales et 63,5 % pour la moyenne provinciale.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée aux expéditions manufacturières est particulièrement faible pour la région de Chaudière-Appalaches. L'économie régionale s'assoit sur une activité manufacturière relativement traditionnelle, avec plus d'un tiers de la valeur ajoutée de la région concentrée dans les secteurs des aliments et des produits du bois.

Cela s'accompagne d'une part relativement faible des services moteurs dans l'emploi total de la région : avec une part de 17 %, la région de Chaudière-Appalaches reste en dessous de la moyenne des régions ressources à ce chapitre.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

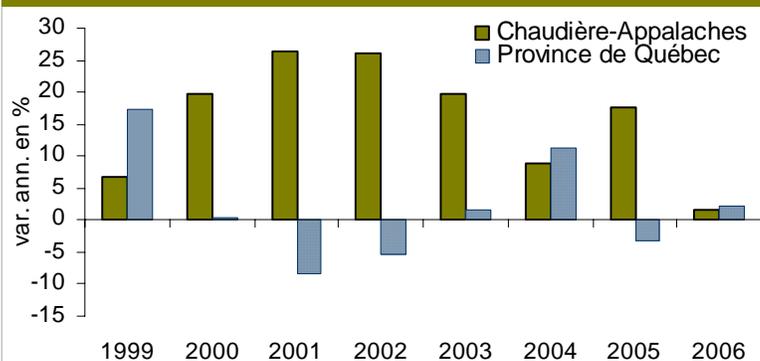
Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

Ensemble du Québec		38,8
12	Chaudière-Appalaches	34,0
311	Aliments	35,5
312	Boissons et produits du tabac	60,5
313	Usines de textiles	34,3
315	Vêtements	45,3
321	Produits en bois	39,0
323	Impression et act. connexes de soutien	52,7
325	Produits chimiques	39,0
326	Produits en caoutchouc et en plastique	56,5
331	Première transformation des métaux	58,8
332	Produits métalliques	42,9
333	Machines	51,5
337	Meubles et produits connexes	58,6
339	Activités diverses de fabrication	52,7

Source : Statcan, ISQ

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Investissements en immobilisations Machines et équipements

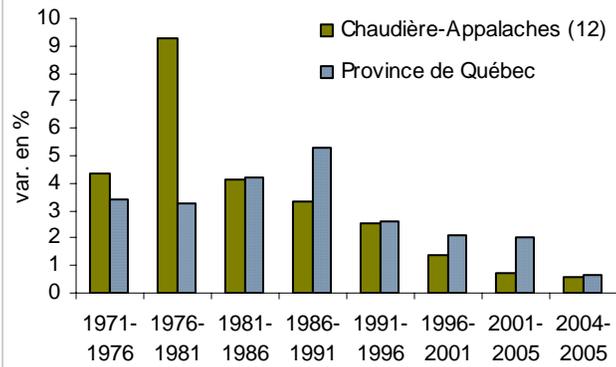


Source : Statcan, ISQ

Les investissements de la région en machines et équipements ont augmenté de manière remarquable au cours des dernières années. Depuis 1999, la croissance annuelle moyenne des investissements en machines et équipements se fixe à 17,1 % (comparativement à un taux de -0,5 % pour la province dans son ensemble). Entre 1999 et 2005, les investissements privés en machines et équipements sont passés d'environ 400 millions de dollars à 1,3 milliard de dollars. Au cours de la même période, la part de la région aux investissements privés en machines équipements de la province est passée de 2,9 % à 8,1 %.

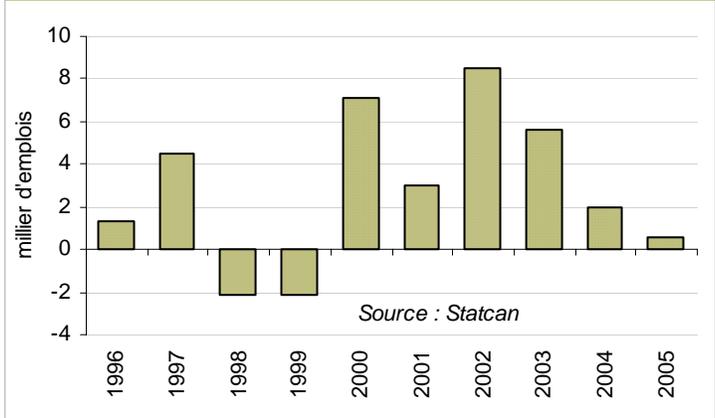
MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

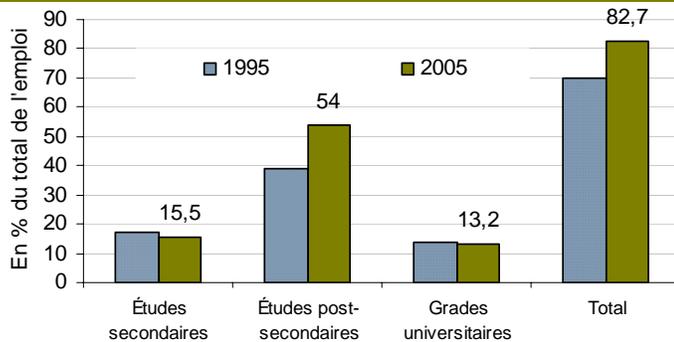
Chaudière-Appalaches - Création d'emplois



Source : Statcan

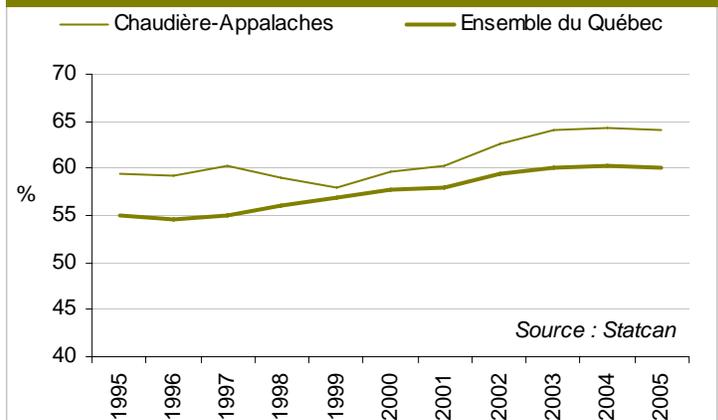
Alors que la croissance démographique de la région de Chaudière-Appalaches reste inférieure à la moyenne provinciale, le marché de l'emploi est resté ferme depuis 2000, malgré le ralentissement de la création nette d'emplois en 2004 et 2005. Le taux d'emploi de la région a conséquemment continué sa progression, le tout en prenant de l'avance par rapport à la moyenne provinciale. Le taux de scolarité des travailleurs de la région a enregistré une augmentation très honorable entre 1995 et 2005. Cette hausse est exclusivement le fait de l'augmentation des détenteurs de diplômes post-secondaires.

Chaudière-Appalaches - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

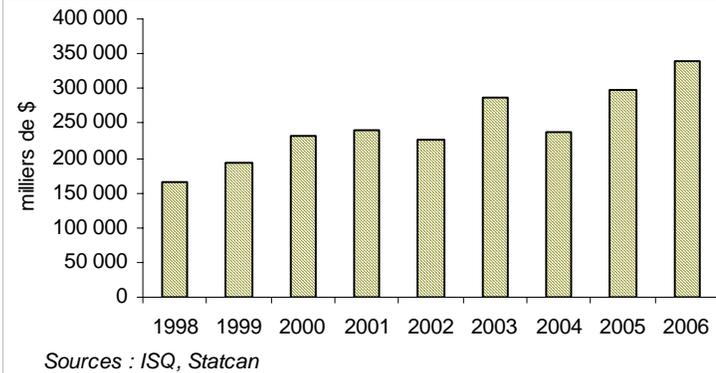
Taux d'emploi



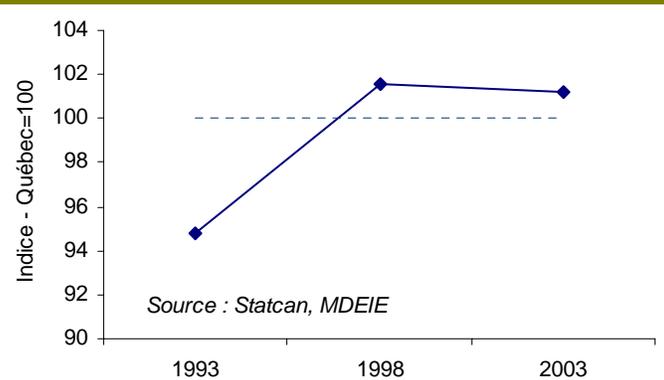
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Chaudière-Appalaches Immobilisations du secteur public



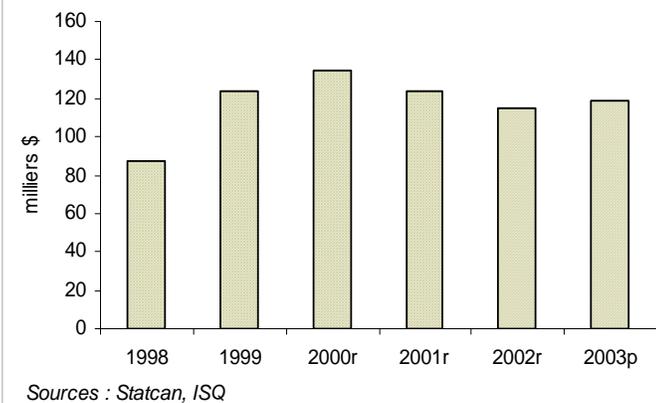
Chaudière-Appalaches Rapport de dépendance économique



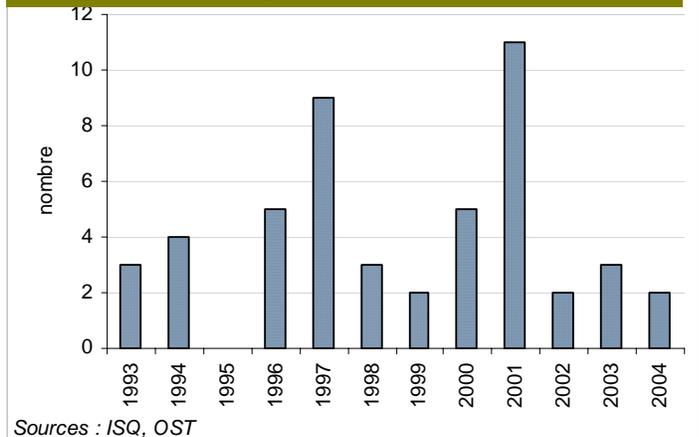
La progression des investissements du secteur public en immobilisations s'est accélérée entre 2004 et 2005. Cette accélération devrait se maintenir en 2006. Après une forte augmentation entre 1993 et 2003, le rapport de dépendance économique s'est stabilisé entre 1998 et 2003, la vigueur du marché de l'emploi ayant probablement aidé cette stabilisation.

R-D ET INNOVATION

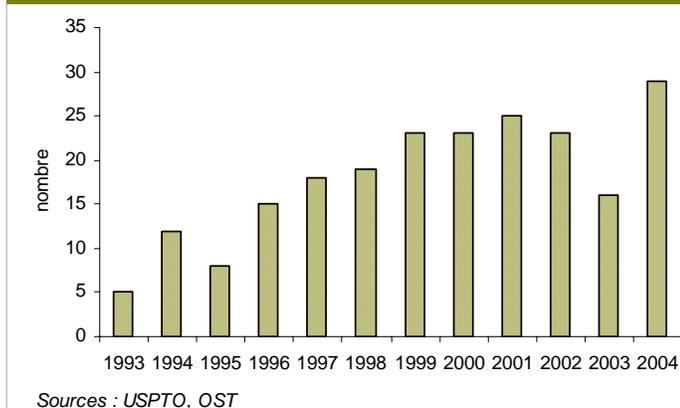
Chaudière-Appalaches - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros



Chaudière-Appalaches Publications scientifiques

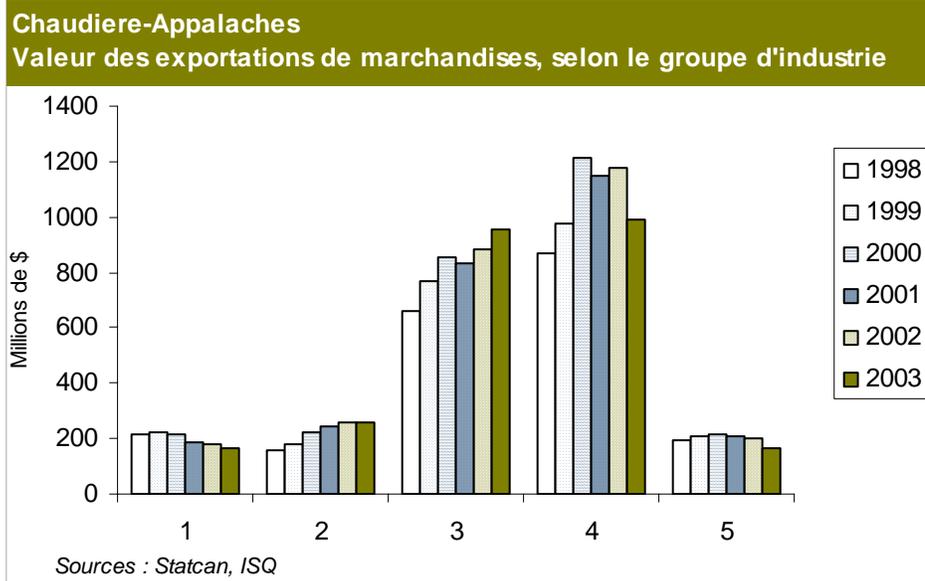


Chaudière-Appalaches Inventions brevetées à l'USPTO



Les dépenses privées par établissement en R-D intra-muros semblent s'essouffler depuis 2000. Il semble que ce ramollissement se soit fait sentir sur la progression des brevets d'invention de la région qui ont nettement chuté en 2002 et 2003. Le rebond de 2004 des brevets a permis de rattraper les pertes des deux années précédentes.

COMMERCE INTERNATIONAL



La région de Chaudière-Appalaches bénéficie d'une structure d'exportation relativement bien diversifiée. Mis à part la chute de 2003, les exportateurs de la région ont bien maintenu le cap malgré la baisse de régime constatée aux États-Unis en 2001 et 2002.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

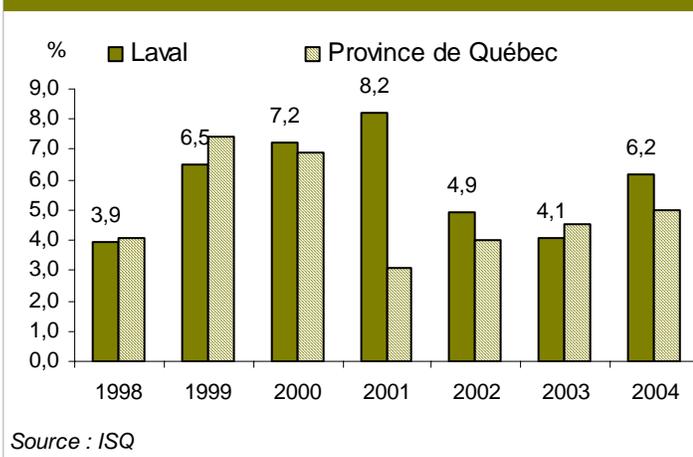
Chaudière-Appalaches - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	44,4	40,3	54,0	43,7	36,7	35,2
Japon	75,5	62,3	71,7	55,9	51,2	32,9
États-Unis	1859,4	2133,7	2477,1	2413,2	2502,5	2345,3
Autres	123,4	126,5	116,8	105,0	109,9	113,4

Sources : Statcan, ISQ

13 - LAVAL

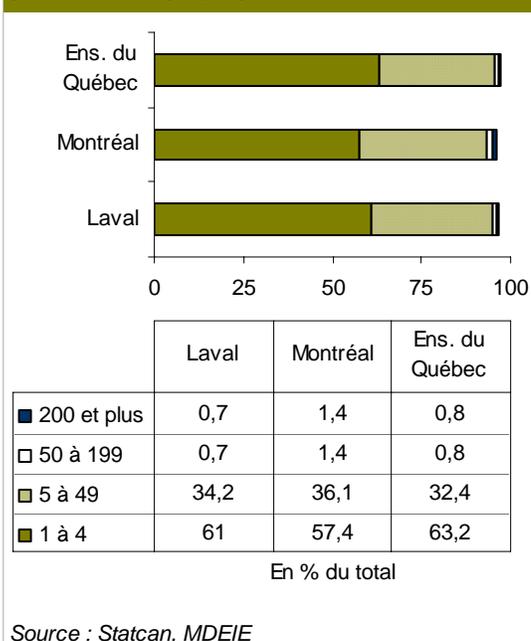
Croissance économique



En 2004, Laval s'est classée parmi les régions affichant les plus hauts taux de croissance économique (6,2 %) parmi les régions du Québec. Depuis 2000, la performance économique de la région est restée supérieure à la moyenne provinciale, sauf en 2003, malgré un résultat tout à fait honorable. La chute de l'indice de développement économique constatée entre 1999 et 2004 doit être interprétée avec prudence, ce recul pouvant s'expliquer par un indice particulièrement fort en 1999. Cela dit, le recul des travailleurs détenant un diplôme d'étude post-secondaire aurait également participé au recul de l'indice de développement.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



La proportion des micro-entreprises (de 1 à 4 employés) est plus élevée à Laval qu'à Montréal, tout en restant inférieure à la moyenne pour l'ensemble du Québec.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

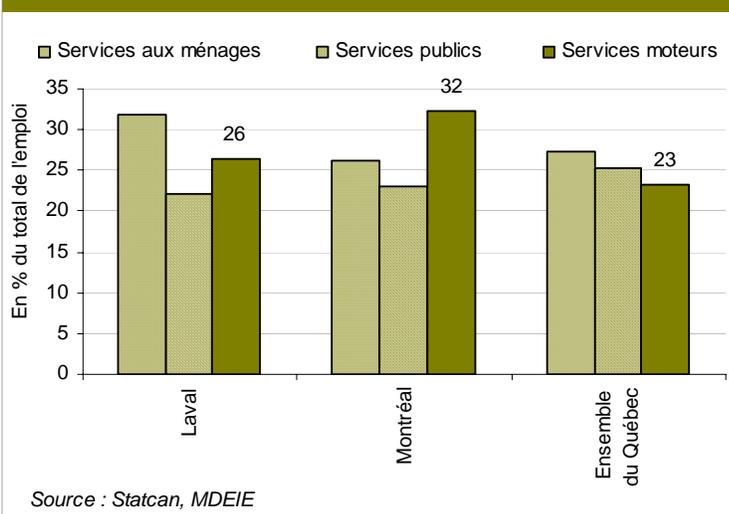
Laval enregistre, après la Capitale-Nationale et l'Estrie, le plus haut rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières. Celui-ci s'est fixé à 47 % en 2003, à comparer avec une moyenne de 38,8 % pour l'ensemble du Québec. Ce résultat s'explique principalement par la performance des industries des produits en caoutchouc et en plastique, des produits métalliques, des machines, des produits informatiques et électroniques ainsi que des meubles et produits connexes. Ces industries, dont les rapports de la valeur ajoutée aux expéditions se fixent tous à des taux relativement élevés, contribuent respectivement à des parts situées autour de 10 % de la création de la valeur ajoutée de la région.

La présence de services moteurs dans la région, à hauteur de 26 % de l'emploi total, contribue également au potentiel de création de richesse de la région.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
13 Laval	47,0
311 Aliments	39,2
314 Usines de produits textiles	55,6
322 Papier	45,5
323 Impression et act. connexes de soutien	57,4
325 Produits chimiques	24,6
326 Produits en caoutchouc et en plastique	54,6
332 Produits métalliques	53,3
333 Machines	55,3
334 Produits informatiques et électroniques	71,3
335 Matériel, appareils et comp. électriques	44,0
337 Meubles et produits connexes	58,2
339 Activités diverses de fabrication	45,0

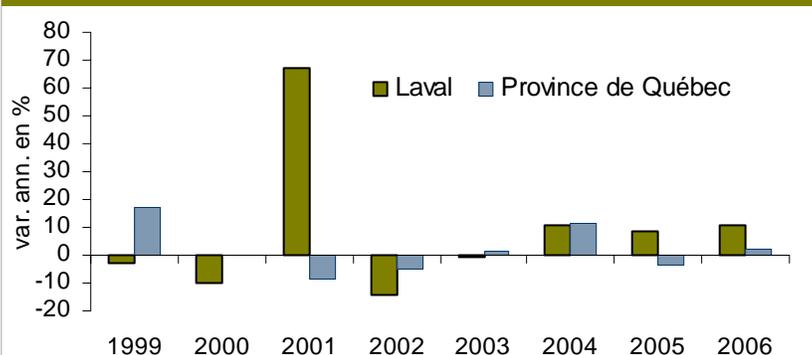
Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Investissements en immobilisations Machines et équipements



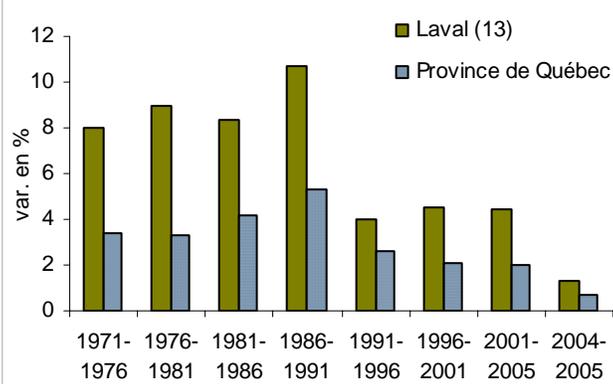
Source : Statcan, ISQ

L'indicateur 2006 = Laval

En 2004 et 2005, la croissance des investissements privés en machines et équipements s'est établie à des taux de 10,6 % et 8,7 %, respectivement. Ce rythme de croissance devrait se maintenir puisqu'il est prévu une augmentation de 10,9 % en 2006, un taux qui se démarquera largement de l'ensemble du Québec, pour qui la croissance des investissements en machines et équipements devrait se limiter à 2,3 %.

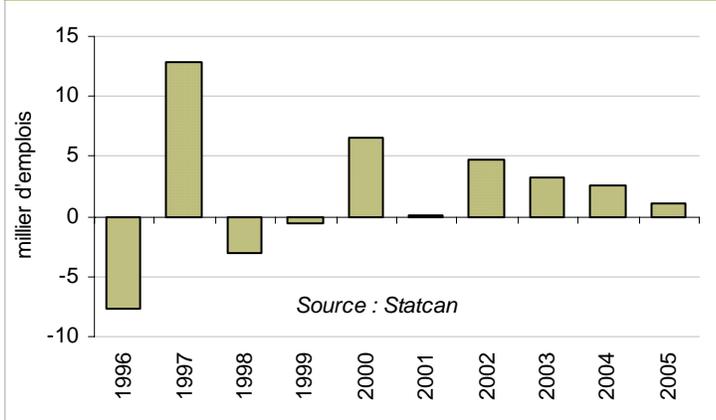
MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

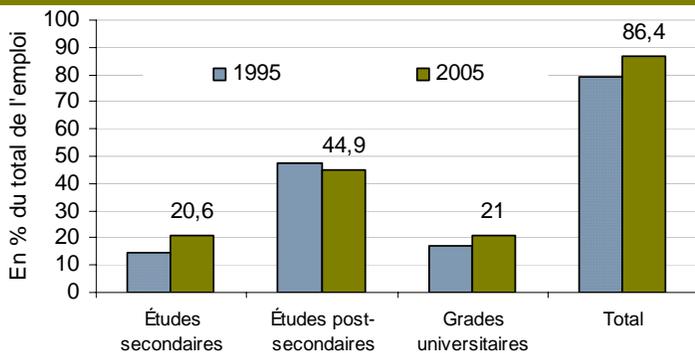
Laval - Création d'emplois



Source : Statcan

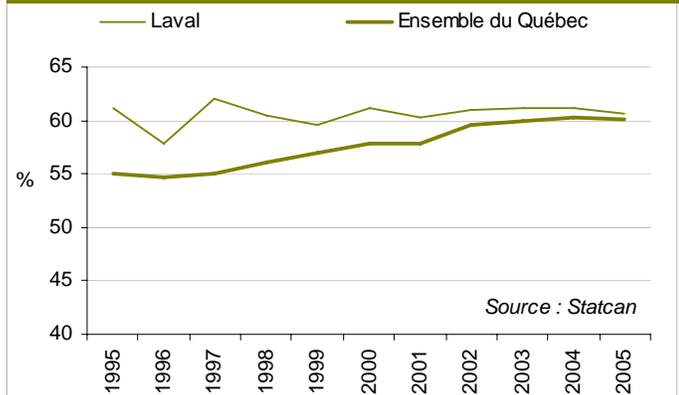
La croissance démographique est restée robuste au cours des dernières années, appuyée par une création de l'emploi résolument en territoire positif depuis 2000, le tout résultant en un taux d'emploi stable, juste au-dessus de 60 %. Le taux de scolarité des travailleurs de Laval a augmenté entre 1995 et 2005, grâce à une progression des travailleurs détenteurs de diplômes secondaires et universitaires.

Laval - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

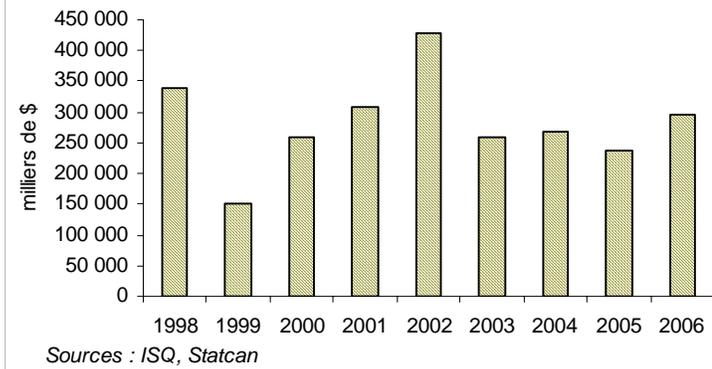
Taux d'emploi



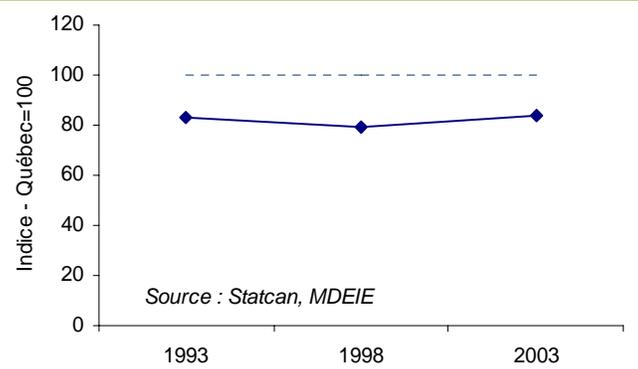
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Laval Immobilisations du secteur public



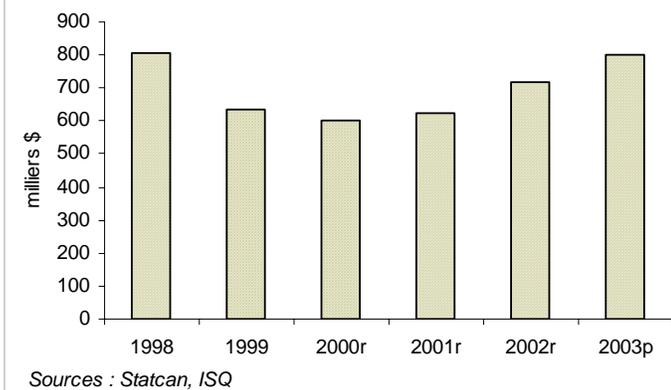
Laval Rapport de dépendance économique



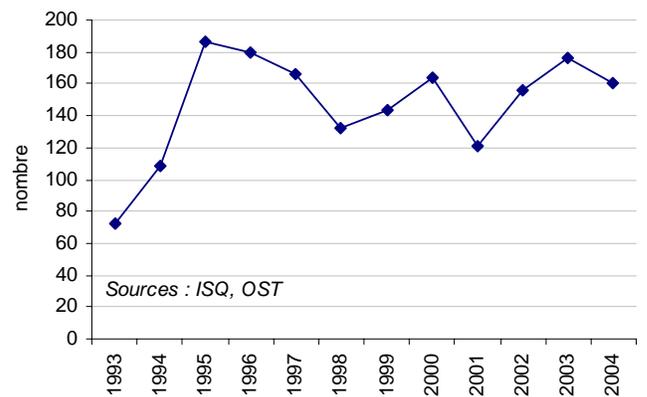
Le rythme de croissance des immobilisations publiques observé entre 1999 et 2002 a très nettement ralenti entre 2003 et 2005. Une augmentation de 25 % est cependant prévue en 2006. Le rapport de dépendance économique de la province reste stable autour de 80 % de la moyenne québécoise.

R-D ET INNOVATION

Laval - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

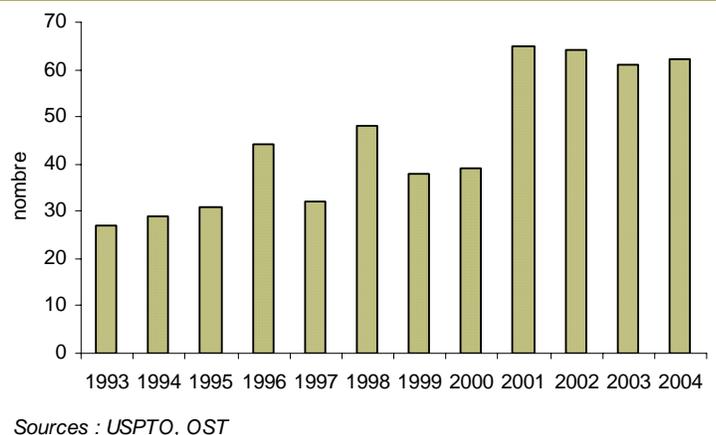


Laval Publications scientifiques

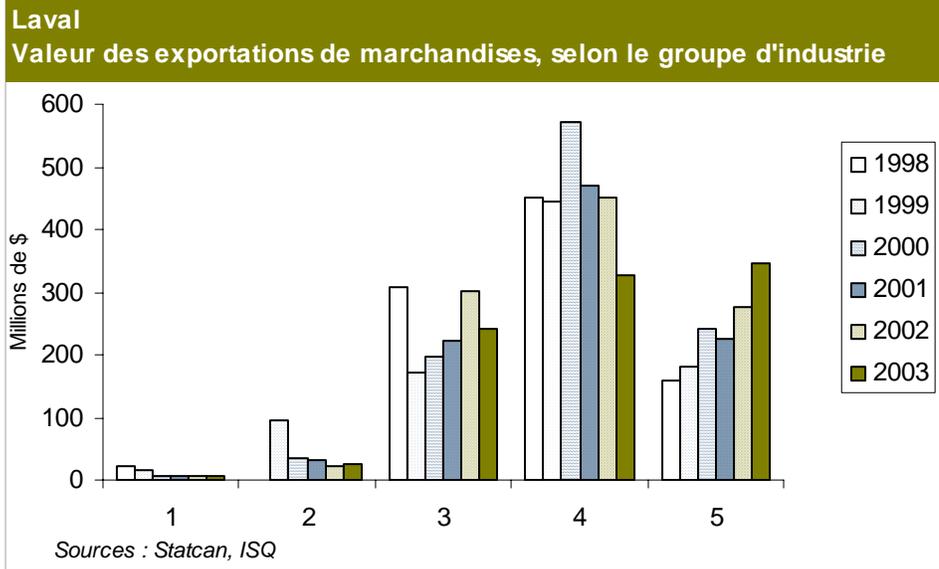


Après le creux de 1999 et 2000, les dépenses en R-D intra-muros des entreprises privées par établissement ont tranquillement progressé jusqu'en 2003. Par contre, les inventions brevetées ont très clairement rebondi au cours des dernières années, passant d'une moyenne de 40 brevets par année entre 1997 et 2000 à 63 brevets entre 2001 et 2003.

Laval Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL



La chute de la valeur des exportations du groupe 4* constatée depuis le sommet de 2000 a globalement été compensée par les progressions affichées dans les groupes 3 et 5. Il semble que Laval ait bien su ajuster sa structure industrielle au bénéfice des exportations de la région.

Les exportations à destination des États-Unis montrent une certaine instabilité depuis 2001 mais, comparativement à de nombreuses autres régions du Québec qui ont dû encaisser des chutes plus ou moins drastiques, Laval semble garder le cap sur la croissance de ses exportations au sud de la frontière.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

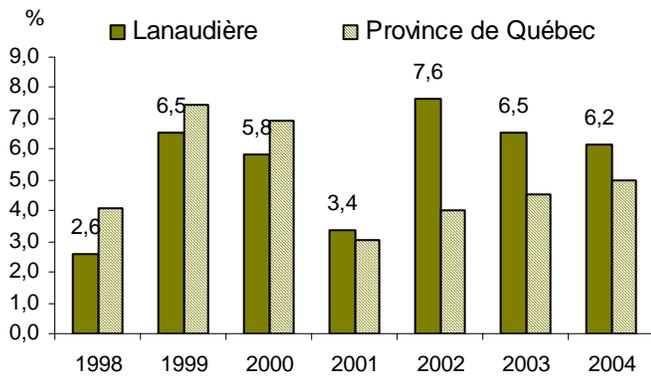
Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

Laval - Valeur des exportations par destination en millions de \$						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	89,2	89,9	100,9	89,8	63,1	45,5
Japon	4,8	5,6	3,8	4,1	3	3,3
Amérique du	10,6	3,6	4,3	6,8	4,4	5,2
États-Unis	770,1	782,5	883,1	797,2	941,3	864,1
Autres	63,7	26	59,5	62,8	43,6	24,4

Sources : Statcan, ISQ

14 - LANAUDIÈRE

Croissance économique

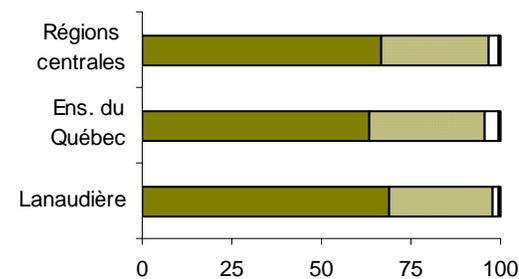


Source : ISQ

La croissance économique de la région de Lanaudière est restée très robuste depuis 2002 avec des rythmes de croissance largement supérieurs à la moyenne du Québec. Entre 1999 et 2004, l'indice de développement économique n'a que très légèrement augmenté mais la région reste parmi celles situées au-dessus de la progression moyenne de l'ensemble du Québec.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



	Lanaudière	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,3	0,8	0,6
□ 50 à 199	2	3,6	2,9
■ 5 à 49	28,9	32,4	30,1
■ 1 à 4	68,8	63,2	66,5

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

La proportion des établissements de 1 à 4 employés est particulièrement élevée, avec une part de 68,8 %, contre 66,5 % en moyenne pour les régions centrales et 63,2 % pour l'ensemble du Québec.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

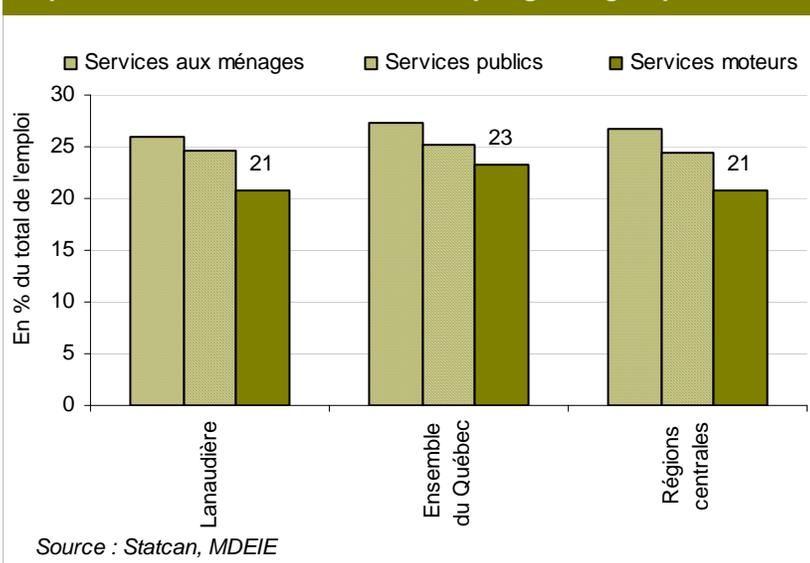
Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières atteint dans la région de Lanaudière 41,7 %, un taux supérieur à la moyenne de l'ensemble du Québec. Le poids de l'industrie des produits métalliques (17,5 % du total de la valeur ajoutée de la région) et le rapport relativement élevé de la valeur ajoutée de cette industrie aux expéditions explique une bonne partie de la performance de la région à ce chapitre. Il faut également noter la contribution des industries des produits du bois, des produits de caoutchouc et de plastique ainsi que, dans une certaine mesure, des industries des machines et des meubles.

La proportion des services moteurs dans l'emploi total est conforme à la moyenne des régions centrales, avec une proportion évaluée à 21 %.

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)	
Ensemble du Québec	38,8
14 Lanaudière	41,7
311 Aliments	21,9
316 Produits en cuir et produits analogues	47,1
321 Produits en bois	42,2
322 Papier	36,3
323 Impression et act. connexes de soutien	50,2
325 Produits chimiques	48,2
326 Produits en caoutchouc et en plastique	40,2
332 Produits métalliques	52,0
333 Machines	57,6
337 Meubles et produits connexes	52,3
339 Activités diverses de fabrication	49,0

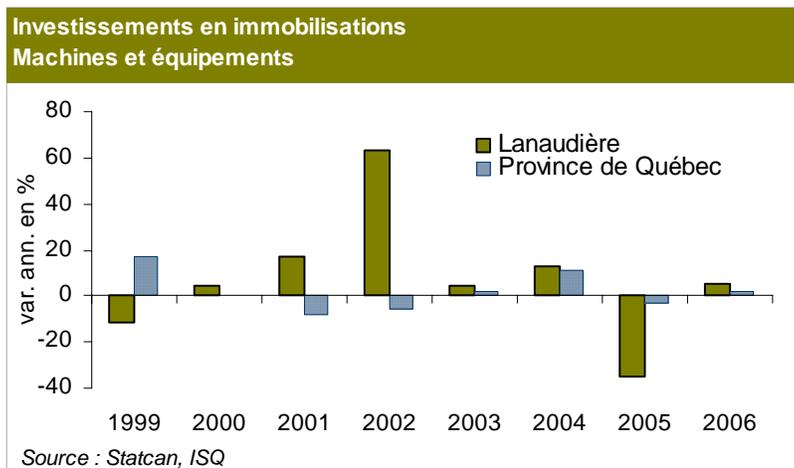
Source : Statcan, ISQ

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



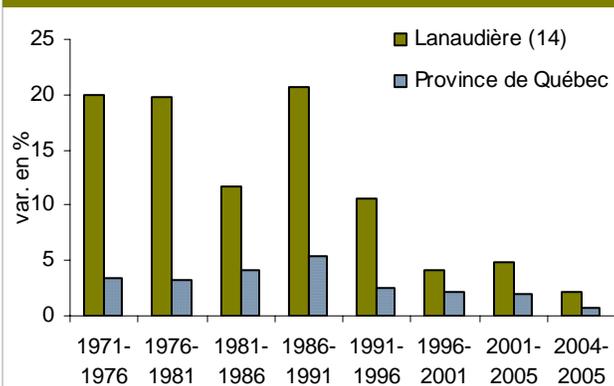
INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements privés en machines et équipements ont accusé une forte chute en 2005. Cependant, cette chute ne présente rien de dramatique puisqu'elle suit cinq années consécutives de croissance positive des investissements et, ce, à des rythmes relativement élevés. Les prévisions pour l'année 2006 tablent sur une augmentation des investissements en machines et équipements, mais cette augmentation devrait être *mécanique*, suite à la faiblesse enregistrée l'année précédente.



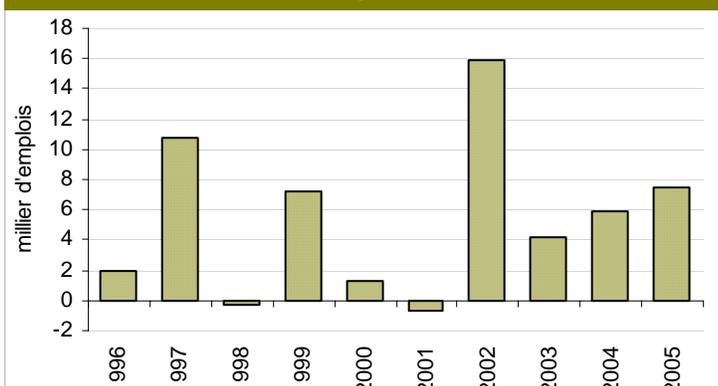
MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

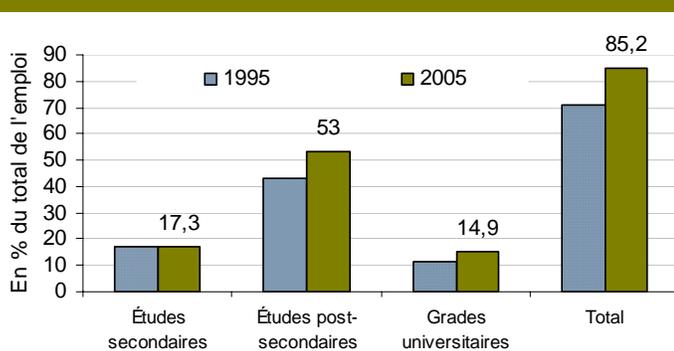
Lanaudière - Création d'emplois



Source : Statcan

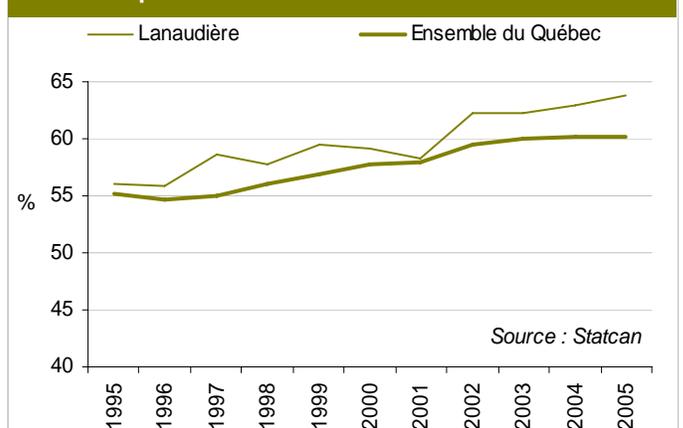
Depuis 1991, la croissance démographique a très nettement ralenti par rapport aux années 1970 et aux années 1980. Néanmoins, la croissance de la population de la région de Lanaudière reste supérieure à la moyenne de la province, y compris en 2005. Le marché de l'emploi est resté robuste entre 2002 et 2005, la création nette d'emploi s'étant fixée à plus de 33 500 emplois, ce qui correspond à une contribution de l'ordre de 12 % sur l'ensemble des emplois créés au Québec pendant cette période. Alors que la région de Lanaudière compte pour seulement 5,8 % de l'emploi dans la province, la contribution de 12 % en 2005 à la création nette d'emploi a valu à la région de se démarquer au niveau du taux d'emploi. Entre 1995 et 2005, la région de Lanaudière a également réalisé un rattrapage notable au niveau de la scolarisation de ses travailleurs, passant d'un taux de 71,3 % à 85,2 % et s'alignant ainsi sur la moyenne du Québec. Si cette progression est en grande partie due à la hausse des détenteurs d'un diplôme d'études post-secondaire, la région affiche toujours un niveau plus faible pour les gradés universitaires.

Lanaudière - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

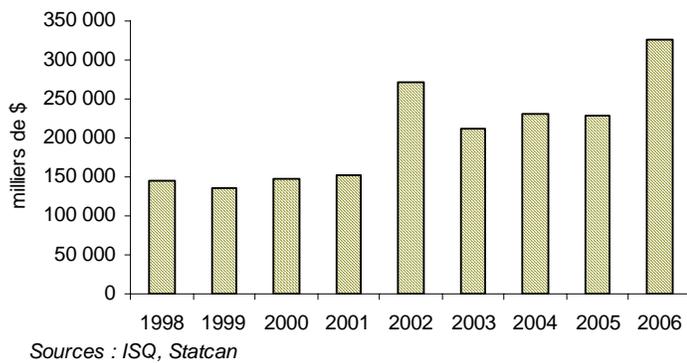
Taux d'emploi



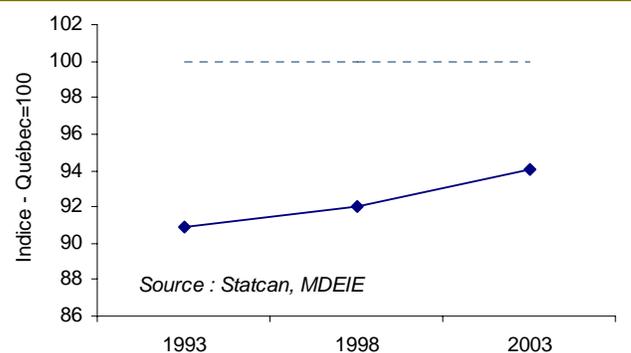
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Lanaudière Immobilisations du secteur public



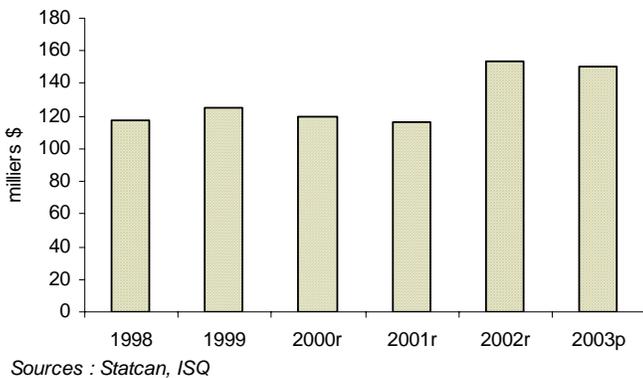
Lanaudière Rapport de dépendance économique



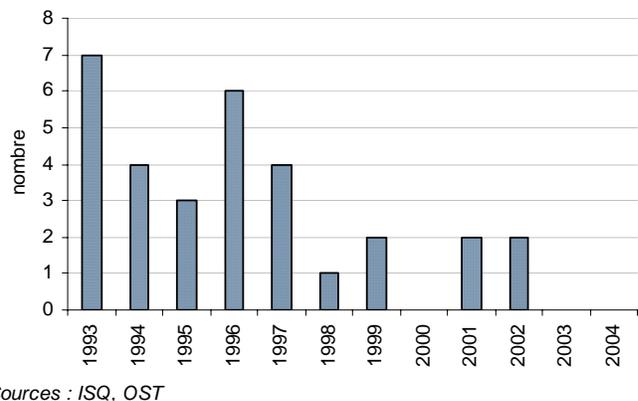
Entre 2002 et 2006, les immobilisations publiques dans la région de Lanaudière ont globalement augmenté par rapport aux années précédentes. Bien que cette progression ne puisse être que favorable à la croissance de cette région, il convient de noter que les investissements du secteur public compte pour moins de 10 % du total des investissements (comparativement à 15 % dans les régions centrales). Le rapport de dépendance économique, quoiqu'en hausse depuis 1993, reste en 2003 largement inférieur à la moyenne québécoise.

R-D ET INNOVATION

Lanaudière - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

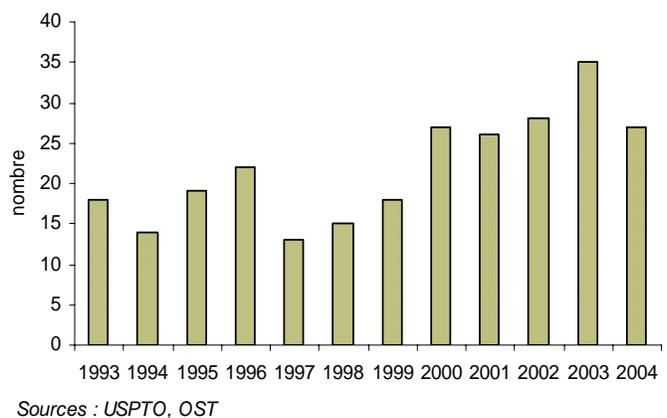


Lanaudière Publications scientifiques



Les dépenses privées en R-D par établissement ont augmenté en 2002 et 2003, alors qu'elles sont restées inchangées entre 1998 et 2001. Les inventions brevetées ont par contre entamé leur ascension dès 1998, après le creux de 1997. Il semble que cette tendance à la hausse soit solide. Les publications scientifiques ne suivent pas, avec des résultats relativement insignifiants depuis 1998.

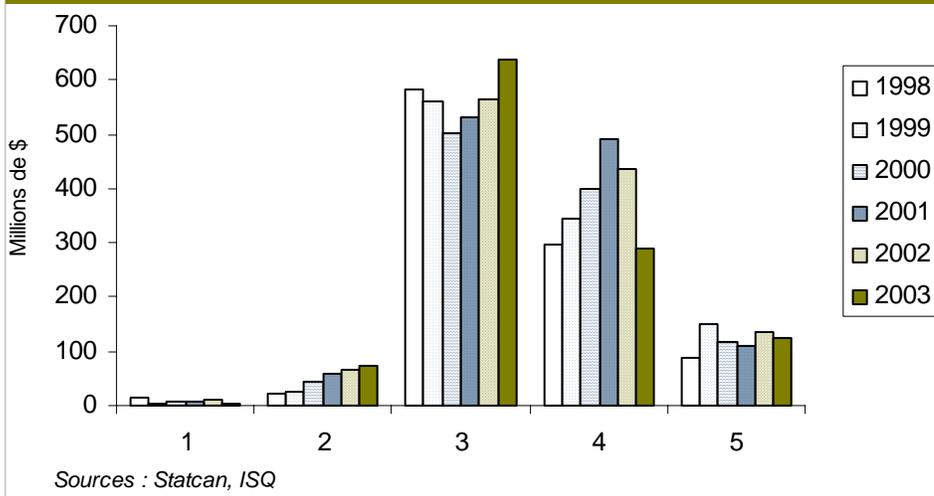
Lanaudière Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Lanaudière

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



L'augmentation des exportations observée depuis 2001 dans le groupe 3* n'a pas pu compenser la baisse du groupe 4. Cela dit, la région de Lanaudière a globalement bien maintenu ses expéditions à destination des États-Unis, malgré le ralentissement économique de 2001 et 2002 enregistré au sud de la frontière. Une diversification relativement bonne des industries exportatrices a probablement contribué à ce résultat. On remarque que la région a cependant du mal à maintenir ses exportations vers l'Europe qui sont passées d'environ 41 à 17 millions de dollars entre 1999 et 2003.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

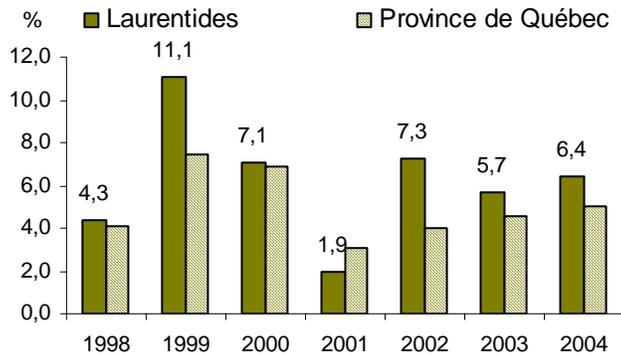
Lanaudière - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	35,5	40,7	28,5	25,2	17,7	16,7
Amérique du Sud et Mexique	5,1	5,7	8,4	2,5	1,8	2,1
États-Unis	939,5	1021,9	1011,8	1155,2	1168,7	1099,4
Autres	19,6	17,1	18,3	17,1	23,3	13,0

Sources : Statcan, ISQ

15 - LAURENTIDES

Croissance économique

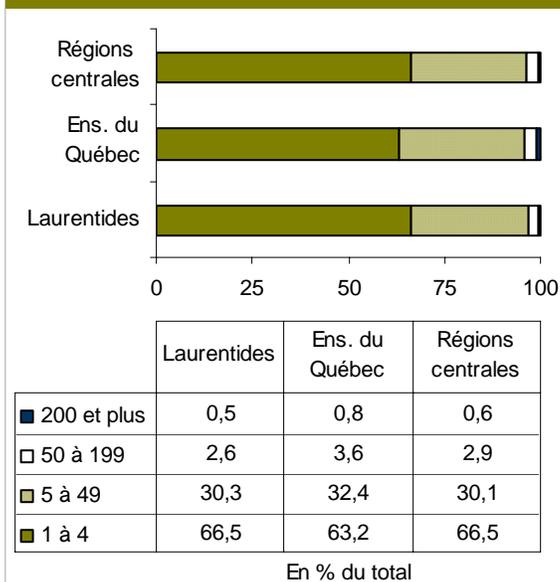


Source : ISQ

Les Laurentides affichent les taux de croissance économique parmi les plus élevés au Québec. La région affiche également l'indice de développement économique le plus élevé (année 2004), après la métropole et la Capitale-Nationale. Cet indice a d'ailleurs nettement augmenté entre 1999 et 2004, appuyé des belles performances de la région aux chapitres de la croissance démographique, de la création d'emplois ou encore du revenu personnel par habitant.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



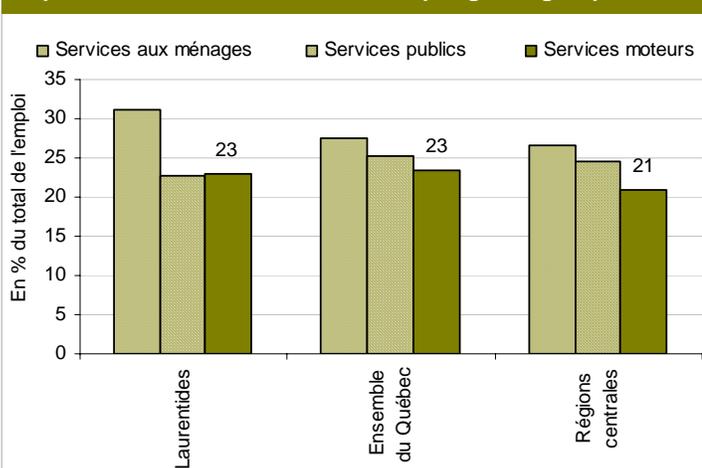
Source : Statcan, MDEIE

La taille des établissements installés dans les Laurentides semble être globalement plus petite que dans l'ensemble du Québec. Aussi, les Laurentides accueillent moins d'établissements que dans les autres régions centrales de 50 à 199 employés et de 200 employés et plus.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières des Laurentides est tout juste en dessous de la moyenne pour l'ensemble du Québec. Les contraintes de confidentialité ne permettent pas d'observer ce même rapport pour les industries du papier et du matériel de transport mais il est possible que, avec celles de l'alimentation et des produits du bois, ces deux industries aient participé à la relative faiblesse du rapport global. Cela dit, ce résultat n'empêche pas la présence de services moteurs dans la région. Ces derniers occupent 23 % de l'emploi total, à un niveau légèrement supérieur à la moyenne des régions centrales.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

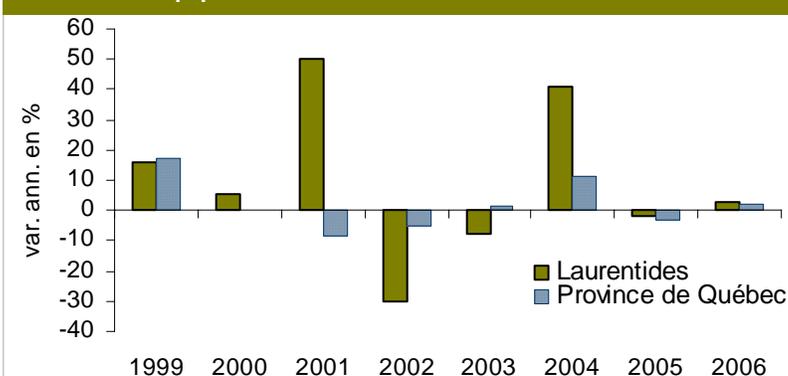
Ensemble du Québec		38,8
15	Laurentides	37,8
311	Aliments	30,7
314	Usines de produits textiles	56,0
315	Vêtements	35,2
316	Produits en cuir et produits analogues	61,7
321	Produits en bois	36,3
323	Impression et act. connexes de soutien	53,1
324	Produits du pétrole et du charbon	30,1
325	Produits chimiques	47,8
326	Produits en caoutchouc et en plastique	54,5
327	Produits minéraux non métalliques	52,7
331	Première transformation des métaux	43,4
332	Produits métalliques	46,8
333	Machines	49,5
334	Produits informatiques et électroniques	52,4
335	Matériel, appareils et comp. électriques	47,4
337	Meubles et produits connexes	53,1
339	Activités diverses de fabrication	41,4

Source : Statcan, ISQ

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Les investissements privés en machines et équipements ont chuté en 2005. Les prévisions pour 2006 laissent entrevoir une progression légèrement supérieure à la moyenne provinciale mais sans particulièrement signaler un dynamisme retrouvé. Il faut dire que cette pause des investissements privés en machines et équipements suit une augmentation exceptionnelle de plus de 40 % en 2004.

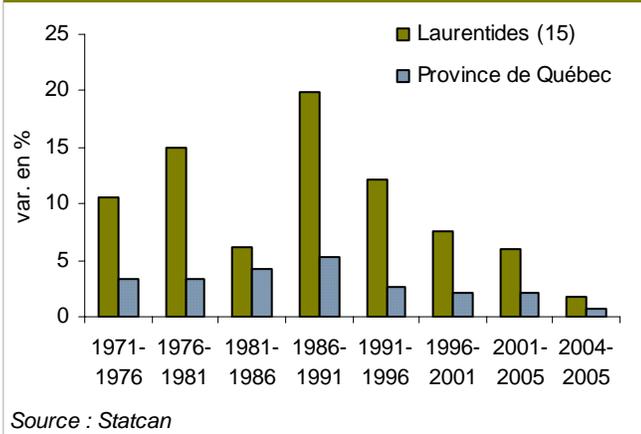
Investissements en immobilisations Machines et équipements



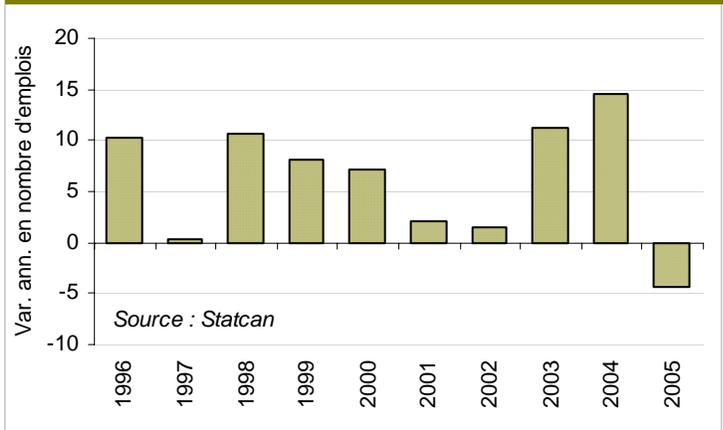
Source : Statcan, ISQ

MAIN-D'OEUVRE

Croissance démographique

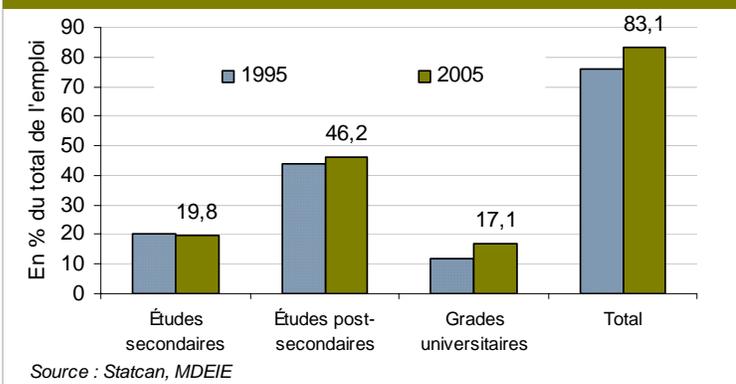


Laurentides - Création d'emplois

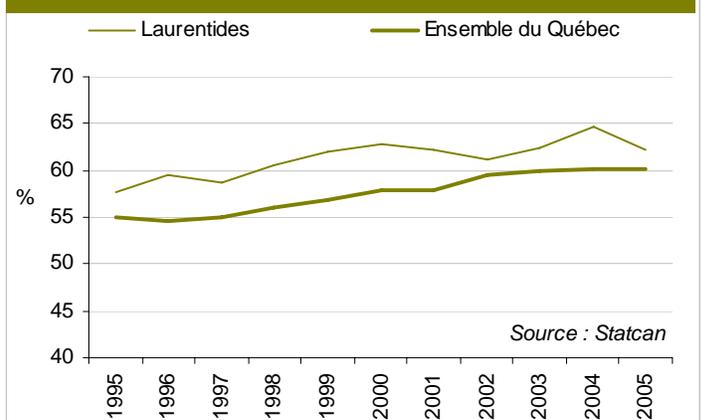


Quoiqu'en baisse, la croissance démographique des Laurentides est restée relativement forte au cours des dix dernières années, appuyée par un marché de l'emploi robuste : entre 1996 et 2005, 61 000 emplois ont été créés dans la région, ce qui représente plus de 10 % du total de l'emploi créé au Québec pendant cette même période. Le dynamisme du marché de l'emploi permet à la région d'afficher un taux d'emploi élevé. Le taux de scolarité des travailleurs de la région reste inférieur en 2005 à la moyenne de l'ensemble du Québec mais son augmentation depuis 1995 est caractérisée par une hausse marquée des gradués universitaires (+5,3 % versus +3,7 % pour l'ensemble de la province).

Laurentides - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005

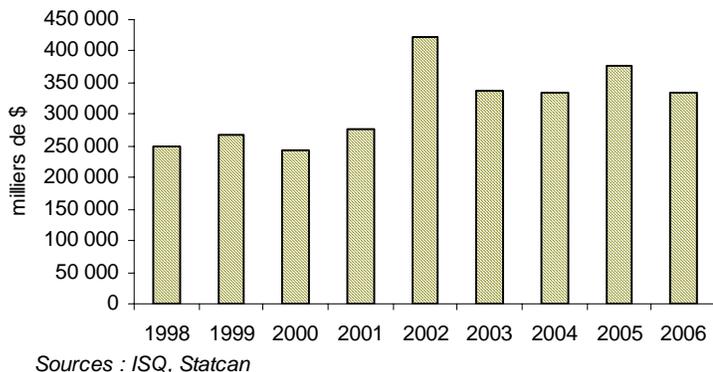


Taux d'emploi

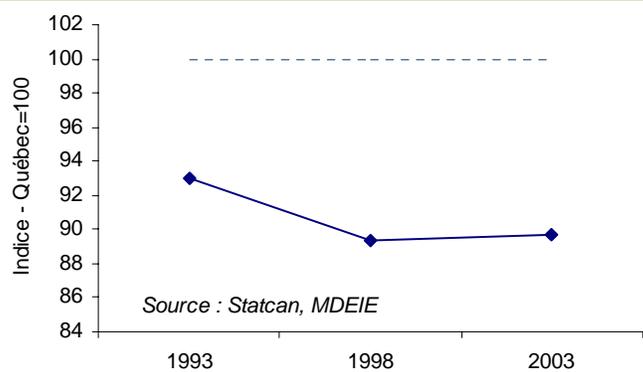


INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Laurentides Immobilisations du secteur public



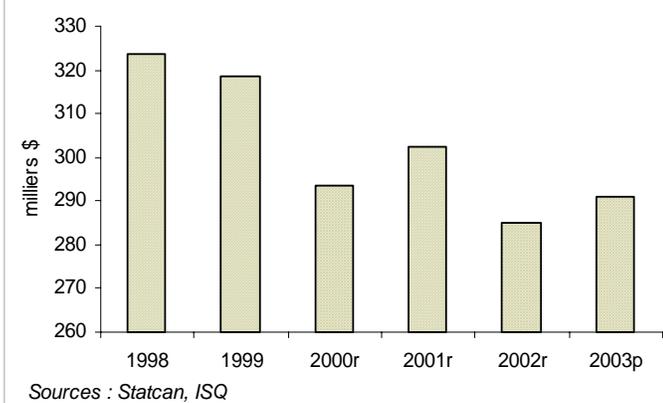
Laurentides Rapport de dépendance économique



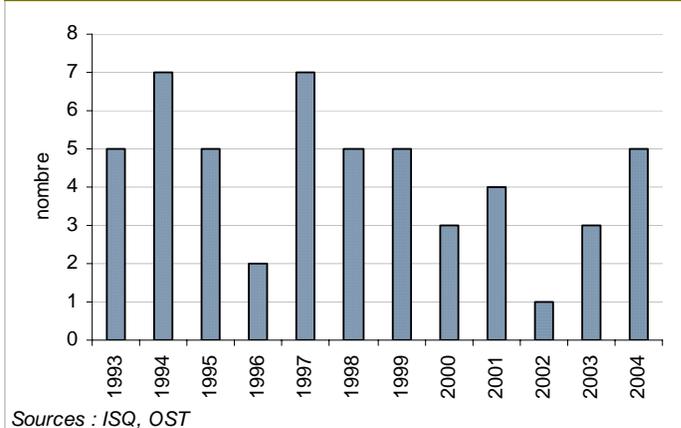
Depuis 2002, on constate une certaine stagnation des immobilisations du secteur public dans la région des Laurentides. En fait, la contribution publique aux investissements de cette région est assez faible, avec une part de 10,4 % en moyenne entre 2002 et 2006, ce qui est à comparer avec une part de 24 % pour l'ensemble du Québec. Du dynamisme économique des Laurentides résulte également un rapport de dépendance économique en baisse entre 1993 et 2003.

R-D ET INNOVATION

Laurentides - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

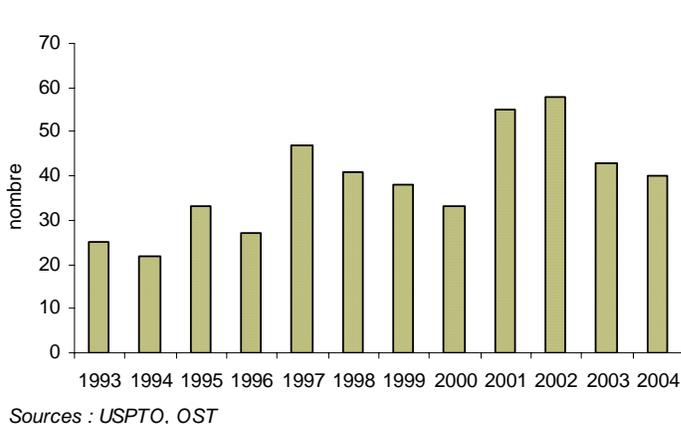


Laurentides Publications scientifiques



Les dépenses privées de R-D par établissement chutent depuis 1998, avec une relative stagnation observée entre 2000 et 2003. Cela n'a pas empêché un rebond des inventions brevetées en 2001 et 2002. Néanmoins, 2003 et 2004 auront affiché une baisse de la part des Laurentides dans les inventions brevetées au Québec. Il faudra voir si les prochaines années confirment cette tendance.

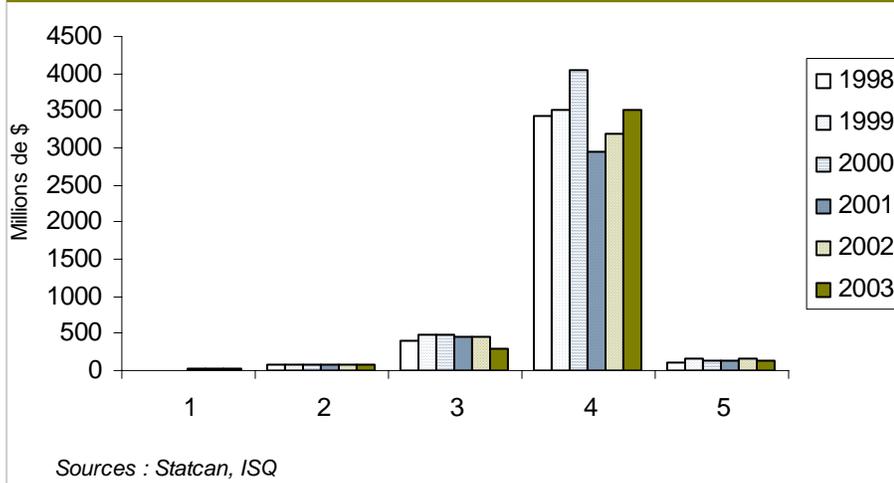
Laurentides Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Laurentides

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Principalement concentrées dans le groupe 4*, les exportations des Laurentides ont affiché une forte baisse en 2001, sous l'effet du ramollissement économique aux États-Unis. Entre 2000 et 2001, la valeur des exportations des Laurentides à destination des États-Unis a diminué de 30 %, pour ensuite reprendre un pas très timide à la hausse. Sans compenser ce recul, la progression des exportations vers l'Europe a très clairement contribué à la remontée des exportations de la région à partir de 2002.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

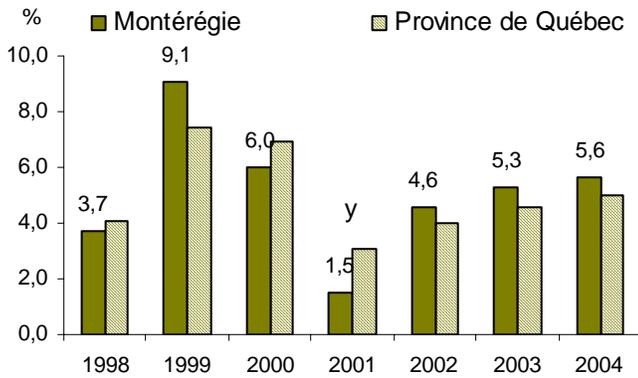
Laurentides - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	127,8	169,2	134,5	311,5	412,5	566,7
Amérique du Sud et Mexique	4,9	6,9	12	8,7	5,9	2,3
Autres	94,5	71,9	67,6	129	161	133,7
États-Unis	3 791,10	3 969,70	4 557,20	3 183,50	3 331,10	3 335,40

Sources : Statcan, ISQ

16 - MONTÉRÉGIE

Croissance économique

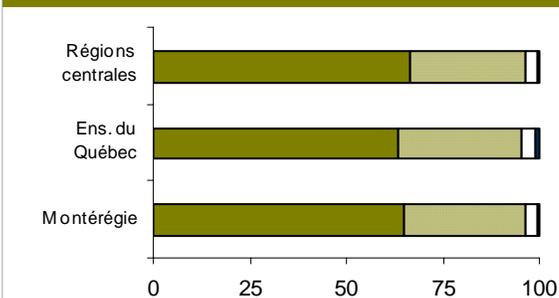


Source : ISQ

L'économie de la Montérégie est restée robuste au cours des dernières années avec des taux de croissance supérieurs à la moyenne provinciale. Cela résulte notamment par un revenu personnel par habitant parmi les plus élevés au Québec (25,9 versus 24,6 milliers de dollars pour le Québec). La chute de l'indice de développement économique entre 1999 et 2004 provient d'un effort d'ajustement à la baisse après l'année exceptionnelle de 1999.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



	Montérégie	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,6
□ 50 à 199	3,1	3,6	2,9
■ 5 à 49	31,1	32,4	30,1
■ 1 à 4	65,2	63,2	66,5

En % du total

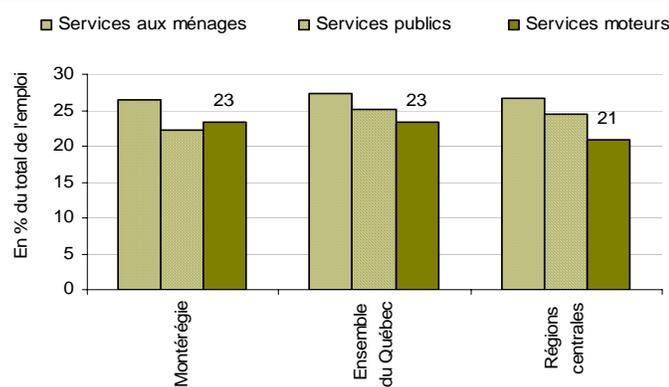
Source : Statcan, MDEIE

Globalement, la taille des entreprises en Montérégie apparaît supérieure à la moyenne des régions centrales. La région regroupe 12 % de l'ensemble des établissements de plus de 200 employés installés au Québec et 14,8 % des établissements de 50 à 199 employés. La présence d'entreprises relativement grandes participe au dynamisme des plus petites entreprises de la région.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

La Montérégie affiche un résultat tout à fait satisfaisant au chapitre de la valeur ajoutée. Le rapport de la valeur ajoutée aux expéditions manufacturières atteint 42,5 % en 2003, comparativement à une moyenne de 38,8 % pour le Québec. Le pourcentage des services moteurs dans l'emploi total de la région est aligné sur la moyenne provinciale mais reste supérieur à la moyenne des régions centrales.

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Source : Statcan, MDEIE

Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

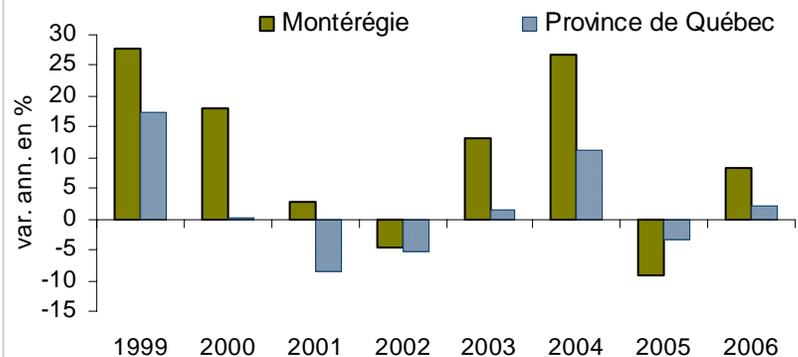
Ensemble du Québec		38,8
16	Montérégie	42,5
311	Aliments	31,0
313	Usines de textiles	51,0
314	Usines de produits textiles	55,7
315	Vêtements	47,4
321	Produits en bois	38,6
322	Papier	39,3
323	Impression et act. connexes de soutien	54,0
325	Produits chimiques	41,2
326	Produits en caoutchouc et en plastique	45,8
327	Produits minéraux non métalliques	58,3
331	Première transformation des métaux	31,0
332	Produits métalliques	48,1
333	Machines	44,0
335	Matériel, appareils et comp. électriques	48,9
336	Matériel de transport	59,1
337	Meubles et produits connexes	54,1
339	Activités diverses de fabrication	52,8

Source : Statcan, ISQ

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

Malgré une certaine instabilité, les investissements en machines et équipements sont restés robustes au cours des dernières années. La croissance annuelle des investissements en machines et équipements a atteint 7,9 % en moyenne entre 1999 et 2006. Un fait intéressant à noter : la part de la Montérégie dans les investissements en machines et équipements réalisés au Québec est passée de 11,3 % à 20,6 % entre 1999 et 2006.

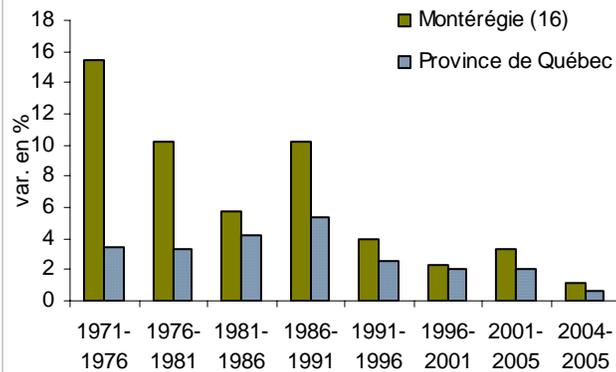
Investissements en immobilisations Machines et équipements



Source : Statcan, ISQ

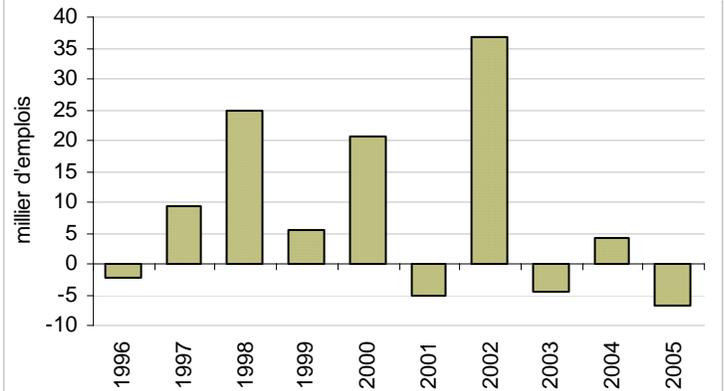
MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

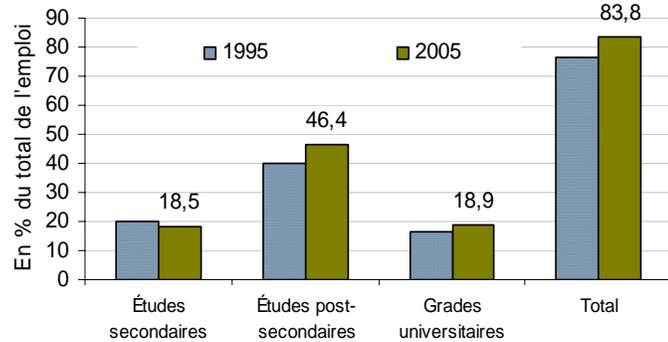
Montérégie - Création d'emplois



Source : Statcan

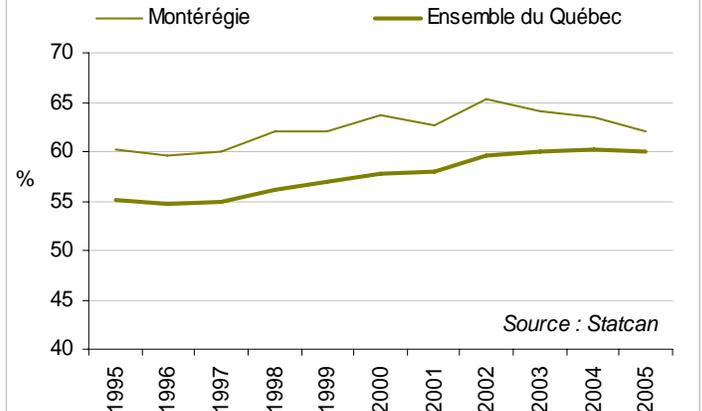
Depuis le début des années 1990, un ramollissement très net de la croissance démographique est observé en Montérégie, comme à l'échelle du Québec. La croissance de la population reste cependant supérieure dans la région relativement à la moyenne de la province, ce qui s'explique par le dynamisme économique et la robustesse du marché de l'emploi constatés au cours des dernières années. Ce qui ressemble à un ramollissement entre 2003 et 2005 au niveau de la création d'emplois provient surtout d'une pause tout à fait attendue après le rebond de l'emploi en 2002. Malgré un temps d'arrêt depuis 2002, le taux d'emploi de la Montérégie reste supérieur à la moyenne de la province.

Montérégie - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

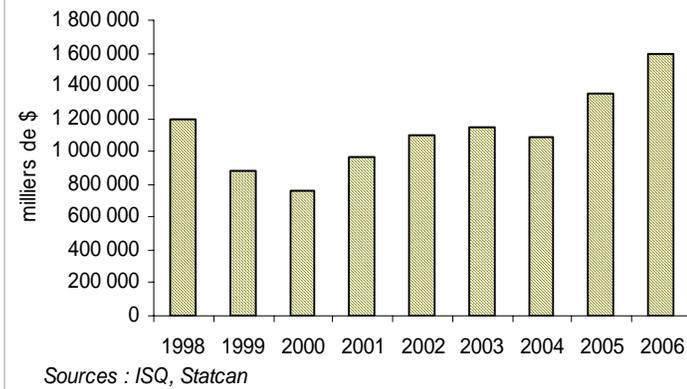
Taux d'emploi



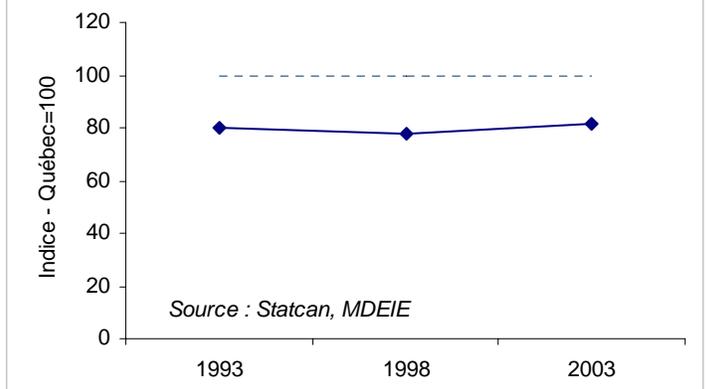
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Montérégie Immobilisations du secteur public



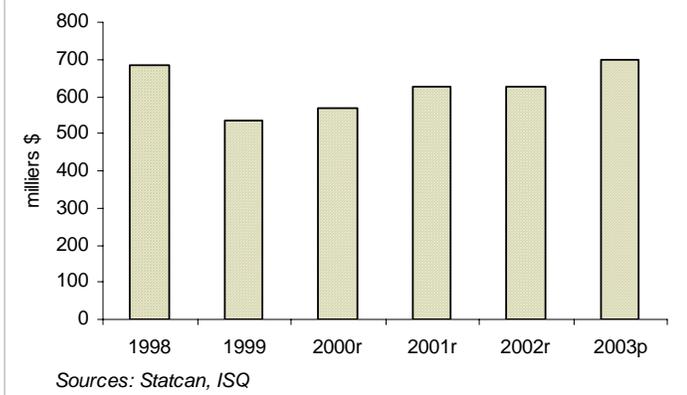
Montérégie Rapport de dépendance économique



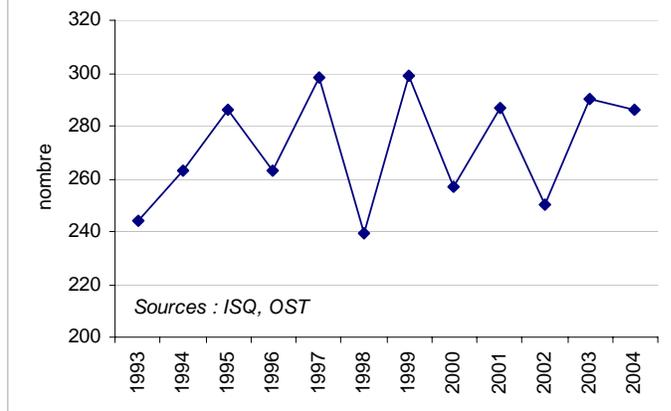
Les années 2005 et 2006 auront été marquées par une nette hausse des investissements publics dans la région. Le dynamisme économique de la province se manifeste aussi avec un taux de dépendance économique relativement faible et stable depuis 1993.

R-D ET INNOVATION

Montérégie - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

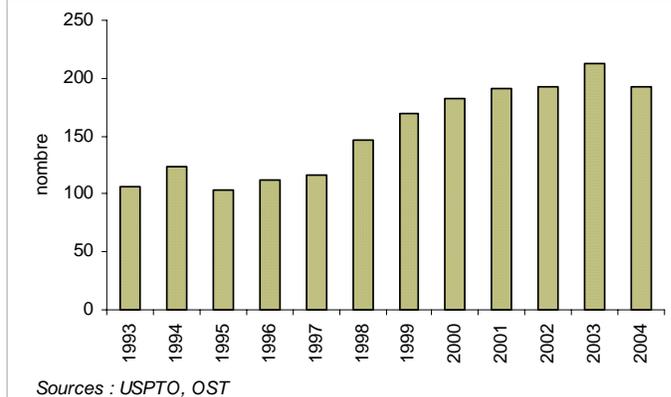


Montérégie Publications scientifiques

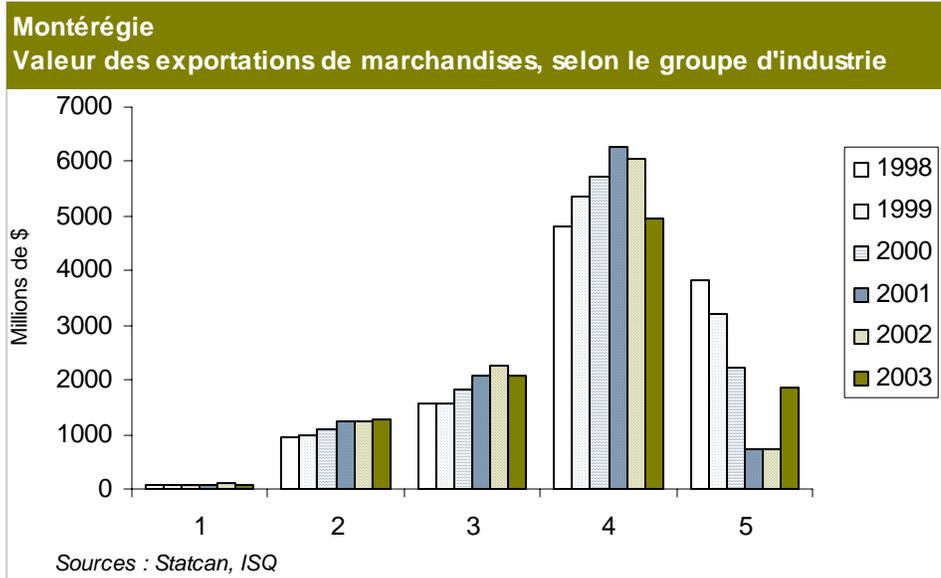


Après la chute de 1999, les dépenses de R-D intra-muros du secteur commercial par établissement ont doucement retrouvé en 2003 leur niveau de 1998. Malgré une certaine stagnation depuis 2001, les inventions brevetées ont quasiment doublé au cours des dernières années par rapport à la période 1993-1997. En 2004, la Montérégie comptait 24 % du total des inventions brevetées au Québec. Il s'agit de la part la plus importante après Montréal (46 %). Au niveau des publications scientifiques, une légère tendance positive apparaît entre 1993 et 2004, quoique l'instabilité de cette donnée ne permette pas d'en faire pour l'instant une bonne nouvelle.

Montérégie Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL



Comme un peu partout au Québec, les exportations de la Montérégie ont vu la valeur de leurs exportations diminuer avec le ramollissement de l'économie américaine à partir de 2001 et l'appréciation de la devise canadienne au cours des dernières années. Cela dit, les efforts de la diversification géographique des exportations semblent se maintenir : après la chute de 2001, les exportations à destination de l'Europe, du Japon et du Mexique semblent reprendre de la vigueur.

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

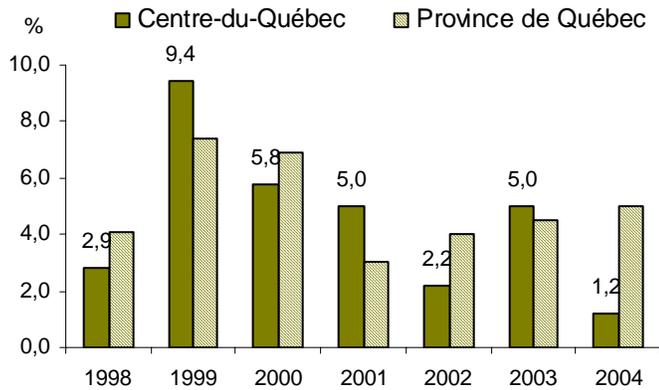
Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

Montérégie - Valeur des exportations par destination en millions de \$						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	1043,8	985,2	995,8	958,0	983,8	979,2
Japon	88,2	97,6	110,9	123,4	108,4	250,3
Mexique	11,4	17,5	21,2	18,8	24,9	49,8
Amérique du Sud	95,0	83,5	63,8	65,7	72,7	59,9
États-Unis	9615,9	9557,0	9189,2	8488,4	8422,8	8308,3
Autres	364,1	464,7	559,0	747,3	791,7	591,1

Sources : Statcan, ISQ

17 - CENTRE-DU-QUÉBEC

Croissance économique

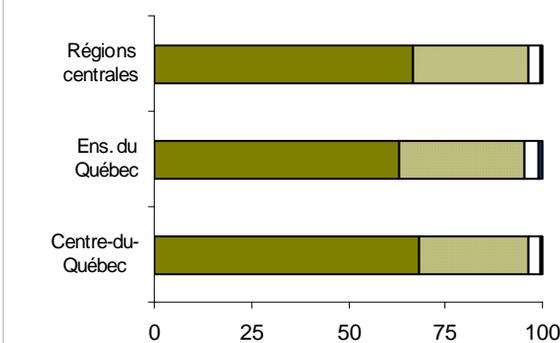


Source : ISQ

La région du Centre-du-Québec semble avoir eu des difficultés à suivre la moyenne provinciale en 2004 au chapitre de la croissance économique. Depuis 2002, la croissance annuelle moyenne se fixe d'ailleurs à 2,8 % dans la région, contre 4,5 % pour la moyenne du Québec. L'indice de développement économique a cependant augmenté entre 1999 et 2004. Le dynamisme relatif du marché de l'emploi depuis 2002 semble être le principal facteur de cette progression.

TAILLE DES ENTREPRISES

Établissements, par taille, 2005 (nombre d'employés)



	Centre-du-Québec	Ens. du Québec	Régions centrales
■ 200 et plus	0,6	0,8	0,6
□ 50 à 199	2,9	3,6	2,9
■ 5 à 49	28,4	32,4	30,1
■ 1 à 4	68,1	63,2	66,5

En % du total

Source : Statcan, MDEIE

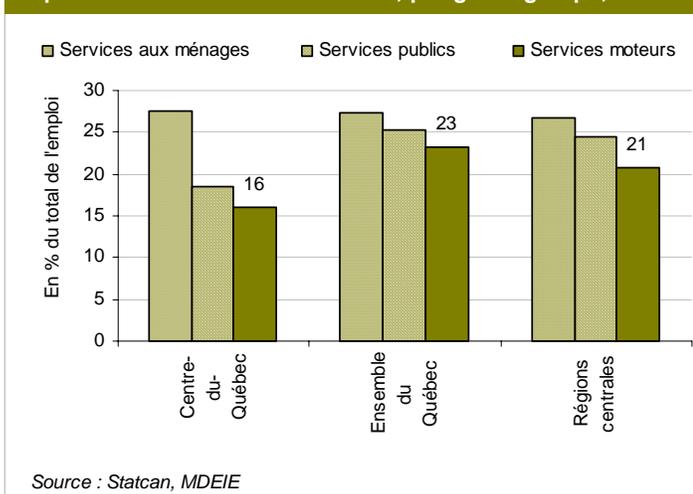
Les établissements de 1 à 4 employés sont plus nombreux dans le Centre-du-Québec, comparativement à l'ensemble du Québec et la moyenne des régions centrales, avec une part de 68,1 % en 2005, contre 63,2 % pour la moyenne provinciale.

VALEUR AJOUTÉE MANUFACTURIÈRE

Le rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières est relativement faible dans la région du Centre-du-Québec. Ce résultat s'explique notamment par la concentration de la valeur ajoutée créée dans la région dans les industries des aliments, du papier, des produits du bois ainsi que des produits chimiques : ensembles, ces industries représentent 37 % du total de la valeur ajoutée dans la province mais leur performance respective au regard du rapport de la valeur ajoutée aux expéditions est relativement faible. On notera cependant la contribution positive des industries des produits métalliques et des machines.

Cela est peut-être à lier avec une proportion de l'emploi dans les services moteurs particulièrement faible dans la région (16 % seulement comparativement à 21 % dans les autres régions centrales)

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe, 2005



Rapport de la valeur ajoutée manufacturière aux expéditions manufacturières (en %)

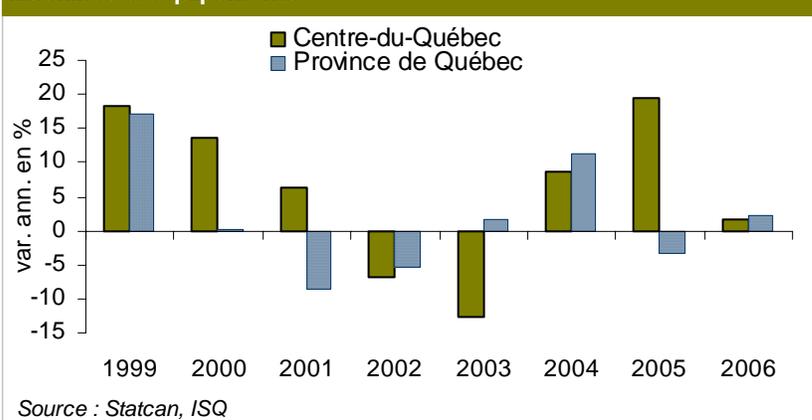
Ensemble du Québec		38,8
17 Centre-du-Québec		37,8
311	Aliments	22,8
313	Usines de textiles	38,1
314	Usines de produits textiles	44,7
315	Vêtements	46,7
321	Produits en bois	36,6
322	Papier	38,8
323	Impression et act. connexes de soutien	59,8
324	Produits du pétrole et du charbon	29,2
325	Produits chimiques	35,1
326	Produits en caoutchouc et en plastique	49,3
327	Produits minéraux non métalliques	55,4
332	Produits métalliques	46,5
333	Machines	49,1
334	Produits informatiques et électroniques	65,3
336	Matériel de transport	41,0
337	Meubles et produits connexes	54,3
339	Activités diverses de fabrication	46,0

Source : Statcan, ISQ

INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET ÉQUIPEMENTS

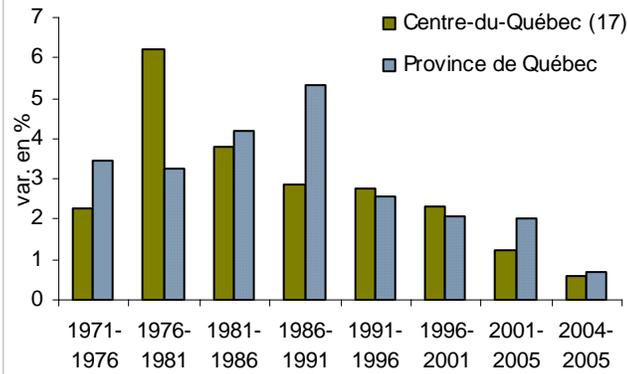
Les investissements privés en machines et équipements ont affiché des taux de croissance tout à fait encourageants en 2004 et 2005 (8,6 % et 19,4 % respectivement). En 2006, cette croissance devrait s'essouffler mais rester en territoire positif.

Investissements en immobilisations Machines et équipements



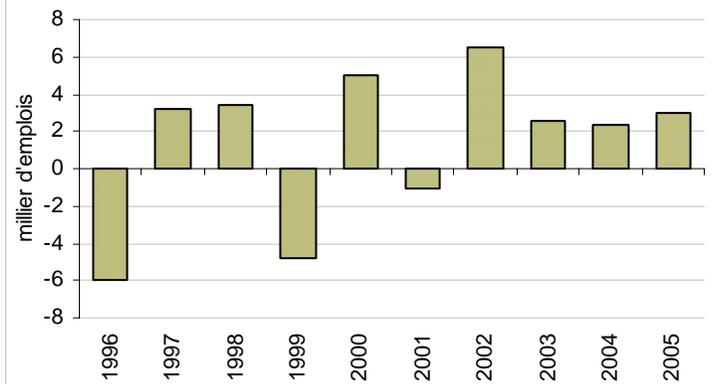
MAIN-D'ŒUVRE

Croissance démographique



Source : Statcan

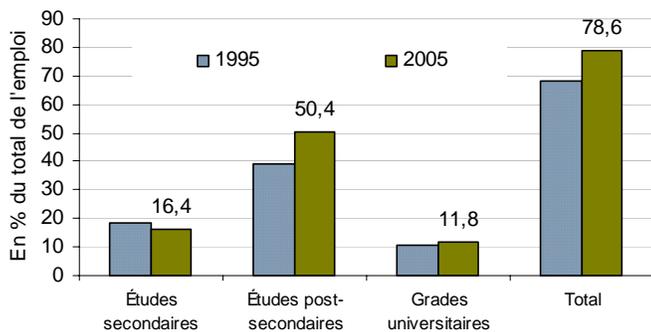
Centre-du-Québec - Création d'emplois



Source : Statcan

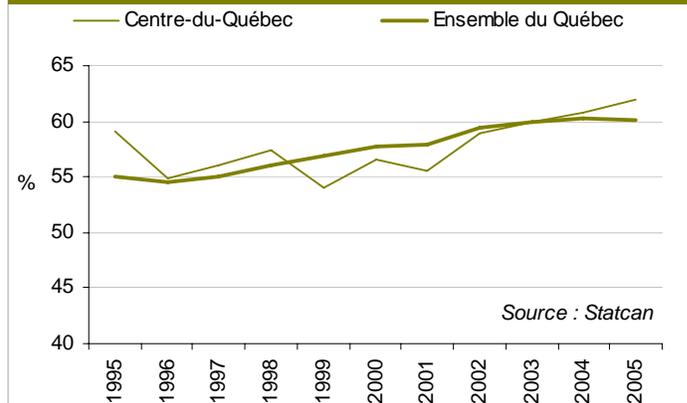
La croissance démographique est passée en dessous de la moyenne provinciale à partir de 2001. Depuis 2002, la croissance de l'emploi est positive d'année en année mais arrêtée à une moyenne de 2 600 emplois par année depuis 2003. C'est la régularité de la création nette d'emplois qui a probablement permis au taux d'emploi de la région de dépasser le taux moyen de la province. La région a également enregistré une progression du taux de scolarité de ses travailleurs. Cette hausse est essentiellement due à la hausse des détenteurs de diplômes post-secondaires.

Centre-du-Québec - Emploi, selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus détenant un diplôme d'études secondaires et plus, 1995-2005



Source : Statcan, MDEIE

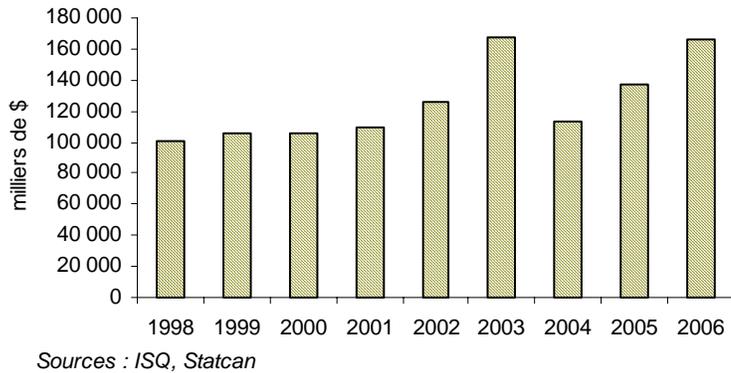
Taux d'emploi



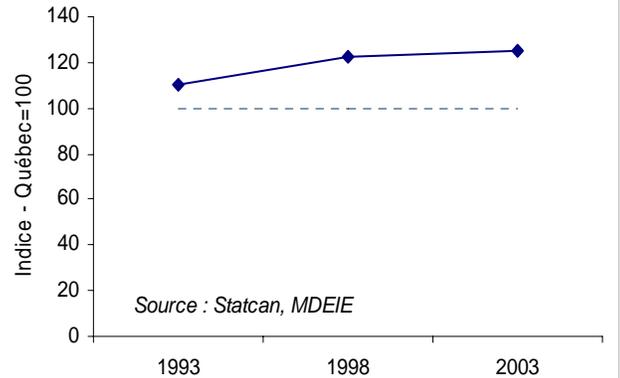
Source : Statcan

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Centre-du-Québec Immobilisations du secteur public



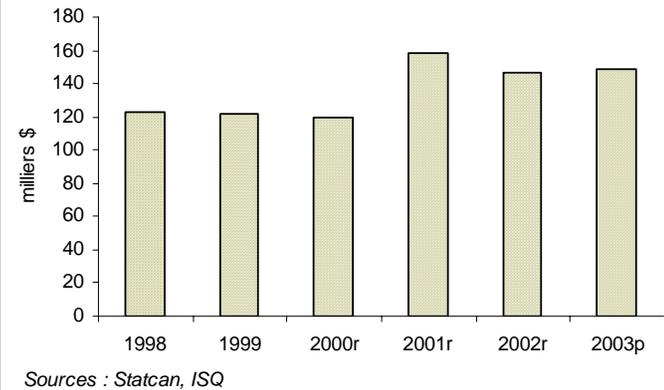
Centre-du-Québec Rapport de dépendance économique



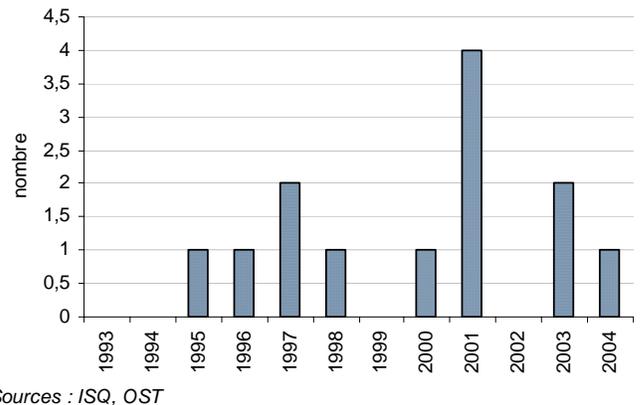
Après un creux en 2004, les immobilisations du secteur public ont de nouveau augmenté en 2005. Les prévisions laissent également voir une hausse pour 2006. Entre 1998 et 2003, le taux de dépendance économique est resté à peu près stable.

R-D ET INNOVATION

Centre du Québec - Dépenses totales de R-D intra-muros du secteur des entreprises commerciales, par établissement ayant des activités de la R-D intra-muros

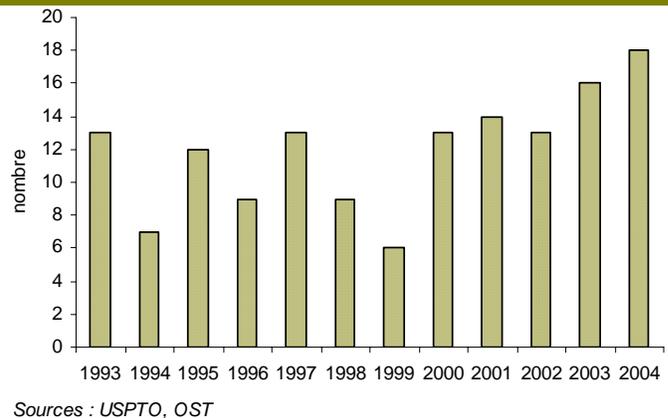


Centre-du-Québec Publications scientifiques



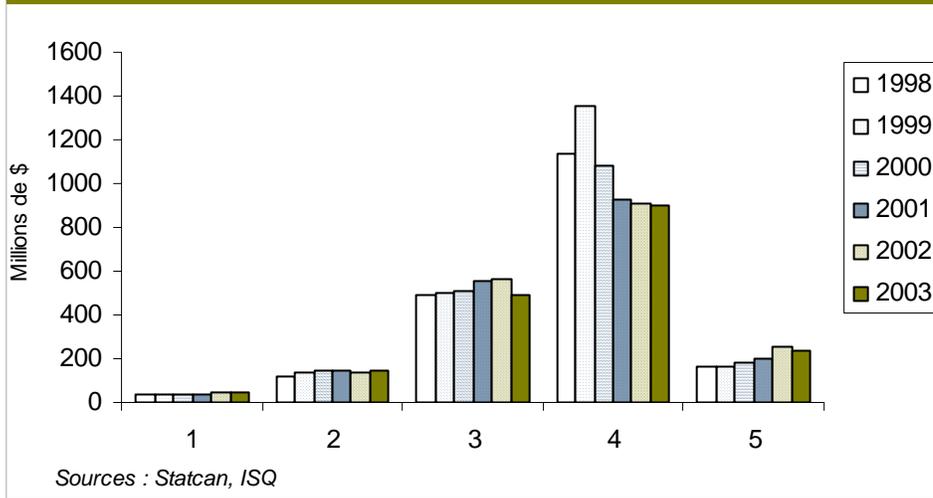
Les dépenses privées par établissement de R-D intra-muros semblent avoir augmenté d'un cran depuis 2001. De manière parallèle, on observe également une ferme augmentation des inventions brevetées dans le Centre-du-Québec.

Centre-du-Québec Inventions brevetées à l'USPTO



COMMERCE INTERNATIONAL

Centre-du-Québec Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industrie



Après la chute de 1999 et 2000, les exportations de la région du Centre-du-Québec se sont relativement bien stabilisées depuis 2001 mais sans véritablement retrouver le chemin de la croissance. Les données révèlent certains efforts de la région pour diversifier les industries à l'exportation.

Centre-du-Québec - Valeur des exportations par destination en millions de \$

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	196,4	175,8	185	157	159,3	137,3
Japon	10,6	7,8	10,9	12,6	7,3	16,1
États-Unis	1 642,10	1 934,30	1 650,70	1 607,70	1 609,30	1 528,70
Autres	93,1	76,9	98,9	98,6	129,6	131,3

Sources : Statcan, ISQ

*Notes

Groupe 1 : Agriculture, foresterie, pêche et chasse ; Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz ; Services publics ; Construction.

Groupe 2 : Aliments ; Boissons et produits du tabac ; Usines de textiles ; Usines de produits textiles ; Vêtements ; Produits en cuir et produits analogues

Groupe 3 : Produits en bois ; Papier ; Impression et activités connexes de soutien ; Produits du pétrole et du charbon ; Produits chimiques ; Produits en caoutchouc et en plastique ; Produits minéraux non métalliques.

Groupe 4 : Première transformation des métaux ; Fabrication de produits métalliques ; Machinerie ; Produits informatiques et électroniques ; Produits, appareils et composants électroniques ; Matériel de transport ; Meubles et produits connexes ; Activités diverses de fabrication.

Groupe 5 : Commerce de gros ; Commerce de détail ; Transport et entreposage ; Information et industries culturelles ; Finance et assurances ; Services aux entreprises ; Autres (61-91)

CONCLUSION

La Fédération des chambres de commerce a défini un Québec gagnant en fonction de l'accomplissement de quatre objectifs (voir encadré). L'analyse qui précède permet de conclure sur la direction prise par l'économie du Québec quant à ces objectifs et d'orienter conséquemment les priorités d'action de la FCCQ pour les mois à venir.

Parallèlement à l'évolution de ces quatre objectifs, le niveau de vie est ici considéré comme l'indicateur ultime qui nous permet d'évaluer la progression du Québec vers un Québec gagnant. En effet, le niveau de vie dépend directement de la croissance de la productivité et est mesuré par le PIB réel par habitant. Sa mesure concilie le développement économique et le développement social ; il est donc garant de notre capacité de croître.

4 objectifs pour un Québec gagnant

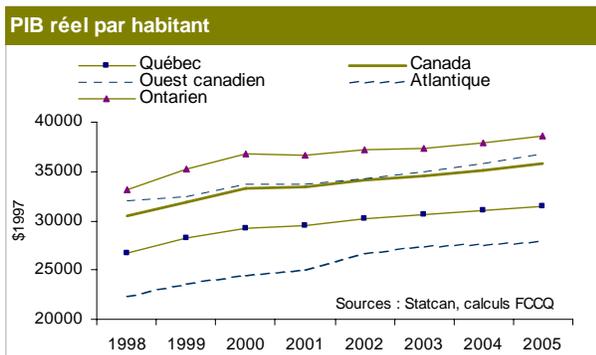
Objectif 1 - Intégrer l'ensemble des régions dans une logique de croissance et conjuguer avec toute la diversité et la complémentarité de chacune de ces régions, pour une création de richesse dans l'ensemble du Québec

Objectif 2 - Réinspirer la croissance économique au Québec, en cultivant l'entrepreneuriat et en augmentant la capacité des entreprises de croître

Objectif 3 - Une structure industrielle engagée dans une croissance globale de création de valeur et positionnant le Québec dans les flux de la mondialisation

Objectif 4 - Une productivité accrue supérieure à la moyenne canadienne, afin de procurer au Québec les moyens d'investir dans une croissance durable

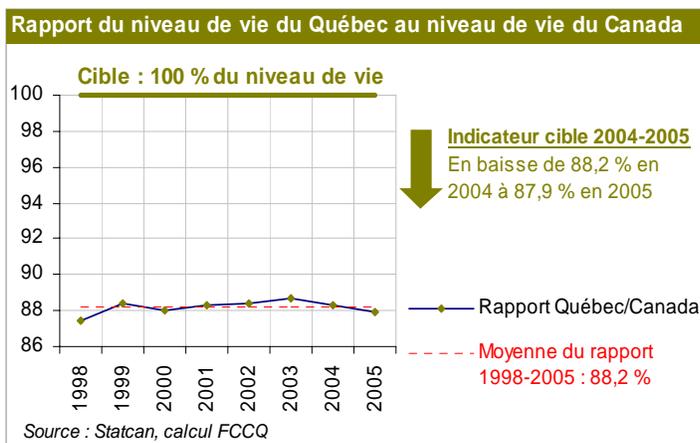
ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE (PIB réel par habitant)



Entre 1998 et 2005, le niveau de vie des québécois a progressé de 18,3 %, ce qui correspond à une croissance de 2,4 % en moyenne par an, en ligne avec la croissance moyenne du Canada et légèrement au-dessus de la moyenne ontarienne (2,2 %). Le niveau de vie des québécois est structurellement inférieur à la moyenne canadienne. Ce qui pourra ressembler à un rattrapage du Québec au chapitre du niveau de vie, particulièrement observé entre 2001 et 2003, doit être considéré avec une certaine prudence : la croissance économique au cours des dernières années a été largement

soutenue par une demande interne robuste tirée par le secteur immobilier. Ainsi, avec le ramollissement de l'activité économique attendu d'ici la fin de cette année et en 2007, on pourrait observer au Québec un ralentissement de la progression du PIB réel par habitant.

D'ailleurs, le PIB réel par habitant a continué de progresser en 2004 et 2005, mais on remarque un recul du niveau de vie des québécois par rapport à la moyenne canadienne. La moyenne canadienne du niveau de vie constitue la cible retenue par la FCCQ.



En 2005, le rapport Québec-Canada a diminué par rapport à 2004 de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 87,9 %, passant sous sa performance moyenne enregistrée entre 1998 et 2005 (88,2 %).

UN QUÉBEC GAGNANT ?

Objectif 1 - Intégrer l'ensemble des régions dans une logique de croissance et conjuguer avec toute la diversité et la complémentarité de chacune de ces régions, pour une création de richesse dans l'ensemble du Québec

- Les inégalités entre les régions au niveau du revenu disponible par habitant sont symptomatiques des différentiels de la productivité entre les économies régionales et d'une sous-utilisation du potentiel industriel pour certaines d'entre elles. L'inégalité entre les régions au niveau de l'efficacité des systèmes de production et du dynamisme économique est défavorable à la croissance de l'ensemble du Québec car elle limite les relations interrégionales et les effets de synergie possibles sur la consolidation du tissu industriel de l'ensemble du Québec.
- Le Québec a tout à gagner en travaillant sur une plus grande cohésion économique entre ces régions, en limitant l'effet patchwork de zones économiques spécialisées mais peu interreliées. Cela sera favorable au dynamisme économique de l'ensemble du Québec.

Objectif 2 - Réinspirer la croissance économique au Québec, en cultivant l'entrepreneuriat et en augmentant la capacité des entreprises de croître

- L'entreprise québécoise manifeste des difficultés à croître dans un contexte où l'instabilité et l'incertitude reliées à l'intensification de la concurrence mondiale l'invitent à s'assurer d'une certaine taille critique. Les principaux facteurs explicatifs reconnus par les gens d'affaires sont : (1) une culture entrepreneuriale trop peu animée par la prise de risque et insuffisamment soutenue par la planification d'une stratégie de croissance, (2) les difficultés au financement, (3) la lourdeur du fardeau fiscal ainsi que (4) l'immobilisme ambiant du Québec, caractérisé par une séparation non fondée entre le développement économique et le développement durable et envoyant l'image d'une attitude d'affaires négative, elle-même pénalisante pour la flamme entrepreneuriale de la province.

Objectif 3 - Une structure industrielle engagée dans une croissance globale de création de valeur et positionnant le Québec dans les flux de la mondialisation

- La base manufacturière de l'économie québécoise souffre d'une compétitivité prix essouffée avec l'appréciation du dollar et la concurrence des pays en émergence, mais aussi d'une **réorientation encore peu engagée de la production manufacturière vers davantage de création de valeur ajoutée**. La valeur ajoutée manufacturière est tributaire de quelques secteurs clé¹. Les entreprises du secteur de la fabrication n'investissent pas suffisamment en machines et équipements et dans la modernisation de leurs processus de production.
- La production manufacturière traditionnelle doit laisser toute la place à une fabrication inscrite dans un processus continue d'innovation. Cette résolution doit s'asseoir sur une culture entrepreneuriale renouvelée et sur la gouvernance d'un système d'innovation ciblant la commercialisation de nouveaux produits et de nouveaux marchés. Alors que le Québec perd du terrain sur le plan des

¹ 50 % de la valeur ajoutée manufacturière du Québec est concentrée dans les industries de la première transformation des métaux, de la fabrication de matériel de transport, des produits chimiques, des aliments, du papier et des produits du pétrole et du charbon

exportations, la remontée du système de production dans la chaîne de valeur contribuera également à un regain de compétitivité pour les exportateurs québécois et l'assurance de leur meilleure intégration au flux de la mondialisation.

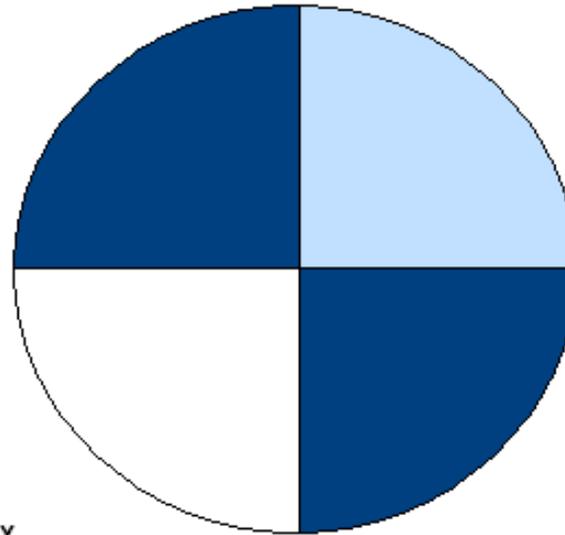
Objectif 4 - Une productivité accrue supérieure à la moyenne canadienne, afin de procurer au Québec les moyens d'investir dans une croissance durable

- La productivité québécoise reste faible par rapport au reste du Canada. Dans un contexte où le jeu concurrentiel est de plus en plus serré, il est impératif pour la compétitivité du Québec de réduire les écarts de productivité. Les investissements en capital physique et humain constituent la pierre angulaire de cet objectif. Les entreprises doivent bénéficier d'une capacité de financement supérieure et s'assurer de la qualité des projets d'investissements.
- L'adéquation et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est l'enjeu le plus exigeant dans l'objectif d'augmenter l'efficacité globale de l'économie
- Le gouvernement doit participer à cet objectif en s'engageant dans une véritable réforme de l'État. Une transformation drastique de l'état est un impératif à l'augmentation de la productivité afin de desserrer l'étau fiscal et permettre au gouvernement, dans un rôle de facilitateur, de concentrer l'application des budgets publics sur des postes de dépenses d'avenir. Parmi ces dépenses d'avenir mentionnons l'importance des investissements pour l'augmentation du potentiel de production électrique afin de répondre à l'enjeu fondamental qu'est celui de la sécurité énergétique.

L'INDICATEUR 2006
UN QUÉBEC GAGNANT ?

Objectif 1 : Intégrer l'ensemble des régions dans une logique de croissance et conjuguer avec toute la diversité et la complémentarité de chacune de ces régions, pour une création de richesse dans l'ensemble du Québec

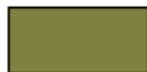
Objectif 2 : Réinspirer la croissance économique au Québec en cultivant l'entrepreneuriat et en augmentant la capacité des entreprises de croître



Objectif 3 : Une structure globale engagée dans une croissance globale de création de valeur et positionnant le Québec dans les flux de la mondialisation

Objectif 4 : Une productivité accrue supérieure à la moyenne canadienne, afin de procurer au Québec les moyens d'investir dans une croissance durable

Codes de couleur



Très favorable



Favorable



Neutre



Défavorable



Très défavorable

fccq.ca

555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1B1
t. (514) 844-9571 f. (514) 844-0226